

## Comptes rendus

---

Sibylle WENTKER, Elisabeth WUNDSAM, Klaus WUNDSAM (éds), *Geschichte Wassaf's*, trad. en allemand Joseph von Hammer-Purgstall, Vienne, Österreichische Akademie der Wissenschaften, coll. *Philosophisch-historische Klasse: Sitzungsberichte* 802 et 803; *Veröffentlichungen zur Iranistik* 57 et 59, 2010, vol. I, 275 p. de texte en alphabet latin + 295 p. de texte en alphabet persan; vol. II, 279 p.

Ces deux volumes représentent une opération intellectuelle très raffinée : d'un côté on y trouvera le travail de l'historien persan Šaraf al-Dīn 'Abdallāh b. Faḍl Allāh Vaṣṣāf qui rédigea sa chronique (*Tajziyat al-amšār wa-l-tazjiyat al-a'šār* mieux connue comme *Tā'rīh-i Vaṣṣāf*) au début du XIV<sup>e</sup> siècle (elle fut achevée en 1327-1328 à l'époque de l'ilkhanide Abū Sa'īd); de l'autre la personnalité de Joseph von Hammer-Purgstall qui réalisa une savante édition et traduction du texte publiée à Vienne en 1856. Dans son introduction, Sibylle Wentker souligne les raisons de cette nouvelle opération, en traçant l'histoire de la publication depuis von Hammer-Purgstall lui-même : en tant que président de la Kaiserliche Akademie der Wissenschaften, von Hammer-Purgstall décida en 1847 d'établir un plan des publications de l'institut qui incluait des ouvrages extra-européens. Ce qui le porta à insérer dans son projet la *Geschichte Wassaf's*, ouvrage qui avait eu un grand succès auprès des Ottomans et qui représentait une source principale de l'histoire des Ilkhanides. Ceci dit, cette chronique n'a eu qu'un succès partiel dans le travail des historiens postérieurs : souvent mentionnée par les chercheurs (cf. Jean Aubin, qui fit un large usage du *Tā'rīh-i Vaṣṣāf*), elle n'a été redécouverte que dans les derniers temps dans une perspective nouvelle où certainement le travail de von Hammer-Purgstall montre encore toute son actualité. C'est à J. Pfeiffer que l'on doit l'inventaire le plus complet des manuscrits de cette chronique, 160 exemplaires, qu'elle publia en 2007 dans son article pionnier « A Turgid History of the Mongol Empire in Persia: Epistemological Reflections Concerning a Critical Edition of *Vaṣṣāf's Tajziyat al-amšār va tazjiyat al-a'šār* » (in Judith Pfeiffer, Manfred Kropp, éds, *Theoretical Approaches to the Transmission and Edition of Oriental Manuscripts*, Beyrouth, Orient-Institut, 2007, p. 107-129). Parmi ces manuscrits était inclus un autographe de l'auteur conservé à la bibliothèque de la Süleymaniye à Istanbul. Quant à von Hammer-Purgstall, il utilisa trois manuscrits provenant de Vienne (Österreichische Nationalbibliothek, ÖNB NF 220a, ÖNB NF 220b, ÖNB AF 130[467])

pour son édition et sa traduction. Le premier manuscrit est daté à la fin de *ša'bān* 699 (20 mai 1300) et porte une dédicace adressée au Khan Ghāzān, tandis que le deuxième, plus récent, est daté de 1717. Enfin, le troisième manuscrit avait été copié à Istanbul par l'interprète Valentin Huszar qui avait fait cadeau ensuite de son travail à la Bibliothèque nationale de Vienne.

En considération de l'importance que ce texte eut dans des époques anciennes, l'édition de von Hammer-Purgstall apparaît encore parmi les plus actuelles : on notera qu'aucune édition moderne n'a été réalisée avec la même rigueur que celle de von Hammer-Purgstall, le modèle présenté par le savant autrichien. Étant qui plus est négligé, ceci vaut pour la publication d'une édition persane en 1338/1959 qui se fondait sur l'édition lithographique indienne de Bombay (1856) et pour l'édition persane de 'Abd al-Muḥammad Āyatī datant de 1346/1967. Il a été impossible dans ce compte rendu de considérer une récente édition publiée par l'éditeur Ṭalāye à Téhéran en 2009 ; on souhaite que le texte de von Hammer-Purgstall soit au moins mentionné dans son introduction.

Au delà des questions concernant l'édition, le texte de von Hammer-Purgstall représente une source primaire pour les notes et les commentaires où le savant autrichien a su reprendre les riches matériaux déjà produits par les Ottomans (tels les commentaires de Nā'īlī et Naẓmī-Zāde), ce qui représente une autre qualité du travail de von Hammer-Purgstall. Comme dans sa traduction des *ghazals* de Ḥāfeẓ où il avait pris en considération les commentaires des auteurs ottomans, *in primis*, Sūdī Bosnavī, dans la traduction de Vaṣṣāf, il a su fournir aux Occidentaux une idée de l'importance culturelle des Ottomans dans la transmission de la tradition littéraire persane classique. Une leçon encore très actuelle pour tout ce qui concerne l'établissement de nouvelles recherches littéraires et de critique textuelle.

L'édition de von Hammer-Purgstall a été imprimée en copie anastatique, ce qui a permis de reproduire l'élégante écriture *nasta'liq* de l'original, avec le frontispice en couleur sur deux pages du *mujallad-i avval* du *Tajziyat al-amṣar wa-l-tazjiyat al-a'ṣar*. Quant à la traduction et à ses nombreuses notes, on remarquera leur actualité et la richesse des informations qui sont fournies avec une idée moderne de la divulgation des textes orientaux. Si l'usage d'une transcription expérimentale à l'époque de von Hammer-Purgstall peut apparaître difficile à gérer pour un lecteur d'aujourd'hui, on notera l'effort et la sensibilité d'Elisabeth et Klaus Wundsam dans le second volume, qui représente, avec ses précieux index, un instrument encore très valable pour les historiens.

Mais ce volume présente aussi un autre intérêt pour ce qui concerne l'histoire de la réception de la littérature orientale en Occident. En effet de cet ouvrage on pourra observer certaines questions de style fondamentales pour comprendre le regard occidental sur le texte oriental et sur son statut de véridicité ainsi que sa relation avec la réalité. C'était un aspect dont von Hammer-Purgstall était conscient quand, dans la *Vorrede*, en anticipant largement les études de *Metahistory* de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, il trouvait la connexion entre « rhetorischer und [...] zugleich historischer Kunst ». Dans une *captatio benevolentiae* qui est en même temps un véritable programme pédagogique, il rappelle au lecteur la nature élégante du style de Vaṣṣāf en l'invitant en tout cas à patienter pour pouvoir entrer dans la préciosité de la rhétorique persane, pour aboutir « à travers la riche écorce » au « doux nectar » des fruits du savoir.

Von Hammer-Purgstall explique la structure de la pensée historiographique persane, jamais disjointe de la poésie – arabe et persane – continuellement mentionnée comme

véhicule de vérités cachées en termes formels et même sonores. L'effort de traducteur de von Hammer-Purgstall se fonde sur la valeur documentaire de la poésie : il cherche à rendre en allemand la valeur des informations et des contenus avec l'harmonie formelle du texte de départ. On l'observe déjà dans le titre (*Tajziyat al-amṣar wa-l-tazjiyat al-a'ṣar*) qui n'apparaît qu'à la page 22 du texte de Vaṣṣāf, traduit par le savant comme *Sanfte Antreibung der Regionen und linde Betreibung der Aeonen* (la tendre incitation des régions et la douce influence des éons) en cherchant à maintenir le tissu de parallélismes, allitérations et assonances du persan. Le travail assidu sur les moindres détails formels est pour von Hammer-Purgstall décisif : il reconnaît dans la structure de la narration persane la capacité de croiser histoire et poésie, faits et γνώμη. C'est dans ce processus de consubstantialité de forme et fonction que la poésie acquiert la capacité de reproduire de façon intégrale la réalité. Von Hammer-Purgstall arrive même à identifier dans la langue allemande une affinité avec les structures du persan et dans toute son œuvre on peut entrevoir la recherche philologique et linguistique qui soutient la traduction. C'est dans ce sens qu'il stimula et ensuite continua le travail de Johann Wolfgang Goethe dans son *Divan* et surtout dans ses *Notes*.

La question de la forme avait été cruciale déjà dans le travail de Vaṣṣāf qui avait défendu sa manière littéraire en consacrant les vingt-deux premières pages de son *Tā'riḥ* au lien entre l'art rhétorique et la véridicité de l'histoire et de la parole. Ce faisant il suivait la large discussion littéraire qui caractérisait toute l'historiographie d'époque mongole pour laquelle on pourrait rappeler les noms de Joveynī et plus tard d'Ibn Bībī émulateur de ce dernier. Von Hammer-Purgstall eut donc la mérite d'avoir interprété cette vérité de « la parole du cœur » qui se situe dans le style et que l'auteur allemand a su retenir d'une façon très attentive. On pourrait dans ce sens rapprocher le travail de von Hammer-Purgstall de celui de François Petis de la Croix qui avait publié en 1722 la traduction du *Zafar-nāme* de Šaraf al-Dīn 'Alī Yazdī en français. Dans ce dernier cas, l'élimination systématique de toute la versification empruntée de la tradition inaugurée par Sa'dī, pour fournir une version « purement » historique du texte français, avait fourni un texte mutilé. Les auteurs qui avaient précédé von Hammer-Purgstall avaient donc exclu les cibles polémiques qui étaient à l'intérieur même des textes persans : Vaṣṣāf, par exemple, avait critiqué les « savants » qui n'utilisaient pas la poésie pour rédiger et n'avaient pas les yeux pour voir le beau dans l'espace et le temps et donc excluaient ce potentiel de la narration historique. Il reprochait dans un détour rhétorique (vol. I, p. 16 du texte persan) la confusion subtile qui s'était engendrée entre la fausse éloquence littéraire et les belles lettres, ce que von Hammer-Purgstall traduit à la perfection avec une note explicative concernant le langage utilisé (vol. I, p. 18).

Une deuxième question soulevée par Vaṣṣāf et qui, sans doute, peut bien être placée dans la liste des différences entre les styles occidental et oriental, est représentée par l'usage conscient de la parole d'autrui : dans ce sens, la citation d'un vers est beaucoup plus qu'un ornement. Cette attitude est étrangère aux « auteurs » occidentaux, bien que le terme latin *auctor* signifie « celui qui augmente, amplifie la parole prononcée ou écrite par d'autres ». Ainsi, Vaṣṣāf (vol. I, p. 11) après avoir cité un hémistiche persan, continue une sorte d'invocation que von Hammer-Purgstall traduit de façon superbe :

*« O du, der du die Verse des Innern commentierst und als Dolmetsch die Worte der Geheimnisse vorführst, der du die Fluren des Gartens der Bedeutungen zierst und die Bildergalerie des Mani der Zeit mit Gemälden verzierst, komm mit göttlicher*

*Hand zu Hilfe dem gefallenem Herzen, setze fest den Fuss auf, gib die Lüsterneheit nach Leichtsinn und leichtem Sinn auf, den du in deinem schwarzen Hirne hast* » (vol. I, p. 11, texte allemand).

L'historien retient les données et les faits. Il n'aspire pas à l'originalité mais à la recherche de la vérité qui est cachée dans la beauté partagée par ceux qui perçoivent la grâce divine comme une sorte d'*anima mundi*. Cette activité de collecte, recherche, confrontation, citation et répétition/variation est la seule qui puisse l'emmener à la clarté mentale. Cette idée est bien exprimée par Vaṣṣāf et par son traducteur von Hammer-Purgstall qui apparaît conscient des différentes possibilités littéraires offertes par un ouvrage tel que le *Tajziyat al-amṣar wa-l-tazjiyat al-a'ṣar*. Partagé entre une forte veine positiviste et une attention pour les données esthétiques, von Hammer-Purgstall montra sa profonde modernité et cette réédition savante le démontre amplement.

Michele BERNARDINI et Camilla MIGLIO

Isabelle GRANGAUD, Nicolas MICHEL (éds), *L'Identification : des origines de l'islam au XIX<sup>e</sup> siècle, Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 127, série Histoire, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2010-2011, 321 p.

C'est un tableau animé de la société arabe que nous offre cet ouvrage collectif, à travers les personnages et les institutions qui la composent. Diversité des époques ainsi que l'indique le titre, disparité des régions puisque l'aire géographique concernée va de l'Iraq à al-Andalus, large éventail de récits et de situations que les historiens arabes ont gardés en mémoire, dans lesquels il est question d'identification sous ses multiples aspects. Vivacité et unité aussi, car les tribunaux y occupent une place importante et qu'il nous en est resté des archives dans lesquelles la richesse de l'information naît de l'hétérogénéité des cas enregistrés, qu'il s'agisse de minutes d'audience, de contrats, d'actes, de testaments, de constats ou de rapports, et que c'est la vie même d'une communauté qui y est saisie au jour le jour.

I. Grangaud et N. Michel sont les éditeurs – et les contributeurs – de l'ouvrage, dont la première partie (p. 5-235) représente les actes d'une journée d'études organisée par l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam) en mai 2007. Le thème de l'identification était déjà familier à ceux qui avaient fréquenté le séminaire sur les villes du Maghreb et du Machreq, tenu à l'Iremam, à Aix-en-Provence, à l'occasion duquel s'était affirmée la nécessité d'approfondir les formes et les enjeux de l'identification dans les différents contextes. L'ouvrage est le résultat de ces réflexions et il propose une mise en perspective historique du sujet passionnante par la richesse des sujets et des thèmes abordés.

Quand on parle d'identification, on est tenté de penser tout d'abord au nom. L'épopée du nom propre occupe en effet une place importante dans la littérature arabe : une floraison d'éléments sert à s'identifier, à identifier les autres, à marquer la proximité, l'éloignement, la hiérarchie, les sentiments. Foisonnement pendant des siècles, puis, avec l'expansion de la bureaucratie, les dominations et les colonialismes, avec les exigences du monde

moderne, pétrification du nom qui se trouve progressivement rétréci. Autre conséquence, le nom propre revient vers ses racines avec une importance accrue accordée à la généalogie, comme c'était le cas à l'époque classique. Comment appréhender l'espace et le mystère que contenait le nom propre, et la complexité de l'identification ? L'introduction pose bien les situations envisagées et les questions auxquelles les auteurs s'attacheront à répondre : « qui es-tu ? (interaction directe entre les personnes, à visée de reconnaissance), qui est-elle/il ? (question qui implique une norme), qui est qui ? (avec un objectif de classement et de hiérarchie) » ; les éditeurs y prennent d'entrée leurs distances avec les études antérieures sur l'onomastique arabe considérées comme faisant un usage naïf des sources historiques et négligeant, à leur avis, de les restituer dans leur contexte, jugement un peu rapide, me semble-t-il. Si une part importante est consacrée dans les différents articles à l'étude des documents juridiques et des actes officiels, ceci a permis aux auteurs de s'appuyer sur un nombre déterminé de documents comme de s'affronter à l'immensité des sources biographiques dont la production, on le sait, a été florissante dès le III<sup>e</sup> siècle de l'Hégire.

La diversité et la complémentarité des approches couvre différentes aires du *dâr al-islâm* et s'inscrit, on l'a dit, dans un large éventail chronologique jusqu'à, et y compris, la période ottomane. Les contributeurs ont choisi d'utiliser les sources écrites qu'ils classent en trois catégories : 1. les sources de caractère normatif (juridique, notarial, judiciaire) ; 2. les documents de la pratique administrative (rôles des soldes et des impôts) ; 3. les textes narratifs, en particulier chroniques et ouvrages biographiques, sont sollicités en manière d'appoint. La nature même de ces textes a permis de mettre en valeur les rapports de pouvoir et les règles de ce qui représentait la norme suivant les époques et les lieux. Une réserve cependant : on comprend bien l'exposé de l'argumentaire, mais dire (p. 17) qu' « avant le XIX<sup>e</sup> siècle, aucune raison objective ne pouvait mener à figer le nom, puisque les sociétés musulmanes ne connaissaient pas d'équivalent aux registres paroissiaux » peut faire oublier que le monde de la transmission du savoir dans l'étendue du *dâr al-islâm* avait au contraire amené historiens et biographes à enregistrer très tôt et avec minutie les noms propres. Même s'il est vrai qu'il s'agissait là d'identifier les lettrés, les hommes de pouvoir et les hommes de science pour élaborer au cours des siècles une littérature consacrée aux noms propres, d'en distinguer les composantes, de les enregistrer dans des répertoires conçus avec méthode afin, justement, non pas de figer le nom mais, tout en admettant son caractère fluctuant (tel élément utilisé dans tel contexte, dans telles circonstances, par tel interlocuteur), de ne pas laisser planer le doute sur l'identité des transmetteurs. Une *maşyaha*, liste des noms des maîtres d'un savant, n'est-elle pas l'équivalent, dans un autre univers, à un autre niveau, d'un registre ? Identifier les transmetteurs du savoir dans le contexte social et religieux de l'islam, nommer la frange des humains que représentent les savants et les nommer après leur mort, quand ils ont acquis l'ensemble des éléments de leur nom, ne permet pas en effet d'identifier dès leur naissance la totalité des habitants d'un lieu donné. Certes, mais le souci d'identifier par écrit s'inscrit, en terres d'islam, dans le contexte de la transmission et l'initiative n'en vient pas du « pouvoir » mais de la communauté des lettrés tout entière. C'est bien là le propos de cet ouvrage : le nom tel que les pouvoirs ont voulu l'enregistrer, d'où le recours aux archives administratives et aux documents de la pratique judiciaire. Et c'est là que l'on peut souhaiter un second volet, un autre débat, à partir des sources non officielles, ces sources que les éditeurs de l'ouvrage reconnaissent (p. 18) comme ayant été laissées de côté, telles la littérature de fiction et les arts figuratifs.

L'importance du vocabulaire apparaît dès la première partie de l'ouvrage, qui s'intitule « Marqueurs identitaires en situation », où l'on se familiarise avec les termes qui servent à identifier à la fois les individus et la nature des liens, ainsi que le vocabulaire de conflit qui est utilisé. Ici, où Cyrille Aillet met en scène (p. 31-43) « L'ère du soupçon : l'identification de la frontière ethnique et religieuse dans les récits de la période de combat (*fitna*) andalouse (II<sup>e</sup>-IV<sup>e</sup>/IX<sup>e</sup>-X<sup>e</sup> siècles) » dont l'émirat omeyyade sortit victorieux, l'un des résultats de ces luttes étant visible, comme le prouve l'émergence du doute et la stigmatisation des *munāfiqūn*, les musulmans « hypocrites ». Il s'agit là de *'aṣabiyya*, à l'origine « esprit de parenté », reconnu plus tard par Ibn Khaldun comme lien fondamental de la société, terme traduit couramment par « esprit de corps », qui est là comme un marqueur identitaire, avec la connotation passiviste d'une violence refermée sur elle-même qui régnait dans les groupes de combattants. Les *muwalladūn*, « convertis d'origine autochtone », sont soupçonnés d'avoir feint d'être convertis à l'islam, ici définis dans le contexte des luttes entre chrétiens et musulmans et de stratégies d'assimilation. Autant de concepts qui viennent donner un éclairage nouveau à des situations, à des attitudes, à de divers modes d'appréhender l'autre, l'ennemi, le proche, celui dont on doute, dont on se méfie, celui que l'on craint. Les textes sont pris notamment chez l'auteur andalou Ibn Ḥayyān dont l'œuvre est riche en informations.

Autre terme : un élément du nom qui sert à indiquer que l'individu fait partie d'un groupe et c'est l'adjectif de relation (*nisba*) qui rattache l'individu au groupe. Il est examiné par Annliese Nef dans sa contribution : « La *nisba* tribale entre identification individuelle et catégorisation : variations dans la Sicile des X<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles » (p. 45-58). L'auteur a mené sa recherche sur cette *nisba* qui est un marqueur important indiquant l'origine tribale et dont elle a vu qu'il était « quasiment indispensable pour les témoins dans les actes notariés ». Elle a exploré les sources littéraires, chroniques et ouvrages biographiques rédigés au cours de trois siècles, mais aussi les sources administratives locales : actes notariés et registres fiscaux. Si la récolte de ces éléments s'avère pauvre dans les chroniques, elle est, et cela est naturel, beaucoup plus riche dans les ouvrages de *ṭabaqāt*, ces recueils de notices classées chronologiquement par générations que les biographes ont consacrées aux membres de l'élite intellectuelle, scientifique et militaire. Pour elle, l'identification telle qu'elle est enregistrée dans ces ouvrages par les biographes, remise en cause, « se joue ailleurs que dans le nom du personnage traité » : dans son récit de vie, un lieu où les noms sont cités sous plusieurs formes. Le fait que les *nisba* tribales soient maintenues dans le libellé du nom de certains Siciliens, que ces éléments du nom marquent la noblesse du personnage et le rattachent à la fois au *dār al-islām* alors même que la Sicile ne fait plus partie des ces terres où l'islam est adopté comme loi, ne doit pas, me semble-t-il, donner à changer leur définition : l'expression « *nisba* tribale » reste toujours chargée de signification en ce qu'elle fait référence au *dār al-islām* et au passé de la Sicile. Parallèlement est abordée une autre facette de la notion d'incertitude qui se retrouve dans les titres des ouvrages, lesquels peuvent être cités sous plusieurs formes sans que nul ne prenne la peine de choisir entre les différentes versions. La question des titres des ouvrages arabes reste en effet à étudier dans son ensemble. Quelques contributions récentes auraient pu être signalées ici : en particulier trois articles concernent les titres des ouvrages de l'époque pré-moderne en langue arabe : Arne A. Ambros, « Beobachtungen zu Aufbau und Funktionen der gereimten klassisch-arabischen Buchtitel », *Wiener Zeitschrift für die Kunde des Morgenlandes* 80, 1990, p. 13-57 ; Alfonso Carmona González, « La estructura

del titulo en los libros árabes medievales », *Estudios Románicos* 4, 1987, p. 181-187, et, du même auteur : « Sobre la estructura del titulo en los libros árabes medievales », *Al-Qanṭara* 21, 2000, p. 85-95. J'ai, pour ma part, voulu attirer l'attention sur les titres des livres, sans toutefois faire état de leur aspect précaire qui est soulevé ici, dans un article récemment paru : « Chroniques et ouvrages de biographies : classer les informations, donner un titre à l'ouvrage », dans *Les Méthodes de travail des historiens en islam*, dossier coordonné par Frédéric Bauden dans *Quaderni di Studi Arabi, Nuova Serie* 4, 2009, p. 45-60.

Un autre élément du nom : « Le titre de *Sayyid* ou *Sî* dans la documentation constantinoise d'époque moderne : un marqueur en évolution » (p. 59-75) est étudié par Isabelle Grangaud. Dans le Maghreb de l'époque moderne, le titre « renvoie aux notions d'autorité, de pouvoir, de souveraineté ou de puissance » et a servi à identifier les descendants du Prophète. Il était en effet utile de mettre en parallèle ce titre avec celui de *sharîf*, car la confusion entre les deux titres méritait d'être approchée. L'auteur remarque que les éléments du nom qui sont des noms de métiers disparaissent, ne sont plus utilisés pour identifier des personnages connus. Remarquer que le nom de métier *tâgîr* n'a jamais été hérité, même à l'époque classique où les noms de métier pouvaient devenir des surnoms, jouer parfois le rôle de « noms de famille » et être transmis. Sous la domination ottomane, le *nasab* (*ism* et *ism* des ancêtres) revient à l'honneur. Le titre de *sayyid/sîd* est étendu à la population, à des gens aux profils divers, à ceux qui n'occupent pas de hautes fonctions et qui n'ont pas fait la preuve de leur qualité de descendant de noble famille. Ces titres sont également utilisés entre amis et connaissances qui se rendent hommage mutuellement en s'appelant, dans des actes notariés qui les engagent, *sayyid* ou *sîd*. On constate ici une évolution dans la façon de nommer, qui est stable jusqu'au milieu du xvii<sup>e</sup>, voire les débuts du xviii<sup>e</sup> siècle avec la mention de fonctions, ou d'une fonction. Le xviii<sup>e</sup> siècle marquerait un tournant avec disparition de l'identification des personnes par leur nom de métier.

Une communauté peut aussi régir les identités et c'est le cas particulier des Arméniens vivant au Caire qui est abordé par Anne Kazazian dans l'article intitulé « Les Arméniens en Égypte au xix<sup>e</sup> siècle : identité et enregistrement » (p. 77-94), étude de cette petite communauté dont l'identité est riche et fluctuante dans le sens où, pour s'identifier ou pour identifier un individu, on utilise l'un ou l'autre des éléments du nom propre. Ce sont en effet les instances religieuses qui enregistrent les noms à l'occasion des manifestations religieuses telles que baptêmes, mariages ou enterrements. La situation est modifiée en 1864 quand le Patriarcat de Constantinople se substitue à celui de Jérusalem qui devient le centre administratif des Arméniens dans l'Empire ottoman et marque l'adoption de méthodes administratives rigoureuses. En même temps, la petite communauté arménienne du Caire devient minoritaire en fonction de l'arrivée de nouveaux immigrants, venus des terres centrales de l'Empire ottoman. Sont enregistrés les titres d'usage, les liens de parenté et les liens sociaux et même les surnoms, à l'exception de ceux qui ont servi à former des noms de famille avec des terminaisons particulières qui identifient les Arméniens aux chrétiens, les informations qui n'entrent pas dans les catégories administratives étant consignées dans une rubrique « remarque ».

Si le statut et l'identité des femmes – qui demeuraient à la maison ou qui étaient voilées ou rarement visibles – constituent un sujet abordé par plusieurs contributeurs, Işık Tandoğan y consacre un développement particulièrement pertinent quand elle utilise les actes d'un procès pour analyser avec acuité le processus d'identification d'une femme : « La

filles du meunier et l'épouse du gouverneur d'Adana : l'histoire d'un cas d'imposture au début du XVIII<sup>e</sup> siècle » (p. 143-155). C'est qu'en effet le statut et l'identité des femmes, parfois vendues à des maîtres, à des époux, posaient de nombreux problèmes. Le procès fait ici état de l'intervention de nombreux témoins qui viennent attester de l'identité d'une femme que le destin avait ballottée au gré de ses ventes et mariages successifs.

Dans la deuxième partie consacrée au thème « Reconnaissance et incertitude », Vanessa Van Renterghem analyse sous le titre « Identifier et s'identifier dans les milieux lettrés bagdadiens (V<sup>e</sup>-VI<sup>e</sup>/XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles) » (p. 129-142) la rencontre entre des inconnus. Quand il y a nécessité d'entrer en relation, on peut identifier par d'autres manifestations que la présentation du nom : ce sont les « situations informelles d'identification » dans Bagdad, ville cosmopolite qui intègre des lettrés, des « administrateurs », des mystiques, entre autres. Comment dès lors situer son interlocuteur au sein d'une hiérarchie sociale complexe. Opposer l'élite (*al-hāṣṣa*) et le peuple (*al-'āmma*), reconnaître le statut particulier d'un notable, définir quelqu'un de connu (*nafar ma'rūf*), les exemples sont pris dans une communauté hanbalite où la renommée suffit à faire que l'on considère un lettré comme tel. On comprend que l'allure, le vêtement, la manière de parler, l'accent révèlent les origines. Les interventions sur le nom paraissent intervenir comme un acte presque grossier tel que modifier un élément de son nom, effacer un nom, une *nisba* d'origine étrangère ou encore le nom du père rappelant ses origines serviles. Mais la dérive existe aussi sur le thème : faut-il se fier aux apparences ? On extrapole jusqu'à « voir » si quelqu'un est intègre et l'on discute de la valeur du déguisement.

Toujours dans le thème « Reconnaissance et incertitude », Mathieu Tillier poursuit avec « L'identification en justice à l'époque abbasside » (p. 97-112) ses travaux sur les II<sup>e</sup>-IV<sup>e</sup>/VIII<sup>e</sup>-X<sup>e</sup> siècles en Iraq, une référence reprise dans plusieurs contributions. Il s'attache ici au travail accompli par les juristes pour cerner au plus près l'identité des protagonistes dans les affaires judiciaires avec l'utilisation croisée des sources judiciaires et biographiques. Il relève l'importance de la notion de notoriété, concept théorisé par les juristes hanafites dès le III<sup>e</sup>/IX<sup>e</sup> siècle. On peut demander l'identité nominale en cas de doute car la notoriété, l'identification physique, peuvent suffire. Mais on craint les homonymies et, dans certains cas, la généalogie d'un individu devait être confirmée par deux témoins et ainsi soumise à l'approbation publique. La situation est encore plus compliquée quand il s'agit d'identifier des femmes que l'on ne voit pas ou qui sont voilées. Comme il s'agit d'actes juridiques, la chose écrite, la signature, le sceau sont exigés comme autant de preuves de l'identité. D'autre part, la nécessité d'identifier les cadis peut paraître surprenante, mais il faut savoir que l'« on est cadi un certain temps » ; beaucoup quittaient la fonction dès qu'ils pouvaient échapper à cette charge, si bien qu'à fonction éphémère correspond une identité éphémère. En tout cas, on a ce double phénomène du rôle de la *fama publica* qui vient identifier et aussi le fait que la personne qui fait état d'une généalogie peut avoir à soumettre cette généalogie à l'approbation publique.

Le problème des subterfuges juridiques (*hiyal*) et des transactions simulées, ainsi que le rôle du prête-nom (*ism 'āriya*) sont traités par Brigitte Marino dans sa contribution intitulée « Prêter son nom » (p. 113-127). Elle met en œuvre un éventail de sources qui va des stipulations d'Abū Ġa'far al-Ṭaḥāwī, mort au début du IV<sup>e</sup>/X<sup>e</sup> siècle, un hanafite auquel plusieurs contributeurs font référence, aux consultations et aux actes juridiques des XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles et qui permet d'éclairer le contenu d'archives du XVIII<sup>e</sup> siècle à Damas, sans toutefois renseigner, ce qui n'étonne pas, sur les motivations des prête-noms. Là encore



une notion, entre autres, qui mérite attention : le désir des juristes d'être compris du peuple (*al-'amma*) comme de l'élite (*al-hāṣṣa*).

La troisième partie de l'ouvrage, intitulée « Prescription et régulation des identités », concerne une période qui va du XII<sup>e</sup>/XVII<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup>/XIX<sup>e</sup> siècle et présente la mise en place de règles contraignantes qui régissent actuellement l'enregistrement des identités. Ces règles font réapparaître les schémas d'une onomastique stricte dont les précédents articles ont mis en relief la complexité et le côté aléatoire, et signent la fin des incertitudes identitaires.

M'hamed Oualdi, dans son article intitulé « Acteurs et objets de procédures d'identification : les mamelouks au service des beys de Tunis (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles) » (p. 159-174), aborde le problème des identités qui, en progressant dans le temps, vont au XIX<sup>e</sup> siècle vers le recensement des identifications individuelles. Le cas de figure singulier de deux jeunes mamelouks du bey de Tunis illustre son propos. Enfants d'un Napolitain converti à l'islam, ils se réfugient à l'ambassade de France et demandent, en se référant au traité franco-tunisien de 1830 qui interdit l'esclavage, à être affranchis en leur qualité de fils de chrétien. Ils « se coulent dans la catégorie conçue par l'administration beylicale », puis la revendiquent comme identité propre. La perspective est renversée : dans les registres, ils sont Turcs ou Arabes mais ici ce sont eux qui revendiquent une identité, elle ne leur est plus imposée. D'autres mamelouks luttent contre les homonymies et interviennent sur leur propre identité, adoptent des signatures. L'auteur relève aussi une notion intéressante : celle de la proximité physique, ici leur proximité aux beys, qui donna à ceux-ci « une capacité à plonger les mamelouks dans l'anonymat » en omettant délibérément de leur affecter une identité, et il analyse la lutte pour l'ascension sociale des mamelouks qui se traduit par l'adoption d'éléments de leur nom comme « nom de famille », qu'ils soient suggérés par le mamelouk lui-même ou imposés par le pouvoir. Ce qui élargit encore le propos : l'une des conséquences de l'émancipation des mamelouks est dès lors l'avantage que donne la maîtrise de l'écrit et parallèlement la construction de représentations iconographiques.

Dans l'article intitulé « L'identification des personnes devant le tribunal d'Asyût (Haute Égypte) à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle » (p. 175-191), N. Michel montre que le pouvoir peut intervenir dans la hiérarchisation des noms qu'un greffier de tribunal est en droit d'appliquer quand il rédige des actes de vente et que, par exemple, des musulmans sont cités avant des coptes. Plusieurs informations à retenir sur le plan onomastique : en observant le libellé des composantes des noms propres dans les registres du tribunal, surtout des actes de vente d'immeubles, l'auteur a pu aussi constater que les identités enregistrées fournissaient nombre de noms d'activités pratiquées dans la ville à l'époque, les autres sources de renseignement sur les métiers étant rares. Autre intérêt de ces identités : annoncées oralement au greffier et mises par écrit par lui, elles sont composées de titulatures, du nom-*ism* et de la généalogie, et de *nisha*, telle *al-qaḍā'ī* qui signifierait « descendant de cadis », autant d'informations à collecter en effet. À remarquer aussi, l'absence de noms de fonction telles que *kātib*, *imām*, *mudarris* mais la mention en revanche de celles de muezzin, huissier (*muḥḍir*), prédicateur. Précédant les noms, on a parfois une inflation d'adjectifs laudatifs et de titres qui rappellent – sans aucun rapport sur le plan historique – les anciens temps de la dynastie bouyide et l'engouement de ceux-ci pour les titulatures redondantes raillées par Ibn Mandah Abū 'Abd Allāh Muḥammad (mort en 395/1005) dans son *Faṭḥ al-bāb fī l-kunā wa-l-alqāb* (La porte ouverte aux surnoms-*kunya* et aux

titulatures-*laqab*), inflation dont on pourrait penser, me semble-t-il, qu'elle vient compenser l'amenuisement du nombre des éléments du nom.

On en vient au XIX<sup>e</sup> siècle, à l'état-civil avec la contribution de Vanessa Guéno, intitulée « S'identifier à l'aube de l'état-civil (*nufûs*) : les justiciables devant le tribunal civil de Homs (Syrie centrale) à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle » (p. 195-211), où sont interrogés les modes d'application de la loi ottomane dans la ville de Homs sur une période qui va de 1886 à 1919, pour laquelle des registres ont été conservés. Il y est question d'affaires civiles et commerciales et du pénal. Sur le plan onomastique, pour y revenir, on voit que dans ces registres, les justiciables sont identifiés au moyen de plusieurs marqueurs : tout d'abord le nom reçu à la naissance, la généalogie, ainsi que le surnom-*laqab*, et que ce *laqab* est accompagné d'un marqueur identitaire qui révèle non pas l'origine géographique de la lignée mais l'endroit où l'individu réside. À cet ensemble de données s'ajoute la *nisba* « al-'Utmānī » (l'Ottoman) qui encre le personnage dans son époque et affirme sa dépendance vis-à-vis de l'Empire. La mention d'un nom de métier ne paraît correspondre à aucune raison pratique, comme le dit l'auteur. J'ajouterai que le nom de métier choisi dans l'exemple donné (« le tanneur ») est considéré comme vil en terres d'Islam (cf. notamment l'article de Robert Brunschvig, « Métiers vils en Islam », *Studia Islamica* XVI, 1962, p. 56) et qu'il s'agit peut-être d'un nom hérité, sorte de nom de famille : car un tanneur pourrait-il être « défendeur » dans un tribunal, puisque c'est son rôle dans le cas évoqué ? Dès lors, cela impliquerait qu'un nom « vil » se vidait peu à peu de son sens quand il était hérité. C'est bien le cas pour les noms reçus à la naissance, ils finissent par perdre leur sens originel. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour les noms de métier hérités ? Quoi qu'il en soit, l'article nous donne une idée précise et globale de la manière dont les Ottomans procédaient pour identifier les individus (*nūfus*, littéralement « les âmes »), enregistrer les biens et créer un état-civil, un système qui ne fonctionnera dans les provinces arabes de l'Empire qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La reproduction d'un *tezkeré*, document d'état-civil créé en 1890, et d'un autre, plus tardif, daté de 1905, donne à voir ces documents devenus nécessaires dans le monde ottoman. L'auteur insiste sur l'importance de la mention du lieu, de la ville ou de l'endroit hors la ville, et plus spécifiquement du quartier de résidence de l'individu, information qui permet de le situer non seulement dans l'espace mais aussi dans la hiérarchie sociale que révèle le lieu de résidence, du moins en ce qui concerne les gens dont la notoriété leur évite d'avoir à fournir des précisions pour être identifiés.

Dernier article de ce volume, le projet qui vient réunir l'ensemble des informations sur l'identité de toute une population : « *Onomasticon Ottomanicum* : identification administrative et désignation sociale dans l'État ottoman du XIX<sup>e</sup> siècle » (p. 213-235) qu'Olivier Bouquet élabore. Un *Onomasticon Ottomanicum* – qui fait suite à l'*Onomasticon Arabicum* et à l'*Onomasticon Turcicum*. Projet qui adapte toutes ces informations à une époque plus tardive, la fin de la période ottomane, et qui choisit de traiter du monde des pachas ottomans. C'est l'attribution et les usages des noms qu'il étudie sur la base de près de trois cents noms de pachas extraits de registres administratifs constitués entre 1876 et 1909. L'identité et la carrière des pachas y sont répertoriées : il s'agit donc des identités que les pachas avaient adoptées, ou qui leur avait été imposées, dans le cadre de l'administration. L'auteur étudie le contenu de l'*ism* reçu à la naissance, de la titulature ou *mahlas* et du *lakab*. À ce dernier élément, l'auteur consacre un développement et la classe en catégories, dont l'une garde l'empreinte de l'ancienne *nisba* arabe qui a disparu dans ce contexte. Comme c'est le cas dans le monde arabe classique, l'individu est susceptible de changer

de nom suivant les contextes, mais c'est bien l'ensemble des éléments de son nom qui sera réuni par le biographe après sa mort dans un ouvrage biographique. Ici il apparaît que les mutations sont amplifiées et pétrifiées par le fait que c'est l'administration qui fixe le libellé des noms et, plutôt que d'en rassembler les différentes composantes, choisit de ne restituer qu' « une partie de l'identité onomastique » des individus. Et « que les noms ne doivent être étudiés que comme des catégories historiques plutôt que comme des “désignations rigides” ». On peut donc espérer les passionnants développements de ce projet.

En conclusion, une réserve : étant donné la diversité des notions, des institutions et des situations exprimées en une grande diversité de termes, on ne peut que regretter l'absence d'un index des termes techniques utilisés dans l'ouvrage, ou du moins des termes donnés en arabe avec leur traduction, ce qui aurait ajouté un aspect didactique dans des domaines avec lesquels le lecteur n'est pas toujours familiarisé.

Jacqueline SUBLET

Dimitris J. KASTRITSIS, *The Sons of Bayezid: Empire Building and Representation in the Ottoman Civil War of 1402-13*, Leyde-Boston, Brill, coll. *The Ottoman Empire and its Heritage*, 2007, 250 p. + 2 cartes.

Dans cet ouvrage, D. J. K. s'attelle à démêler les difficultés chronologiques et factuelles nombreuses qui parsèment une période de l'histoire ottomane passablement embrouillée que les historiens désignent traditionnellement comme « l'époque de l'interrègne » (*fitret devri*), soit l'ensemble des événements se situant dans la période allant des lendemains de la défaite, à Ankara, du sultan Bayezid I<sup>er</sup> « la Foudre » (*Yıldırım*) devant Tamerlan (été 1402) jusqu'à la victoire de Mehmed I<sup>er</sup> sur son frère Musa en 1413.

En utilisant les sources polyglottes retraçant les péripéties de ce temps troublé par la lutte acharnée à laquelle se livrèrent quatre des fils de Bayezid pour récupérer le trône paternel, l'auteur fait un travail minutieux de lecture comparative des documents et chroniques d'origines byzantine, vénitienne, slave et autre, en privilégiant l'analyse des chroniques ottomanes, dont certaines sont contemporaines des faits survenus du temps de Mehmed I<sup>er</sup>, comme l'ont montré les travaux de Halil İnalçık et de Victor-Louis Ménage : il s'agit, outre un poème versifié traduit en annexe de l'ouvrage de D. J. K. (le *Halilnâme* de Abdülvâsi Çelebi), du texte anonyme intitulé *Ahwâl-i Sultân Mehmed* (Les faits et gestes du sultan Mehmed) qui nous est parvenu sous trois formes : dans la chronique anonyme d'Oxford dite « Pseudo-Ruhi » et dans deux manuscrits de l'*Histoire* de Neşri publiés par Franz Taeschner.

Après une introduction où sont évoqués, en plus des conséquences de la bataille d'Ankara, les travaux et controverses des divers savants qui se sont occupés de « l'époque de l'interrègne » depuis Wittek jusqu'à İnalçık, Zachariadou, Lowry, Kafadar ou Imber, l'auteur brosse en cinq chapitres une peinture chronologiquement très détaillée des événements qui se situent entre les lendemains de la défaite de Bayezid I<sup>er</sup> à Ankara (28 juil. 1402) et la victoire de Mehmed I<sup>er</sup> à Çamurlu, le 5 juillet 1413 : ch. I : *Le paysage politique après Ankara (juillet 1402-printemps 1403)*; ch. II : *L'Anatolie entre İsa et Mehmed*

*Çelebi (printemps 1403-septembre 1403) ; ch. III : L'Anatolie entre Emir Süleyman et Mehmed Çelebi (avant mars 1403-14 juin 1410) ; ch. IV : La Roumélie entre Emir Süleyman et Musa Çelebi (?1409-17 février 1411) ; ch. V : Le règne de Musa Çelebi et la fin de la guerre civile (17 février 1411-5 juillet 1413).*

Un sixième et dernier chapitre thématique montre que les deux récits *Ahwâl-i Sultân Mehmed* et *Halîlnâme* ont pour but de légitimer la prise de pouvoir de Mehmed I<sup>er</sup> obtenue par le meurtre de ses frères İsa et Musa. Suit la traduction du *Halîlnâme* d'Abdülvâsi Çelebi, panégyrique versifié de Mehmed I<sup>er</sup> commandé par le grand vizir Bayezid Pacha et présenté au sultan en 1414. Ce texte représente le plus ancien écrit concernant l'histoire ottomane, avec l'*İskendernâme* d'Ahmedi. L'étude se termine par une abondante bibliographie et un index.

Je relèverai seulement ici quelques points particulièrement intéressants qui montrent que le livre de D. J. K. enrichit considérablement la connaissance factuelle de « l'époque de l'interrègne » :

- p. 47-48 : Bursa, après la bataille d'Ankara, est donnée par Tamerlan au « fils de l'aveugle » (Savcı, aveuglé pour cause de révolte par son père Murad I<sup>er</sup> en 1373) remplacé rapidement par İsa Çelebi que Tamerlan reconnaît par *yarlig* (déc. 1402-janv. 1403) ;
- p. 71-76 : pour consolider son implantation dans la région d'Amasya-Rum, Mehmed Çelebi doit mener plusieurs campagnes contre les Turcomans qui, vaincus par lui, deviendront ses fidèles alliés contre ses frères ;
- p. 81-100 : l'auteur reconsidère d'après les *Ahwâl* la lutte entre Mehmed et İsa jusqu'à la mort de ce dernier vers septembre 1403 ;
- p. 148 : il est question de l'alliance entre l'émir Süleyman, maître de la Roumélie, et l'empereur byzantin qui donne en mariage au Turc une de ses petites-filles pour tenter d'éliminer le prince Musa, lui-même allié au voïvode de Valachie, Mircea, dont il a épousé une parente ; ce qui montre que les intérêts stratégiques immédiats des protagonistes effacent souvent à cette époque les supposées solidarités religieuses ;
- p. 153 : l'alliance durable entre Mircea et Musa permet à ce dernier de se réfugier en Valachie après sa défaite à Edirne le 11 juillet 1410 ;
- p. 157 : la mort de Süleyman en février 1411 est racontée en détail par les *Ahwâl* qui sont la seule source affirmant que Musa est directement responsable de l'exécution de son frère, alors que Aşikpaşazade et Doukas disent que Musa punit les paysans qui avaient tué Süleyman en brûlant leur village ;
- p. 166-167 : sous Musa, les razzias augmentent contre les territoires chrétiens, le prince voulant se venger de l'appui que Byzance avait apporté à Süleyman ; Musa en revanche s'allie contre les Albanais à Carlo Tocco de Céphalonie en épousant sa fille ;
- p. 172-179 : D. J. K. fait une analyse très précise du texte du traité entre Venise et Musa (3 sept. 1411), ainsi que de la défaite de Mehmed à İnceğiz face à Musa (fin 1411-début du printemps 1412 ?) ;
- p. 181 : le fils de Savcı réapparaît comme l'un des adversaires de Musa et comme prétendant au trône ottoman ;
- p. 184-186 : autre prétendant, le prince Orhan, fils de Süleyman, qui édicte le 4 février 1412 un document pour le monastère Saint-Paul de l'Athos et qui est finalement exécuté par un de ses lieutenants passé dans le camp de Musa ;

- p. 188 sqq. : l’auteur décrit les préparatifs et le déroulement de la bataille de Çamurlu qui consacre la victoire de Mehmed sur Musa, le 5 juillet 1413 ; la plupart des dignitaires et capitaines ottomans se sont ralliés à Mehmed (Çandarlı, Evrenoz, Körşahmelik, Paşa Yiğit etc..). Selon les *Ahwâl*, au cours de la bataille, encerclé par les Tatars et les Turcomans de Mehmed, Musa parvient à fuir mais est finalement rattrapé et étranglé par un officier qui veut venger la mort de Süleyman.

On voit que par une lecture soignée des *Ahwâl*, confrontées systématiquement aux autres sources disponibles, D. J. K. éclaire bien des points obscurs d’une période agitée de l’histoire ottomane qu’il contribue largement à expliquer dans toute sa complexité.

Quelques petites remarques pour conclure :

- p. 148 : au moment de la confrontation entre Süleyman et Musa en 1410, une « chronique courte » byzantine utilise un terme, inconnu par ailleurs, pour désigner les alliés de Musa, *Paschainoi*, expliqué justement par l’auteur comme « ceux qui font des raids » (*baskın*) ; on peut traduire plus littéralement ce mot par « ceux qui pressurent », expression qui subsiste en argot grec moderne pour désigner les « flics » (*baskinès*) ! ;
- p. 151, n. 37 : l’auteur doute de la localisation près d’Edirne, en Thrace, d’Akhridôs, où Süleyman exila Cüneyd. Il penche pour Okhrid en Macédoine. Or le texte de Doukas situe clairement Akhridôs en Thrace (éd. Bonn : *ta Thrakôa merê*, p. 96-97) ; la proximité d’Edirne permettait au prince ottoman de surveiller étroitement le turbulent Cüneyd ;
- p. 169 : à propos de *Zetounion*, il faut bien préciser qu’il ne s’agit pas de Lamia au nord des Thermopyles, comme le pense le traducteur anglais de Doukas, Harry J. Magoulias (*Decline and Fall of Byzantium to Ottoman Turks*, Détroit, Wayne State University Press, 1975, p. 293), mais d’une place située près du fleuve Strymon en Macédoine.

La seule vraie réserve à cette magistrale étude de D. J. K. concerne les limites chronologiques choisies pour son livre, qui s’arrête en 1413. Selon le point de vue « légitimiste » de l’historiographie ottomane traditionnelle qui, ne voulant pas rompre la continuité de la dynastie, reconnaît le seul Mehmed comme sultan légitime entre Bayezid I<sup>er</sup> et Murad II, cette date de 1413 marque la « réunification » de l’empire de Bayezid. D. J. K. utilise lui aussi plusieurs fois ce terme comme une conséquence immédiate de la victoire de Mehmed sur Musa. Or considérer que l’accession au trône de Mehmed I<sup>er</sup> comme unique sultan ottoman met un point final à la période de l’interrègne et représente la réunification de l’État risque de faire oublier que tout le règne de Mehmed, entre 1413 et 1421, fut occupé à réprimer avec beaucoup de difficulté diverses rébellions contre le sultan : celles de Börklüce Mustafa, de Torlak Kemal, du cheikh Bedreddin, d’Ayıloğlu et de Düzme Mustafa. Murad II aura lui aussi à combattre Düzme et Küçük Mustafa et il ne viendra à bout des émirs d’Anatolie occidentale, et particulièrement de la révolte permanente de Cüneyd İzmiroğlu, qu’en 1425, date qui semble plus pertinente pour marquer la fin de la guerre civile et des troubles intérieurs de l’État ottoman.

Suraiya FAROQHI, *Artisans of Empire: Crafts and Craftspeople under the Ottomans*, Londres-New York, I. B. Tauris, 2009, 276 p.

Pour le plus grand bonheur des turcologues et des non-spécialistes de la discipline, S. F., qui exerce désormais ses talents de professeur d'histoire à l'université Bilgi d'Istanbul, nous propose une synthèse sur les artisans de l'Empire ottoman. Ce travail est l'aboutissement de travaux entrepris depuis plusieurs années et dont les lecteurs de *Turcica* ont déjà eu l'occasion de prendre connaissance dans quelques articles ou compte rendus<sup>1</sup>.

Dans le présent ouvrage, l'auteur part d'un constat : au cours des dernières années, les études ottomanes se sont davantage focalisées sur les marchands au détriment des artisans, des paysans et des populations nomades. À l'exception des travaux notables d'André Raymond sur Le Caire et de Robert Mantran sur Istanbul, il n'existe pas de travail de synthèse, à l'exception de notre récent ouvrage<sup>2</sup>, permettant de suivre l'évolution des artisans au cours des siècles. C'est la tâche que s'est imposée S. F. en étudiant l'histoire des artisans sur quatre siècles, depuis les années 1500 jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, en insistant plus particulièrement sur le XVII<sup>e</sup> siècle.

Dans une longue introduction, l'auteur souligne d'emblée les points sur lesquels elle souhaite insister. L'une de ses principales interrogations, sur laquelle elle reviendra à plusieurs reprises, concerne le degré d'implication de l'État dans le développement du marché et les relations entre artisans, consommateurs et percepteurs. Une autre concerne la place des travailleurs qui ne font pas partie des corporations, ces artisans « invisibles » qui apparaissent rarement dans les sources, mais dont la main-d'œuvre est indispensable. C'est le cas notamment des femmes qui filent le mohair dans les petits ateliers d'Ankara ou tissent le coton et le lin en Égypte, ou bien encore des femmes et des esclaves employés dans les soieries de Bursa aux XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles. Une autre question concerne la place des artisans dans les corporations : pouvait-on exercer un métier hors de ce système ? Il semblerait que si cela était effectivement le cas à l'origine, cette possibilité disparaît avec le temps car les individus tendent à se solidariser pour protéger leurs intérêts communs. Il va de soi que l'implication de l'État va évoluer au cours des siècles et n'est pas la même selon les régions et les villes de l'Empire, principalement Istanbul et Le Caire, auxquelles un chapitre est respectivement consacré. L'exploitation intensive des archives ottomanes, notamment les registres de cadis (*sicil*), mais pas seulement, permet de mieux cerner ces évolutions et les rythmes de la capitale et de nombreuses villes des Balkans, d'Anatolie ou des provinces arabes. Les réponses des juristes musulmans (*fetva*) et des rabbins (*responsa*) permettent aussi de mieux comprendre le fonctionnement des institutions, le jeu des pouvoirs locaux, les intrigues, les manipulations financières, et de mieux appréhender le quotidien des artisans. Cependant, ces études ne répondent pas à toutes nos interrogations, la principale étant la naissance et l'institutionnalisation des corporations, lesquelles n'existaient pas dans l'Égypte et la Syrie pré-ottomanes.

<sup>1</sup> « Purchasing Guild- and Craft-based Offices in the Ottoman Central Lands », *Turcica* 39, 2007, p. 123-146 ; Suraiya FAROQHI, Gilles VEINSTEIN, *Merchants in the Ottoman Empire*, Louvain, Peeters, coll. *Turcica* XV, 2008 ; Suraiya FAROQHI, « The Material Culture of Global Connections : a Report on Current Research », *Turcica* 41, 2009, p. 403-431.

<sup>2</sup> Frédéric HITZEL, *Artisans et commerçants du Grand Turc*, Paris, Les Belles Lettres, 2007.

L'ouvrage proprement dit se compose de dix chapitres. Avant de nous proposer une synthèse sur les artisans de l'Empire ottoman, S. F. en dresse tout d'abord l'historiographie et rappelle les débats engagés par les historiens du xx<sup>e</sup> siècle tout en soulignant que son ouvrage n'a pas l'ambition de bouleverser les grandes lignes. Ce premier chapitre lui permet de rappeler l'évolution des méthodologies, centrées tout d'abord sur les aspects religieux, puis sociaux et économiques. Les quatre chapitres suivants (ch. 2-5) retracent l'évolution de ces corporations depuis leurs origines jusqu'aux années 1670. Prudemment, l'auteur rappelle qu'il n'existait pas de corporations dans l'islam médiéval, que nous ignorons encore leur organisation chez les Seldjoukides, mais qu'elles émergent à Bursa à la fin du xv<sup>e</sup> siècle pour se propager ensuite rapidement aux villes nouvellement conquises ; bien que l'administration ait encouragé la formation de ces corporations, nous ignorons de quelle manière elle procéda. Il est évident que le contexte, que ce soit la guerre, la construction d'une nouvelle capitale et d'un palais, favorisèrent la mise en place de ces structures corporatives dont l'État chercha constamment à garder le contrôle. L'exploitation des archives nous permet de nuancer l'idée de déclin ottoman, le marché domestique ottoman restant très actif au xvii<sup>e</sup> siècle tant sur le plan intérieur qu'extérieur.

Les quatre chapitres suivants (ch. 6-9) traitent de l'évolution historique de ces corporations entre 1670 et les années 1850. Pendant cette longue période, les guildes urbaines renforcent leur organisation et connaissent l'apogée de leur influence sociale. De son côté, surtout dans le contexte de crise du xviii<sup>e</sup> siècle, le gouvernement ottoman multiplie les contrôles et tente de freiner ou de canaliser l'émigration dans la capitale. Les grandes villes subissent à leur tour l'intervention de la capitale comme l'atteste la mise en place vers 1750 des *Ahkâm Defterleri*, dans lesquels les scribes enregistrent les réponses de l'administration centrale aux plaintes des sujets de l'Empire. Autre conséquence : les titres (*kethüda*) et privilèges (*gedik*, *malikâne*) des corporations tendent à devenir héréditaires, ce qui ne sera pas sans conséquence sur leur compétitivité. Cependant, ce « modèle ottoman » n'eut pas les mêmes implications à Istanbul que dans les villes de province. Entre 1650 et 1850, les villes balkaniques connaissent une expansion économique notamment grâce aux marchands grecs en relations avec l'empire des Habsbourg et qui alimentent les villes de Vienne, Trieste et Budapest en coton, tabac et textiles. Si certaines branches textiles ont perdu leur prospérité des xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles, comme les soieries de Bursa ou les lainages de Salonique, d'autres sont en expansion comme les lainages et feutres de Bulgarie (*kutni*, *alaca*), les soieries *ikat* de Damas et le mohair de la région d'Ankara. Dans les cotonnades, la production ottomane riposte à la concurrence indienne en développant des imitations bon marché à Tokat, dans les régions d'Alep, de Diyarbakir et de Naplouse. L'artisanat du cuir reste pleinement actif, ainsi que celui du métal à Trabzon et à Tokat, tandis que des artisans se spécialisent dans les souvenirs des pèlerins à Jérusalem. Ce rapide survol est cependant biaisé, comme le reconnaît S. F., par le fait que seuls les objets luxueux et semi-luxueux ont été conservés et que dans ce contexte, il est difficile d'apprécier la richesse et la variété des productions.

Le dixième et dernier chapitre rappelle l'intégration progressive de l'économie ottomane dans le monde économique européen, les transformations inhérentes et la suppression des corporations décrétée par le gouvernement Jeune Turc entre 1910 et 1912. N'étant pas spécialiste de cette période, l'auteur se réfère principalement aux travaux de Donald Quataert et John Chalcraft.

Ce survol de l'histoire de l'organisation du travail dans l'Empire ottoman soulève de nombreuses questions comme le souligne la conclusion de l'ouvrage. En comparant les

artisans ottomans à ceux de l'Europe catholique et protestante, l'auteur cherche à en dégager les principales caractéristiques. La principale concerne la place de l'État et son rôle dans l'organisation sociale. Quel est son développement si on le compare à celui d'autres pays de l'Europe occidentale ? Il est certain que la comparaison connaît des limites car en Occident, les femmes sont très présentes dans certains métiers. À Paris par exemple, bien que n'occupant pas de postes officiels, les boulangères régendent et gèrent les comptes. Or, à aucun moment de l'histoire, les femmes de la société ottomane ne semblent exercer de rôle public. Aucune comparaison possible entre Paris et Istanbul. Autre point de divergence : on ne trouve pas en Europe la présence de militaires parmi les artisans comme ce fut le cas des janissaires à Istanbul, à Damas, au Caire.

Comme toute synthèse, l'ouvrage de S. F. se fonde bien entendu largement sur les travaux publiés, mais également sur une bonne connaissance des travaux en cours (avec des références à des thèses encore non publiées) et une documentation d'archive originale. La bibliographie est abondante et très bien informée. Il faut souligner qu'il s'agit là, indéniablement, d'une synthèse extrêmement utile qui combine habilement l'histoire culturelle, sociale, économique et religieuse.

Frédéric HITZEL

Maximilian HARTMUTH, Ayşe DİLSİZ (éds), *Monuments, Patrons, Contexts: Papers on Ottoman Europe Presented to Machiel Kiel*, Leyde, Nederlands Instituut voor Het Nabije Oosten, 2010, 207 p.

Ce volume d'hommage est issu d'une table ronde tenue à l'Institut néerlandais d'Istanbul le 27 juin 2008, à l'occasion du départ à la retraite de M. Kiel. Il rassemble, outre huit communications présentées ce jour-là par des amis et collègues stambouliotes, quatre contributions ajoutées postérieurement. Il ne s'agit donc pas de « mélanges », mais d'un court recueil d'une grande cohérence thématique dictée par la personnalité et l'œuvre de M. Kiel. Que celui-ci veuille bien voir dans ce compte rendu l'hommage amical que je suis heureux d'avoir ainsi l'occasion de lui rendre à mon tour.

M. Hartmuth a eu l'excellente idée d'introduire l'ensemble par une biographie intellectuelle de M. Kiel (« Introduction: the Man and his Method », p. 5-14). Le parcours très original de M. Kiel, son expérience de maçon et de restaurateur, sa passion acquise sur le terrain pour l'architecture ottomane balkanique, sa formation de haut niveau obtenue à la force du poignet en dehors des sentiers battus ont fait de lui un chercheur hors norme, joignant une grande exigence intellectuelle et morale à une grande liberté de ton. Ainsi s'est affirmé un grand savant, historien de l'architecture et de la société qui en faisait le contexte, patient éditeur des monuments ottomans des Balkans, mais aussi et de ce fait historien démographe, historien de la production agricole, historien de l'organisation du travail du bâtiment, tout ceci conjointement par l'étude des monuments et des paysages *in situ* et par l'exploitation de l'immense documentation des archives ottomanes, sans oublier l'épigraphie. Mais M. Kiel est aussi un homme passionné, qui lutte à la fois pour la préservation d'un patrimoine architectural auquel il a consacré son œuvre et pour dénoncer de vieilles lunes historiographiques souvent teintées de nationalisme.



Le rapport entre la personnalité scientifique ainsi définie de M. Kiel et la thématique générale du volume est évident. Les éditeurs ont réparti les contributions en trois parties à la fois thématiques et chronologiques : «The Early Balkans Revisited» ; «Voices and Processes in Periods of Change» ; «The Ottoman Architectural Heritage in the Modern Balkans». La table des matières ainsi obtenue est cohérente et gagne évidemment en équilibre. Pour ma part, j'insisterais plus volontiers sur l'existence de deux ensembles correspondant à deux approches : le premier et le plus important rassemble des études combinant plus ou moins analyse du terrain et exploitation de la documentation écrite pour étudier un ou plusieurs monuments pour la plupart balkaniques ; le second (en pratique la troisième partie) envisage plutôt la question patrimoniale.

Heath Lowry (« An Unknown Fourteenth Century Sultanic Mosque in the Macedonian City of Drama: the Yıldırım Bâyezîd Camii », p. 15-27) s'intéresse à ce qui est aujourd'hui l'église Saint-Nicolas de Drama, mais qui avait été une mosquée connue sous les noms de Camii-i Atik, Sultân Bâyezîd Camii, Yıldırım Bâyezîd Camii, Eski Camii ou Çarşı Camii. Il établit, en rassemblant une série convaincante d'indices concordants, qu'Evliya Çelebi fait une méprise en attribuant à Bâyezîd II un bâtiment fondé par Bâyezîd I<sup>er</sup> <sup>1</sup>.

Mariya Kiprovska (« Legend and Historicity: the Binbir Oklu Ahmed Baba Tekkesi and its Founder », p. 29-45) met également à profit les légendes locales relevées par les voyageurs du XIX<sup>e</sup> siècle, la documentation d'archives et le contexte historique local pour interpréter le mausolée de Binbir Oklu Ahmed Baba situé à Erenler, à 15 km de Pınarhisar en Thrace orientale. Elle montre qu'il est plus que probable que ce mausolée et le *tekke* auquel il était lié furent fondés par un certain Mihaloğlu Maḥmûd Beg, bien attesté au XVI<sup>e</sup> siècle dans la région, fils de l'*aķıncı* Mihaloğlu İskender Bey dont la descendance semble avoir fait de Pınarhisar sa résidence. S'il est difficile de déterminer précisément qui était Ahmed Baba, il était manifestement un membre de la noble famille qui éleva apparemment pour ce personnage mort en *şehîd* un *türbe* et un *tekke* manifestant la puissance locale de ces Mihaloğulları qui entretenirent le site et en firent peut-être le noyau d'une nécropole familiale. À un moment difficile à préciser, Ahmed fut intégré au panthéon des bektachis, qui occupaient le *tekke* au XIX<sup>e</sup> siècle et avant.

C'est également à une lignée d'*uç beyleri* qu'est consacrée l'étude de Grigor Boykov (« In Search of Vanished Ottoman Monuments in the Balkans: Minnetoğlu Mehmed Beg's Complex in Konuş Hisarı », p. 47-68). Minnet Bey avait été déporté de la région de Çorum dans la plaine de Plovdiv par Mehmed I<sup>er</sup> en 1418. C'est son fils Mehmed Bey qui fait l'objet de l'article. Après avoir retracé sa carrière d'*uç beyi* à la tête de son clan, et de *sancakbey* (Serbie et Semendire, 1458-1463 ; Bosnie, 1463-1464 ; Smederevo, 1464-1467), Boykov recense son œuvre de fondateur dans les régions où il fut en poste et l'influence qu'il eut par là sur l'histoire urbaine de Sarajevo, Smederevo et Niş. Enfin un développement est consacré au complexe construit vers le milieu du XV<sup>e</sup> siècle à Konuş Hisarı : projet ambitieux qui aurait dû faire du village familial une bourgade prospère sur la route d'Istanbul à Belgrade. La documentation d'archives permet de suivre les avatars et le développement réel du *vakf* demeuré entre les mains des descendants de Mehmed et de constater les effets de leur politique de peuplement. Mais Konuş Hisarı, à l'écart de la

<sup>1</sup> J'ai quelque peine, au demeurant, à suivre H. Lowry quand il juge improbable (p. 20) qu'un registre de 1575 désigne comme « ancienne » (*'âtiķ*) une mosquée fondée sous Bâyezîd II. Outre que soixante ans constituent une assez longue période, l'épithète implique seulement qu'il s'agit de la plus ancienne mosquée locale.

nouvelle route, éloigné désormais de la frontière et fief d'une famille trop peu influente, ne connut pas la fortune espérée.

L'objet de l'étude de Hedda Reindl-Kiel (« *The Vakf of Moralı Beşir Ağa in Argos* », p. 107-128) se situe dans un contexte tout différent. Le complexe qu'elle traite fut fondé par un grand eunuque noir, Moralı Beşir Ağa, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, à Argos, dans la Morée libérée de l'occupation vénitienne où toute l'infrastructure musulmane était à rétablir. Beşir Ağa, qui avait des liens personnels avec la région, y éleva un complexe en remplacement d'une des deux anciennes mosquées de la ville, celle du Beşikler mahallesi. Seule la mosquée, convertie en église en 1871, aujourd'hui confiée aux services archéologiques, a survécu. H. Reindl-Kiel, après avoir retracé la biographie de Beşir, analyse avec finesse le complexe en fonction de la personnalité du fondateur, qui explique l'importance donnée à l'apprentissage de la calligraphie (art qu'il pratiquait lui-même) ou la présence exceptionnelle d'un enseignement destiné aux filles. Elle note également le caractère très provincial de la mosquée, sans doute réalisée par des maçons locaux. Sa capacité de 170 à 180 personnes convenait à la population mâle musulmane. Mais, conclut-elle, Beşir cherchait moins à donner son nom à des bâtiments qu'à employer de nombreuses personnes à prier pour son âme; son complexe d'Argos devait moins valoir par sa beauté que par sa nature de centre religieux et pédagogique dans une zone reconquise aux marges du monde musulman.

Kemal K. Eyüpgiller cherche également dans les documents anciens à retrouver des bâtiments aujourd'hui disparus (« Preliminary Results from the Survey of Rumelikavağı Fort », p. 129-142). C'est à partir de récits de contemporains et de documents d'archives, mais principalement de cartes anciennes, qu'il peut redonner vie au fort de Rumelikavağı, sur le Bosphore, à Saryer, construit en 1783 par le Français Toussaint (sans doute en collaboration avec l'architecte ottoman Hafız İbrahim) et agrandi en 1794 par un autre Français, Monnier. L'ensemble fut défiguré par les travaux réalisés sous Abdülhamid II.

Les contributions d'Aziz Nazmi Shakir-Tash et de Suraiya Faroqi se distinguent des précédentes, quoique participant du même esprit, en ce qu'elles présentent et exploitent une source particulière.

Il n'est pas possible de rendre compte ici de la richesse de l'article de S. Faroqi (« An Edirne Scholar on Ottoman Architecture and Politics: the Pilgrimage Account of Abdurrahman Hibri », p. 91-106). Après avoir brièvement analysé le genre du récit de pèlerinage (*menâsikü-l-hacc*), l'auteur analyse l'œuvre de Hibrî, qui fit son pèlerinage en 1632, à une époque de reprise en main politique par Murad IV qui explique une partie des particularités du texte. On retiendra que Hibrî, en dehors de l'époque du Prophète, ne s'intéresse guère qu'à la période ottomane; qu'il accorde un intérêt particulier aux fondations et à l'architecture, symbole de la puissance et de la souveraineté ottomanes; enfin, qu'il apporte chemin faisant des informations essentielles sur tel ou tel bâtiment, comme la prudente dédication à Murad IV du pont de Babaeski par un certain Kasım Ağa, ou encore la confirmation que la mosquée de Hanköyü, près d'Eskişehir, est bien une ancienne église restaurée et convertie lors de la fondation d'un complexe par Hüsrev Paşa en 1629-1630, sur la demande des indigènes se plaignant de l'insécurité.

Le document étudié par A. N. Shakir-Tash (« Towards a Historical Topography of the Ottoman and Post-Ottoman Rhodopes: Monuments, Epigraphy, and a Local Stonecutter's Notepad », p. 69-89) est beaucoup plus exceptionnel. Il s'agit en effet du carnet de notes tenu de 1943 à 1975 à usage personnel par Şakir Mehmed Şakir (1910-1991), lapicide et

auteur de stèles funéraires « ottomanes » dans les années 1925-1965 dans les Rhodopes, en Bulgarie. Shakir-Tash s'interroge sur la nature du document et de l'information qu'il donne mais, faute (le plus souvent) d'avoir pu retrouver les bâtiments mentionnés, ne parvient à aucune conclusion. On n'en saura donc pas plus sur le pont sur l'Arda, pas plus que l'on ne saura si la mosquée de Mikmil était la plus ancienne des Rhodopes. Il me paraît en tout cas douteux qu'une inscription du xv<sup>e</sup> siècle ait pu évoquer *ez-zamânü-ş-şaltanati-l-ğâzî Sulţân Mehmed ibn eş-şulţân Murâd-ı şânî*<sup>2</sup>.

L'angle d'attaque d'İlknur Aktuğ Kolay est également différent en ce que sa contribution (« Ottoman Construction Materials and Terminological Change: Remarks Pertaining to Bricks and Roof Tiles as Apparent in the Sources », p. 143-151) porte non plus sur des bâtiments, mais sur un matériau de construction. À partir de documentations d'archives publiées (notamment par Ahmed Refik et Ömer Lütfi Barkan), mais sans référence à des études sur le terrain, elle propose un dossier sur les briques et les tuiles en usage chez les Ottomans (principalement à Istanbul), leur fabrication, leur typologie, l'usage différent des divers types recensés et les évolutions constatables au cours du temps. Tributaire de sources lacunaires, l'auteur ne peut donner qu'un aperçu, mais celui-ci paraît déjà utile.

Les trois dernières contributions reprennent un thème important pour M. Kiel, celui de la préservation du patrimoine. Après un développement épistémologique sur l'approche des patrimoines par les historiens et les historiens de l'art, Stephen Lewis (« The Ottoman Architectural Patrimony of Bulgaria Revisited: Infrastructure, Intentionality, and the Genesis and Survival of Monuments », p. 153-170) évoque plus particulièrement le cas de la Bulgarie. Après avoir défini des couches successives de constructions correspondant aux étapes de l'hégémonie ottomane et aux évolutions de la vie quotidienne, Lewis se lamente sur le sort d'un patrimoine qui, sorti de son contexte matériel et moral et, dans le cas présent, victime d'une politique hostile, est voué à la disparition, la réappropriation ou, au mieux, une restauration maladroite.

Le cas de la Bosnie sous contrôle austro-hongrois après 1878, étudié par M. Hartmuth (« Insufficiently Ottoman? An Early Episode in the Study and Preservation of the Ottoman Architecture Heritage in the Balkans », p. 171-183), paraît tout différent. Le gouvernement de Vienne, soutenu d'ailleurs par l'élite urbaine musulmane locale, a cherché à créer un patriotisme bosniaque dépassant les frontières confessionnelles. Le *Landesmuseum* fondé à Sarajevo en 1888 y joua un rôle considérable, par son activité de recherche et par la publication d'une revue (*Glasnik zemaljskog muzeja u Bosni i Hercegovini*) où paraissaient des articles sur la région depuis les temps les plus reculés, sur des personnalités, sites ou monuments historiques. On y trouve les premières études sur l'architecture ottomane dans les Balkans, parues entre les années 1880 et la Grande Guerre, notamment sous le gouvernement de Benjamin von Kállay (1882-1903). La préservation et la restauration de bâtiments « ottomans » servaient une politique visant à manifester la sympathie de la Monarchie pour les musulmans locaux. C'est ainsi que des études, de qualité pour l'époque, furent menées sur les monuments ottomans (dans le cadre, pour une part, d'une promotion de l'empire Habsbourg) par Emil Stix, puis Johannes Kellner, dont la synthèse profita largement des publications de la *Glasnik*, notamment d'une étude fouillée de la

<sup>2</sup> Rappelons également que l'année 1314 de l'Hégire ne correspond pas à l'an 1943 de l'ère chrétienne (p. 76), mais à 1896-1897.

mosquée Hüsrev Paşa de Foča (1891). Paradoxalement, cette bonne volonté pouvait avoir des effets pervers, liés à la recherche du style « oriental » (ou « arabe ») qui amenait à des comparaisons hasardeuses avec des monuments syriens ou andalous, mais aussi à défigurer à l'occasion des bâtiments dans le but de leur restituer leur pureté. Au demeurant, la politique austro-hongroise avait permis la préservation du patrimoine ottoman de Bosnie jusqu'à la guerre de Yougoslavie à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Aussi l'article de Zeynep Ahunbay (« Recovering the Remnants of the Alaca Camii in Foča », p. 185-192) constitue-t-il un appendice mélancolique à celui de M. Hartmuth : la mosquée soigneusement publiée en 1891 a en effet été rasée par un bombardement serbe en 1992 et c'est à la difficile mise en place d'un projet d'anastylose qu'est consacrée cette dernière contribution au volume.

Les éditeurs ont ajouté la bibliographie de M. Kiel. Elle était à jour en 2009. Notre vœu le plus cher est qu'elle continue à s'enrichir.

Nicolas VATIN

Feridun M. EMECEN, *Zamanın İskenderi, Şarkın Fatihi Yavuz Sultan Selim I*, Istanbul, Yitik Hazine Yayınları, 2010, 416 p. + 16 p. de reproductions en couleur

L'objectif de F. M. E. est clairement présenté dans l'introduction de son livre : il s'agit d'écrire une biographie politique de Selim I<sup>er</sup> fondée sur la documentation disponible. Celle-ci ne permettant guère de se laisser aller à des considérations psychologiques, il entend se fonder sur le terrain solide des faits. Encore faut-il le faire en évaluant avec soin la valeur de cette documentation et en écartant les légendes qui l'encombrent. C'est, selon lui, ce que n'ont pas toujours su faire ses prédécesseurs, trop portés à utiliser sans esprit critique suffisant des sources de seconde ou de troisième main.

Disons-le tout de suite, l'auteur a parfaitement tenu les engagements pris dans son introduction.

L'ouvrage suit pas à pas la carrière de Selim, au cours de sept chapitres consacrés à l'enfance et la jeunesse (p. 29-44) ; la crise politique de la succession au trône de Bayezid II (p. 45-70) ; le début du règne et l'élimination des princes (p. 71-86) ; la question orientale et la bataille de Çaldıran (p. 87-158) ; la question du Zulkadr et de la domination de l'Anatolie orientale et sud-orientale (p. 159-179) ; le retour à Istanbul et les préparatifs pour une nouvelle campagne (p. 171-186) ; la conquête de l'Égypte et les dernières années (p. 187-347). Enfin F. M. E. revient en conclusion sur la personnalité de Selim I<sup>er</sup> et son image (p. 349-363), puis propose deux annexes, sur le « *menâkıbnâme* » de Hasan Can ou « *Selîmnâme* » de Sa'dü-d-dîn, et sur le « *Selîmnâme* » d'Evliyâ Çelebi. On est frappé par un certain déséquilibre entre ces parties, qui peut s'expliquer par le fait que l'auteur considère la campagne de Çaldıran (c'est-à-dire la question safavide) et la conquête de la Syrie puis de l'Égypte comme les clefs de l'interprétation du règne. On ne peut bien entendu que lui donner raison sur ce point. Certes, on pourrait être tenté de nuancer davantage, mais il s'agit là d'une querelle un peu vaine, puisque l'ordre chronologique des événements est scrupuleusement respecté et que de nombreuses sous-parties et un index permettent au lecteur de se repérer très facilement dans l'ouvrage.

Fidèle à son projet, F. M. E. exploite une masse considérable de documentation : documents d'archives ottomans, pour beaucoup publiés par ses prédécesseurs mais inédits pour certains ; chroniques ottomanes, arabes et persanes ; documentation italienne enfin, bien que l'on ait le sentiment que les *Diarii* de Marino Sanudo auraient pu être exploités plus abondamment. Ainsi qu'il le préconise en introduction, l'auteur critique avec soin ces sources abondantes et s'efforce d'établir les faits et leur chronologie avec soin. Travail qu'avait déjà fait Selâhattin Tansel, notamment, mais qui gagne en cohérence par le choix d'une présentation chronologique et est enrichi par une documentation beaucoup plus importante.

Bien entendu, F. M. E. ne se borne pas à établir les faits. Il tente également de comprendre la logique de l'action de Selim I<sup>er</sup> et de déterminer son apport à l'histoire de l'Empire ottoman. Il souligne ainsi le poids déterminant de la question safavide et *kızılbaş* dans la politique suivie et il conclut que l'invasion de la Syrie ne fut décidée qu'au dernier instant (son objectif premier étant d'éliminer Şâh İsmâ'îl) ; qu'il hésita longtemps avant de se lancer dans la seconde partie de l'aventure qu'était l'entrée en Égypte ; qu'il était bien à l'origine de la préparation d'une campagne contre Rhodes et que, loin d'avoir été réticent à un projet émanant de ses vizirs, il n'y renonça que sur la pression des oulémas insistant sur le devoir religieux de se débarrasser d'abord de ce danger pour l'islam qu'était Şâh İsmâ'îl... Le facteur religieux paraît en effet déterminant à l'auteur pour expliquer le règne de Selim I<sup>er</sup> qui, par la conquête de la Syrie-Égypte, donne à l'empire de ses successeurs une identité religieuse de défense du sunnisme. Un autre apport déterminant de ce sultan, selon F. M. E., est la mise au point d'une tactique d'usage de l'artillerie légère et des armes à feu de poing, tactique déterminante dans ses victoires tant sur les Safavides que sur les mamlouks.

On pourra regretter que certains sujets n'aient pas été plus approfondis. Ainsi la question du fratricide et de l'attitude personnelle de Bayezid II et Selim I<sup>er</sup> à son propos n'est pas vraiment abordée. Quelques lignes en conclusion ne rendent peut-être pas entièrement justice à la place considérable des pèlerinages aux tombeaux, depuis celui d'Eyüp jusqu'à celui d'Ibn 'Arabî<sup>1</sup>. La description de l'usage des armes à feu par l'armée de Selim aurait pu être éclairée par la lecture de l'article de C. E. Antoche sur le *Wagenburg*<sup>2</sup>.

Il est toujours facile et injuste d'insister sur ce que l'on n'a pas trouvé dans un livre. Redisons-le : celui de F. M. E. est très riche en faits établis avec beaucoup d'esprit critique et en considérations historiques importantes. On ne reviendra pas dans ce court compte rendu sur le détail de celles-ci. Le lecteur averti aura sans peine compris en quoi l'auteur suit les conclusions de ses prédécesseurs ou au contraire les considère comme erronées. Mais, quant à lui, il juge inutile de reprendre les arguments des historiens qui ont traité ces sujets avant lui, fût-ce pour les contredire. Les considérations de Palmira Brummett et de Jean-Louis Bacqué-Grammont sur la politique égyptienne de Selim ne sont pas envi-

<sup>1</sup> Cf. Gilles VEINSTEIN, « Retour à Salihyya : le tombeau d'Ibn 'Arabi revisité », in Ghislaine ALLEAUME, Sylvie DENOIX, Michel TUCHSCHERER (éds), *Histoires, archéologies, littératures du monde musulman : mélanges en l'honneur d'André Raymond*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 2005, p. 159-167 ; repr. in Gilles VEINSTEIN, *Autoportrait du sultan ottoman en conquérant*, Istanbul, Isis, 2010, p. 285-295.

<sup>2</sup> Emanuel Constantin ANTOCHE, « Du tábor de Jan Žižka et de Jean Hunyadi au *tabur çengi* des armées ottomanes : l'art militaire hassite en Europe orientale, au Proche et au Moyen Orient (XV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles) », *Turcica* 36, 2004, p. 91-124.

sagées, non plus que celles de Jean Aubin sur le retour à Istanbul en 1518. L'ouvrage classique de David Ayalon sur les armes à feu chez les mamlouks n'est pas cité en bibliographie, non plus que le livre de Nicolas Vatin sur les rapports avec les chevaliers de Rhodes (dont il existe pourtant une traduction en turc). On ne trouvera pas non plus en bibliographie la série d'articles contenue dans le sixième numéro de *Turcica*. S'il paraît compréhensible que le bel article de Benjamin Lellouch sur la justice de Selim I<sup>er</sup>, publié dans un ouvrage mal diffusé auprès des orientalistes, ait échappé à la vigilance de l'auteur, on s'étonne davantage qu'il n'ait pas mentionné son ouvrage paru chez Peeters.

Pour être exact, il faut souligner que si quelques titres ont pu échapper à l'auteur, beaucoup – y compris parmi ceux cités dans le paragraphe précédent – ont leur place dans une bibliographie de huit pages. C'est donc un choix d'historien que fait F. M. E. en n'encombrant pas son ouvrage de notes et de controverses érudites. Il a conscience, n'en doutons pas, que ses conclusions selon les cas reprennent celles déjà émises ou au contraire les contredisent. Bien certainement, les réflexions des uns et des autres ont pu nourrir la sienne. Mais il a choisi de revenir aux sources. C'est une option pédagogique que l'on peut comprendre et respecter. L'auteur de ce compte rendu estime cependant qu'il est dommage que le très grand savant qu'est F. M. E., en faisant ce choix, ait renoncé à proposer une véritable synthèse sur Selim I<sup>er</sup> en présentant notamment au public turc les recherches menées par des chercheurs publiant en d'autres langues.

Il n'en demeure pas moins que ce livre, par sa richesse et sa clarté, est une véritable réussite et qu'il sera certainement désormais un ouvrage de référence sur Selim I<sup>er</sup>.

Nicolas VATIN

Ghislaine ALLEAUME, Sylvie DENOIX, Michel TUCHSCHERER (éds), *Histoire, archéologies et littératures du monde musulman : mélanges en l'honneur d'André Raymond*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale (IFAO), 2009, 421 p.

Ces mélanges en l'honneur du professeur André Raymond, récemment disparu, ont été réunis par ses collègues de l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam), laboratoire de recherche qu'André Raymond fonda en 1986 à Aix-en-Provence. L'homme à qui cet ouvrage rend hommage a ouvert le champ des études économiques et sociales sur l'Égypte ottomane. Sa thèse d'État, intitulée *Artisans et commerçants au Caire au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Damas, Institut français de Damas, 1973 ; Le Caire, IFAO, 1999) fut l'un des premiers travaux d'envergure à exploiter les archives de l'époque ottomane en Égypte. Par la suite, plusieurs autres ouvrages et de nombreux articles sur Le Caire et les villes arabes à l'époque ottomane verront le jour, dont ses *Grandes villes arabes à l'époque ottomane* (Paris, Sindbad, 1985), considéré comme un tournant historiographique dans l'étude de la ville arabe à l'époque ottomane. La diversité des contributions, tant dans la période qu'elles embrassent, de l'antiquité au xx<sup>e</sup> siècle, que dans l'aire géographique couverte, tout le bassin méditerranéen, et dans les disciplines représentées, histoire, archéologie, littérature, forme un ensemble hétérogène moins représentatif de l'œuvre d'André Raymond elle-même que de son influence dans le passage de la

philologie orientaliste à la transdisciplinarité et aux sciences sociales dans l'étude du monde arabe. Cette refondation des études orientales, portée au crédit d'André Raymond, s'est opérée au sein des instituts d'études orientales, celui du Caire (Ifao), où son séjour fut de courte durée (1955-1956) mais décisif en ce qui concerne l'orientation de son travail, et surtout celui de Damas (Ifead, aujourd'hui Institut français du Proche-Orient), dont il fut le directeur adjoint (1966-1969), puis le directeur (1969-1975).

Les vingt-sept contributeurs de l'ouvrage ne représentent qu'un segment du vaste réseau de chercheurs lié à André Raymond, celui, à quelques exceptions près, de ses collègues, amis et anciens étudiants de l'université Aix-Marseille-I et de l'Iremam. Or, l'influence d'André Raymond en tant qu'historien s'exerça aussi auprès des étudiants syriens et égyptiens qu'il forma à l'histoire sociale et à l'exploitation des archives, contribuant ainsi à la revalorisation, en Égypte et en Syrie, des études sur l'époque ottomane. Un hommage lui avait été rendu à Damas, en 2001, sous la forme d'un volume intitulé *Études sur les villes du Proche-Orient, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle : hommage à André Raymond* (Damas, IFPO, 2001), coordonné par une de ses anciennes étudiantes, Brigitte Marino. Au Caire, une autre ancienne étudiante, Nelly Hanna, aujourd'hui professeur d'histoire à l'université Américaine du Caire (AUC), a réuni un ensemble d'articles de chercheurs égyptiens – auxquels ont été associés trois autres collègues français, américain et syrien – qui rend, lui aussi, hommage à André Raymond : *Society and Economy in Egypt and the Eastern Mediterranean, 1600-1900 : Essays in Honor of André Raymond* (Le Caire, AUC Press, 2005). Cet ouvrage reflète non seulement l'influence d'André Raymond dans les thèmes aujourd'hui explorés par les chercheurs égyptiens sur l'Égypte ottomane, mais aussi l'évolution de cette recherche égyptienne depuis la parution d'*Artisans et commerçants* en 1973. Face à l'hétérogénéité, voulue par les éditeurs, de ces mélanges, nous nous limiterons à une brève présentation des articles proposés au lecteur, répartis en quatre thèmes (le sommaire complet du livre est accessible à l'adresse : [http://iremam.univ-provence.fr/IMG/pdf/Sommaire\\_MelangesRaymond.pdf](http://iremam.univ-provence.fr/IMG/pdf/Sommaire_MelangesRaymond.pdf), consulté le 28 apr. 2012).

Le thème de la ville (*Villes et architecture d'Orient*), privilégié par André Raymond, forme la première partie du livre. Celle-ci regroupe des contributions sur la ville dans l'Arabie antique (Christian Julien Robin), sur l'architecture domestique urbaine au Proche-Orient entre le XII<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> siècle (Jean-Claude David), les monuments mamlouks (S. Denoix), le sérail d'Ismâ'îl pacha al-'Azm à Damas (B. Marino), un quartier commercial d'Alexandrie à l'époque ottomane (M. Tuchscherer), une description de Damas au XIX<sup>e</sup> siècle (Jean-Luc Arnaud), la formation d'un droit de résidence dans l'Égypte du XIX<sup>e</sup> siècle (Gh. Alleaume), et une étude sur Le Caire des urbanistes égyptiens de l'entre-deux-guerres (Mercedes Volait).

Le thème de la deuxième partie étant vaste (*Histoire, économies, sociétés*), les articles sont plus éparpillés : ils portent sur l'empereur Jean VI Cantacuzène (Michel Balivet), un penseur égyptien du début du XV<sup>e</sup> siècle (Claude Gilliot), le tombeau d'Ibn 'Arabî à Damas (Gilles Veinstein), des agents civils et militaires à Damas à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (Colette Establet et Jean-Paul Pascual), la société damascène au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (Abdul-Karim Rafeq), les soldats de la première guerre mondiale au Moyen-Orient (Leila Fawaz), le royaume arabe de l'émir Faysal (Gérard Khoury), la Syrie d'aujourd'hui à travers les écrits de Michel Seurat (Eberhard Kienle), la magie chez les musulmans de Bosnie et du Kosovo au XVIII<sup>e</sup> siècle (Alexandre Popovic), ou, enfin, l'utilisation du cannabis ou *kif* en maghrébin (Marceau Gast).



Les parties 3 (*Lettres et arts*) et 4 (*Sources, manuscrits et archives*) sont plus restreintes. Quatre articles forment la troisième partie : un article sur le *Dîwân* d'Imru' al-Qays (Claude Audebert et Mohamed Bakhouch), deux articles sur les *Mille et une nuits* (l'un de Jean-Claude Garcin et l'autre d'André Miquel) et un article sur l'orientalisme et l'opéra (Pierre Larcher). La partie 4 regroupe des articles sur un papyrus arabe de l'an 22 de l'hégire (Yûsuf Raghîb), deux inscriptions tûlûnides à Busrâ (Solange Ory), l'utilisation des fours à barres (Jacques Thiriôt), les manuscrits conservés à la filmothèque de l'Institut de recherche et d'histoire des textes (Jacqueline Sublet) et, enfin, un article sur l'expédition d'Égypte (Daniel Panzac).

Les ottomanistes, et particulièrement les historiens de la ville, retiendront d'André Raymond sa grande œuvre de réhabilitation de l'époque ottomane, longtemps considérée comme une période de décadence ; André Raymond a opposé au mythe de l'anarchie un ordre, une organisation et une sécurité relatifs apportés par la conquête ; ainsi que des périodes de prospérité économique et de floraison culturelle.

Rachida CHIH

Giancarlo CASALE, *The Ottoman Age of Exploration*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2010, xix + 281 p.

Le livre de G. C. sur la découverte ottomane de l'océan Indien au XVI<sup>e</sup> siècle est riche d'idées nouvelles et de défis à l'historiographie eurocentrée et doit être salué comme tel. Cependant, il néglige trop souvent les principes de base des bonnes méthodes historiographiques et confond fréquemment ses hypothèses de travail avec la réalité démontrée. Après une brève présentation du livre, nos objections porteront d'abord sur le style et l'architecture générale de l'ouvrage, pour passer à une analyse plus approfondie du cinquième chapitre intitulé « Sokollu Mehmed Pasha and the Apogee of Empire », avant de passer à l'examen des conclusions<sup>1</sup>.

L'ouvrage se compose d'une introduction suivie de sept chapitres chronologiques, d'une bibliographie et d'un index. Il faut signaler également les riches illustrations (portulans, cartes nautiques, miniatures) dont on regrette, pourtant, qu'elles restent insuffisamment commentées, alors que des mises au point, même succinctes, auraient apporté au lecteur quelque éclairage sur les techniques et conceptions géographiques de l'époque. Nous pensons notamment à la figure 7.3, une carte ottomane de l'océan Indien, que l'auteur ne fait qu'évoquer : une analyse plus poussée de ce document aurait été d'autant

<sup>1</sup> Nos objections portent également, par voie de conséquence, sur Giancarlo CASALE, « His Majesty's Servant Lutfi : the Career of a Previously Unknown Sixteenth-Century Ottoman Envoy to Sumatra Based on an Account of his Travels from the Topkapı Palace Archives », *Turcica* 37, 2005, p. 43-81 ; Giancarlo CASALE, « The Ottoman Administration of the Spice Trade in the Sixteenth-Century Red Sea and Persian Gulf », *Journal of the Economic and Social History of the Orient* 49/2, 2006, p. 170-198 ; Giancarlo CASALE, « Global Politics in the 1580s : One Canal, Twenty Thousand Cannibals, and an Ottoman Plot to Rule the World », *Journal of World History* 18, 2007, p. 267-296.



plus justifiée que l'un des objets du livre est précisément la perception ottomane de la géographie.

L'abondante bibliographie, d'une vingtaine de pages, n'est pas exempte d'erreurs<sup>2</sup> et souffre de quelques omissions graves : parmi les sources primaires, signalons l'absence des *Négociations de la France dans le Levant*, notamment du deuxième volume qui comprend les rapports des ambassadeurs du roi de France sur les négociations de la Porte avec les Portugais et avec les émissaires du sultan d'Aceh<sup>3</sup>. D'autres études portant directement sur le sujet du livre font défaut<sup>4</sup>.

Résumons les prémisses de l'ouvrage. Selon G. C., la transformation de l'idéologie politique et de la technologie militaire et navale, accompagnée des développements intellectuels et culturels, caractérisent l'âge des découvertes européen (p. 6). L'Empire ottoman au début du XVI<sup>e</sup> siècle a lui aussi subi des changements « in a manner again strikingly similar » ; s'est adapté au défi européen pour la domination mondiale et s'est imposé dans la seconde moitié du siècle, en tant que chef suprême de l'islam sunnite, en Asie maritime (p. 7). Enfin, « the Ottoman Age of Exploration was, like its European equivalent, defined as much by cultural and intellectual expansion at home as by economic and territorial expansion abroad » (p. 8). Ainsi, l'ouvrage est conçu pour contrebalancer, à l'appui des

<sup>2</sup> Les œuvres *Menāzīrū'l-Avālim, Tārīh-i Feth-i Yemen* et *Tārīh-i Hind-i Ġarbī*, mentionnées parmi les sources primaires inédites, sont publiées. Notons également l'absence du « proto-mühimme » (KK 888), qui contient notamment une série d'ordres sur la révolte de Bassora en 1552.

<sup>3</sup> Ernest CHARRIÈRE, *Les Négociations de la France dans le Levant*, Paris, 1848-1860, vol. II, p. 732 et p. 749 (pour les ambassades sumatranaises en été 1563 et en 1564) ; p. 744 (pour l'ambassade des émissaires d'Estado da Índia). L'auteur ignore également l'ensemble de la correspondance, publiée ou inédite, des émissaires européens à Istanbul (cf. *infra*).

<sup>4</sup> Faute de place, nous indiquons les titres incontournables pour une recherche sur la politique ottomane dans la région : Jean AUBIN, *Le Latin et l'astrolabe*, Paris, Fondation Gulbenkian, 1996-2006, 3 vol. ; Jean-Louis BACQUÉ-GRAMMONT, Viviane RAHMÉ, Salam HAMZA, « Notes et documents sur le ralliement de la principauté de Basra et l'Empire ottoman (1534-1538) », *Anatolia Moderna* VI, 1996, p. 85-96 ; Jean-Louis BACQUÉ-GRAMMONT, Viviane RAHMÉ, Salam HAMZA, « Textes ottomans et safavides sur l'annexion de Bassora en 1546 », *Eurasian Studies* III/1, 2004, p. 1-33 ; Michel TUCHSCHERER, « Quelques réflexions sur les monnaies et la circulation monétaire en Égypte et en mer Rouge au XVI<sup>e</sup> et au début du XVII<sup>e</sup> siècle », *Annales islamologiques* XXXIII, 1997, p. 263-281. En outre : Victor-Louis MÉNAGE, « The Ottomans and Nubia in the Sixteenth Century », *Annales islamologiques* XXIV, 1988, p. 137-153 ; Muhammed es-Seyyid Mahmud, *XVI. Asırda Mısır Eyaleti*, Istanbul, Edebiyat Fakültesi, 1990 ; Benjamin LELLOUCH, *Les Ottomans en Égypte : historiens et conquérants au XVI<sup>e</sup> siècle*, Louvain, Peeters, 2006. Plus surprenante est l'absence des références aux études de Svat Soucek portant sur le même objet que celui de l'auteur, contenues dans le volume intitulé *Studies in Ottoman Naval History and Maritime Geography* (Istanbul, Isis, 2008) : « Ottoman Naval Policy in the Indian Ocean », p. 79-82 (article publié initialement en 1993), et « The Portuguese and the Turks in the Persian Gulf », p. 83-112. L'approche de G. C., et notamment son article paru dans *Turcica* (cf. n. 9), fait l'objet d'une critique raisonnable dans ce dernier article de Soucek (p. 106-110). Signalons enfin une étude publiée récemment : Gilles VEINSTEIN, « Portugais et Ottomans au XVI<sup>e</sup> siècle », in Gilles VEINSTEIN, *Autoportrait du sultan ottoman en conquérant*, Istanbul, Isis, 2010, p. 225-236.

nouvelles conceptions de la *world history*, la vision dominante des seiziémistes qui suppose que seuls les empires européens étaient capables de s'engager dans des stratégies pour la domination mondiale (p. 9).

### *Remarques générales*

Dans une étude qui se veut globale sur la présence ottomane dans l'océan Indien au XVI<sup>e</sup> siècle, on attendrait une présentation brève de ce qu'était l'Empire ottoman à l'époque. L'auteur laisse dans un certain flou le système administratif de l'Empire et le statut des provinces fraîchement conquises en Asie occidentale et en Afrique orientale. Cette absence de description précise des institutions ottomanes aboutit notamment à une survalorisation du rôle du grand vizir, qui est présenté comme l'unique acteur de la politique ottomane. Les chapitres sont organisés dans la plupart des cas en fonction de l'activité des *sadrizam*, laissant ainsi dans l'ombre les autres dignitaires – sans parler des sultans Selîm II et Murad III, voire Süleymân –, qui perdent toute visibilité<sup>5</sup>. Il aurait été pour le moins justifié de décrire le fonctionnement de la marine ottomane (la construction des navires, les préparatifs de guerre, le ravitaillement de la flotte, les tactiques navales) et ses rapports avec sa branche active dans la mer des Indes.

Pour expliquer les mobiles de l'action ottomane dans cet espace géopolitique, l'auteur invoque l'influence d'une *Indian Ocean Faction* dans les cercles du pouvoir sans jamais expliquer comment celle-ci s'est constituée, quels sont ses membres, ses réseaux, ses objectifs et ses adversaires. En somme, il s'agit d'un concept hypothétique jamais ancré dans la réalité. Pour G. C. tout acteur originaire des régions anatolienne, égéenne ou rouméliote de l'Empire – tout *Rûmî*, en somme – peut être considéré comme agent du sultan. Or rien ne prouve le bien-fondé de cette réduction. Les *Rûmî* ont souvent des relations conflictuelles avec l'administration centrale et des intérêts contradictoires avec ceux des élites ottomanes. C'est particulièrement le cas en Afrique septentrionale ou subsaharienne. Le poème de Mustafa Âlî que l'auteur place en exergue est pourtant une parfaite illustration de ce phénomène.

Une des modalités narratives les plus troublantes de l'ouvrage consiste à transformer froidement des défaites notoires des Ottomans en victoires ou semi-victoires. L'échec du siège de Diu est, par exemple, rendu par une tournure euphémique : « Still, it should not be forgotten that, at least at Diu, victory was to elude the Ottomans by only the slenderest of possible margins » (p. 60). Le siège d'Ormuz est présenté sous les couleurs les plus flatteuses : « The battle that ensued ranks as the largest open-sea engagement on record between Ottoman and Portuguese naval forces—and very nearly ended in a decisive victory

<sup>5</sup> On a ainsi l'impression qu'Ibrahim Pacha dirige seul la politique ottomane en mer Rouge (voire dans l'océan Indien) pendant toute sa carrière de grand vizir (p. 52) et que Hadîm Süleymân Pacha est l'unique auteur des partenariats militaires et commerciaux contractés avec les États de l'Afrique orientale (p. 73). Dans la même logique narrative, Rüstem Pacha parvient à obstruer la politique ottomane dans le golfe Persique (p. 88), tandis que l'action de Semiz Ali Pacha explique le basculement stratégique de la politique impériale dans l'océan Indien (p. 114). En outre, les portraits des acteurs principaux (ou considérés comme tels) sont souvent schématiques et unidimensionnels, en fonction de leur position par rapport à l'espace indien. C'est notamment le cas pour Rüstem Pacha (p. 87).

for Murad » (p. 99). On trouve dans le livre un penchant peut-être excessif pour l'uchronie, notamment lorsqu'il est question de ce qu'aurait pu être la trajectoire d'Ibrahim Pacha si le sultan ne l'avait pas fait exécuter (« *[h]ad he lived, there seems little doubt that he would have continued to push for a major Ottoman maritime offensive against the Portuguese, for which his accomplishments up to 1536 had served merely to lay the groundwork* », p. 52), ou bien à propos des conséquences supposées d'une victoire du pirate Mir Ali sur l'Estado da Índia (« *under only slightly different circumstances, Mir Ali's expedition to the Swahili Coast could quite possibly have spelled the premature demise of Portuguese Asia and ushered in an entirely new era of Ottoman dominion in East Africa* », p. 177).

La description proposée du déroulement des événements historiques laisse une place peut-être exagérée aux basculements de dernière minute. Les efforts des corsaires *rûmî* (par ailleurs très discutables) pour bloquer les communications entre Lisbonne et les Indes orientales « *were undermined by Sefer's sudden and unexpected demise* » (p. 126). Telle autre entreprise pour contrebalancer la présence portugaise en Inde est « *undermined at the last minute by unforeseen political developments elsewhere in the empire* » (p. 131). Précisons que ce *elsewhere in the empire* n'est autre que le Yémen, en pleine insurrection zaydite, rien moins que la province stratégiquement la plus importante pour garantir l'influence de la Porte dans la région. Nous rencontrerons d'autres illustrations de cet acharnement à nier ou atténuer les échecs ottomans. Ce qui est trop souvent présenté comme un *diabolus in machina* devrait plutôt susciter une réflexion sur les mécanismes structurels de l'action ottomane dans l'océan Indien. Le manque d'assiduité dont témoignent les élites ottomanes, au centre de l'Empire, pour réprimer les révoltes indigènes au Yémen et à Bassora, rend fragile l'imputation par laquelle G. C. attribue aux élites impériales – fût-ce même à une hypothétique faction – une volonté de présence effective dans la mer des Indes, voire de conquête au détriment de l'Empire portugais.

La nécessité de prendre en considération ces mécanismes structurels est masquée par une séquence de sous-titres, voire de titres de chapitres grandiloquents. Ainsi, Hadim Süleymân Pacha est à l'origine d'une « *Global Alliance* » (p. 56), qui aboutit à une « *World War* » (p. 53) érigée au rang de « *History's First World War* » (p. 80). Le corsaire Sefer est introduit en tant que « *Rising Star in the East* » (p. 93). Cette étoile montante est caractérisée comme l'« *Innovator in Ottoman Naval Strategy* » (p. 111). Derrière des formulations emphatiques et précieuses sont parfois décrites des réalités des plus banales. Concentrons-nous, par exemple, sur le contenu d'une de ces rubriques – Sefer Reis innovateur de la stratégie ottomane navale : « *[H]e knew that Portuguese strength lay at sea, and that their weakness lay there too. The targets of his campaigns, therefore, were not Portuguese strongholds but Portuguese ships, and his victories were measured not in hectares of conquered territory, but in captured vessels and increased customs revenues in Mocha, Jiddah, and Suez* » (p. 112). Ce que l'auteur présente comme une innovation tactique reflète une pratique typique de l'activité de course, que l'on peut aussi bien attribuer à des marins *rûmî* célèbres, comme Kemal Reis, les frères Barberousse, ou d'autres contemporains de Sefer tels que Turgut Reis et Uluç Ali.

G. C. reproduit, à l'appui de ses thèses, des clichés éculés : l'omnipotence du grand vizir, comme on l'a vu ; le creusement de canaux comme instruments d'une *Weltpolitik*,

s'ils n'étaient restés à l'état de projet (p. 48-54 et *passim*)<sup>6</sup>; des jugements psychologisants ou moralisants, voire essentialistes, sur les groupes musulmans qui ont le malheur de faire défaut aux intérêts supposés de l'Empire (cf. *infra*). Inversement, les musulmans fidèles sont souvent présentés comme empressés à accepter la suzeraineté ottomane (p. 121, p. 129, p. 165)<sup>7</sup>. De Madagascar à l'Insulinde, l'auteur présente l'image d'une mer des Indes sillonnée par le commerce « ottoman » (p. 74, p. 77, p. 111, p. 163). Ces poncifs ne sont pas sans fonction. Sous le feu de la répétition, le lecteur pourrait se laisser convaincre de leur réalité. Un dernier exemple : G. C. utilise l'adjectif « global » au moins à vingt-deux reprises, sans compter les titres et les légendes des cartes, pour qualifier les projets ottomans dans l'espace indien, notamment ceux du grand vizir Sokollu – technique narrative très éprouvée pour inculquer une idée qui n'est pas pour autant prouvée.

Quand l'auteur, faute de sources ottomanes, recourt à la documentation portugaise, notamment de l'Estado da Índia, il la prend pour argent comptant, sans la soumettre à une critique historique. Or les auteurs de ces rapports ont tout intérêt à surévaluer le péril ottoman. Ce sont d'ailleurs les seules sources qui signalent la présence de marchands ottomans au Bengale dès 1545 (p. 74). L'ambassade sumatranaise à Istanbul de 1570, citée par un dignitaire portugais de Cochinchine, n'est attestée par aucune source ottomane, ni par les légations européennes à Istanbul, ce qui n'empêche pas G. C. de la considérer comme avérée (p. 137).

L'ensemble de ces remarques nous conduit à penser que le récit de l'auteur souffre d'un défaut plus général. Il a construit son récit sur quelques idées centrales (les Ottomans aussi ont eu leur âge des grandes découvertes ; ils ont bien failli créer un vaste empire panislamique, propre à rivaliser avec l'Empire portugais) sans véritablement les étayer. Pour développer ses arguments, il procède par déduction, en faisant un usage sélectif et négligent des sources. Voyons dans le détail en quoi le cinquième chapitre de l'ouvrage illustre notre critique.

#### « Sokollu Mehmed Pasha and the Apogee of Empire » ou *l'apothéose d'un grand vizir*

Sans qu'il soit question de diminuer l'importance de cette figure historique, il faut constater que le portrait de Sokollu dressé par G. C. est souvent excessif. Il est vrai que le pacha avait des intérêts commerciaux en Méditerranée. Faut-il pour autant le placer « at the center of a vast association of financial and trading interests that stretched across the Mediterranean » (p. 119) ? Et le propos devient parfaitement gratuit quand on en veut pour preuve les origines de son épouse Esmahan Sultan, qui par sa mère serait la descendante d'une des familles les plus nobles de Venise<sup>8</sup>. Que le grand vizir ait été à l'initiative de la création de l'Observatoire est une information pour le moins douteuse. Qualifier son

<sup>6</sup> Parfois ces clichés prennent des formes loufoques : « Kodja Sinan shared also Sokollu's fondness for canals » (p. 156).

<sup>7</sup> Ahmed Gran, un prince africain qui luttait pour conquérir le trône d'Éthiopie, aurait accepté de payer au grand vizir « 100.000 *okka* of gold » pour son soutien (p. 73), somme qui correspond à un montant – 100 000 x 1,282 kg ! – qui dépasse la production totale de ce métal précieux tout au long du XVI<sup>e</sup> siècle !

<sup>8</sup> Rien ne permet d'affirmer que cette mère était effectivement d'ascendance patricienne. Sur l'attitude des Vénitiens face à cette revendication, cf. Benjamin ARBEL, « Nur Banu (c. 1530-1583) : a Venetian Sultana ? », *Turcica* 24, 1992, p. 241-259 (que l'auteur cite pourtant).

secrétaire Feridun Beg de géographe et historien le plus éminent de l'Empire est abusif ; ses rapports avec Sipahizade Mehmed, « close associate of the grand vizier », restent à prouver, de même qu'avec Kutbeddin Mekki (p. 120)<sup>9</sup>. Enfin, les quatre pages consacrées aux leçons qu'aurait tirées le grand vizir de sa lecture du récit de voyage de Seydi Ali n'ont aucune valeur aussi longtemps qu'une telle lecture n'a pu être attestée (p. 121-124). Il n'est pas question de nier l'étendue du savoir de Sokollu Mehmed Pacha, ni son rôle en tant que mécène, mais de pointer le manque de rigueur de l'auteur, quand il impute au dignitaire ottoman un vaste projet visant à tourner « the rising tide of pan-Islamic sentiment into a concrete manifestation of Ottoman sovereignty throughout maritime Asia » (p. 120).

Venons-en à la prédilection de ce haut dignitaire pour les affaires indiennes. Sokollu n'a jamais été le « governor-general » de Diyarbekir (p. 119). G. C. constate que Sokollu rapporte à la Sublime Porte le manque de *kürekçi* (rameurs) à Bassora : il ne lui en fallait pas plus pour lui attribuer la « supervision » de l'arsenal de Bassora. L'assimilation du Mehmed Pacha qui investit dans le commerce des épices dès les années 1550 à Sokollu est fort douteuse (cf. *infra*). Attribuer à l'activisme de ce dernier la paternité de l'alliance entre l'Empire ottoman et le sultanat d'Aceh (« almost certainly the result of pressure of Sokollu », p. 123), et ceci malgré les hésitations du grand vizir Semiz Ali Pacha, nécessite plus de preuves qu'une autoréférence<sup>10</sup>. L'auteur présente Sokollu comme l'expéditeur de « literally dozens of edicts » pour l'expédition d'Aceh ; on ne trouve cependant pas plus de onze ordres au sujet de cette expédition dans le *Mühimme Defteri* VII. « It is not impossible that Sokollu actually planned the attack together with Sefer » pour le blocage des communications entre le Portugal et l'Estado da Índia, écrit G. C., tout en faisant coïncider ledit blocus avec l'attaque des corsaires français sur Madeira (p. 126). Or les contacts du grand vizir avec Sefer ne sont qu'incertains, sans compter l'impossibilité de diriger un tel plan depuis Istanbul. Qui plus est, les rapports du grand vizir avec l'émissaire du roi de France à Istanbul sont bien trop mauvais à ce moment-là pour rendre plausible l'hypothèse d'une concertation concernant l'attaque contre Madère<sup>11</sup>. Ajoutons que l'auteur ne produit aucune source fiable pour justifier la planification d'une entreprise de si grande échelle (p. 126). Révétons enfin une contradiction narrative : si le grand vizir Sokollu s'est autant investi dans les affaires indiennes que le pense G. C., comment se fait-il qu'il ne trouve pas, à la mort de Sefer, un corsaire aussi capable pour mener à bien ses projets de création d'un califat universel (p. 126) ?

Quant au fameux Lutfi, qui serait mandaté (« under orders », p. 123) pour établir des contacts avec les musulmans « throughout the Indian Ocean » et créer les conditions d'un « pan-islamic uprising » (p. 126), ses rapports directs avec le grand vizir sont insuffisamment étayés. S'agissant de ce soulèvement panislamique, Lutfi aurait négocié avec les émissaires des princes de Calicut, de Ceylan, voire des îles Maldives (p. 124), qui pourtant ne sont pas musulmans, du moins à la date de la rédaction de la lettre du sultan d'Aceh

<sup>9</sup> De même, la représentation de Sinan Pacha et surtout de Kılıç Ali Pacha (p. 155-156) en tant que clients du grand vizir est pour le moins controuvée : ZARIF ORGUN, « Selim II'nin Kapudan-i Derya Ali Paşa'ya Emirleri », *Tarih Vesikaları Dergisi* II, 1943, p. 325-334. On rencontre dans le livre d'autres relations de clientèle non démontrées (p. 160).

<sup>10</sup> Giancarlo CASALE, « His Majesty's Servant », *art. cit.*, p. 57-59, où l'on ne trouve pas de preuves additionnelles.

<sup>11</sup> CHARRIÈRE, *op. cit.*, vol. III, p. 55-56.

(p. 129). L'auteur n'éprouve aucun scrupule à présenter ces entités politiques comme des États dans lesquels la *hutba* est « read in the name of the Ottoman sultan », dans la carte 5.2 (cf. *infra*).

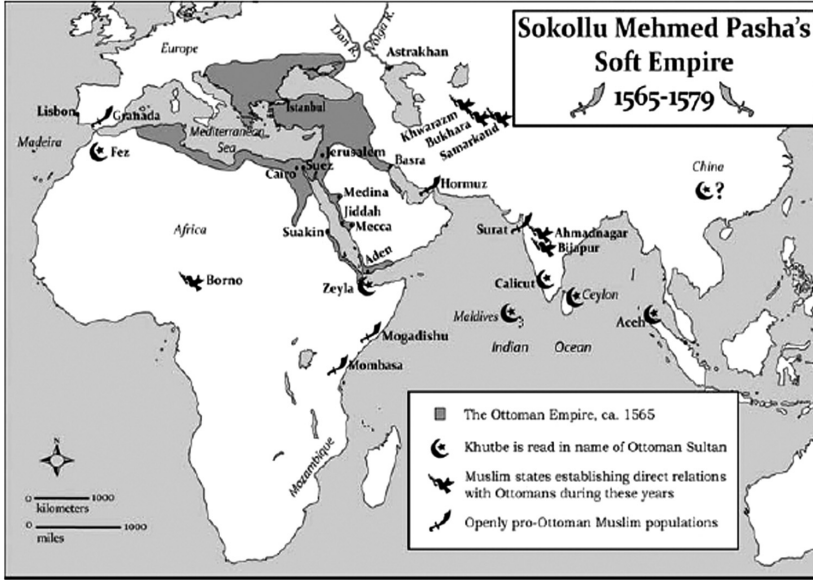
C'est pour réaliser de si grands desseins, à savoir une insurrection panislamique – intégrant, de surcroît, des peuples non encore islamisés ! – que Sokollu aurait voulu faire creuser des canaux à Suez et entre le Don et la Volga. Comme G. C. le remarque très incidemment, les travaux envisagés à Suez n'ont cependant jamais connu un début de commencement, ni au début des années 1530 (p. 49), ni même dans les années 1560, au moment du grand vizirat de Sokollu (« surveyors deemed the canal infeasible even before excavations had begun », p. 136). Il insiste pourtant lourdement sur ce projet jamais concrétisé et le lie à un autre : le creusement d'un canal à Erdilme, qui relierait le Don à la Volga. A. Bennigsen aussi bien que A. N. Kurat ont démontré de longue date que ce projet était une fausse rumeur. Un document publié par Gökbilgin démontre qu'aucune initiative n'a été jamais prise en ce sens sur le terrain<sup>12</sup>. C'est ce projet de canal – fût-il inabouti, voire jamais entamé – qui, selon l'auteur, expliquerait pourquoi Ivan IV accepta en 1570 de ne plus entraver le passage des pèlerins centrasiatiques vers La Mecque (p. 137) : une telle assertion relève du *story-telling*<sup>13</sup>. Affirmer que Sokollu « had even managed to dismantle » la Sainte-Ligue en se servant de son amitié avec le *bailo*, en toute méconnaissance de la géopolitique méditerranéenne, ne peut même pas être qualifié de surinterprétation (p. 138). Pour son « empire doux », Sokollu aurait entretenu des agents à Sind, Cambay, Dabul, Calicut. Mais nous n'en avons aucune preuve : « we may never know for sure, but the most likely seems to be yes » (p. 147). On apprend encore que le grand projet indien de Sokollu a capoté comme tant d'autres entreprises poursuivies par une même fatalité, alors que tout était prêt, à cause des intrigues du Palais qui ont provoqué l'entrée en guerre de l'Empire ottoman contre la Perse (p. 138)<sup>14</sup>.

<sup>12</sup> Alexandre BENNIGSEN, « L'expédition turque contre Astrakhan en 1569, d'après les registres des "Affaires importantes" des Archives ottomanes », *Cahiers du monde russe et soviétique* (CMRS) 8/3, 1967, p. 427-446 ; Akdes Nimet KURAT, *Türkiye ve İdil Boyu : 1569 Astarhan Seferi, Ten-İdil Kanalı ve XVI.-XVII. Yüzyıl Osmanlı-Rus Münasebetleri*, Ankara, Ankara Dil ve Tarih-Coğrafya Fakültesi Yayınları, 1966 ; Tayyib GÖKBİLGİN, « Expédition ottomane contre Astrakhan en 1569 », *CMRS* 11/1, 1970, p. 118-123.

<sup>13</sup> Si le Moscovite a facilité le pèlerinage, ce n'est pas seulement à cause des efforts de la Porte. La lecture du rapport de l'émissaire du tsar auprès de la Sublime Porte, Novosilov, aurait pu conduire G. C. à atténuer le poids politique qu'il attribue au grand vizir. La décision du tsar doit plutôt être interprétée d'une part en fonction de la configuration politique des steppes pontiques, notamment après la dévastation de Moscou par le khan de Crimée, et d'autre part en tenant compte des rapports commerciaux entre la Moscovie et l'Asie centrale : Chantal LEMERCIER-QUELQUEJAY, « Les expéditions de Devlet Girây contre Moscou en 1571 et 1572, d'après les documents des archives ottomanes », *CMRS* 13/4, 1971, p. 555-559 ; Robert Mc CHESNEY, « The Central Asian Hajj-Pilgrimage in the Time of the Early Modern Empires », in Michel MAZZAOUI (éd.), *Safavid Iran and her Neighbors*, Salt Lake City, University of Utah Press, 2003, p. 129-156. Le rapport de l'émissaire moscovite est consultable à l'adresse : [http://www.vostlit.info/Texts/Dokumenty/Turk/XVI/1560-1580/Stat\\_spis\\_1570/frameset.htm](http://www.vostlit.info/Texts/Dokumenty/Turk/XVI/1560-1580/Stat_spis_1570/frameset.htm) (consulté le 23 avr. 2012).

<sup>14</sup> Rappelons que Sinan Pacha, qui commandera l'expédition contre la Perse, nous est présenté quelques pages plus loin comme le dernier protagoniste de l'« Indian Ocean faction » (p. 156).

« L'empire doux » de Sokollu ?



Map 5.2 Sokollu Mehmed Pasha's soft empire, 1565-1579; Giancarlo Casale, 2010, *The Ottoman Age of Exploration*, p. 149. By permission of Oxford University Press Inc.

Voici nos réserves sur cette carte qui résume bien la méthodologie de l'auteur<sup>15</sup>. Si la zone grisée centrale – l'Empire ottoman *ca* 1565 – est censée représenter les territoires impériaux avant le « soft empire » de Sokollu Mehmed Pacha (1565-1579), l'inclusion de la Tunisie relève de la négligence. Le Khwarezm, Boukhara et Samarkand, ici présentés comme établissant des relations avec les Ottomans au cours des années 1565-1579, en réalité entrent en contact diplomatique avec la Porte au plus tard sous le règne de Selîm I<sup>er</sup>. L'échange de légations avec d'autres États (ici Ahmadnagar, Bijapur, Borno

<sup>15</sup> CASALE, *op. cit.*, p. 149. Une autre carte (5.1), représentant « Sokollu Mehmed Pasha's Global Vision » (p. 136), relève de la science-fiction. On y découvre différents « planned voyages », une « planned pilgrimage route », des « planned battles » putatives, ainsi que des batailles authentiques (« with date »), qui n'ont rien à voir avec les Ottomans, à l'instar de l'attaque des corsaires français contre Madère. Enfin, les Ottomans n'ont pas fait une « expedition to support Morisco revolt ». Cf., à ce sujet, Gilles VEINSTEIN, « Autour de la lettre de Selim II aux Andalous et des origines de la guerre de Chypre », in Encarnación SÁNCHEZ GARCÍA, Pablo MARTÍN ASUERO, Michele BERNARDINI (éds), *España y el Oriente islámico entre los siglos XV y XVI: Imperio Otomano, Persia y Asia central*, Istanbul, Isis, 2007, p. 271-281. On notera pour finir une erreur sur la première carte (0.1) qui sous-estime l'étendue territoriale de l'Empire en 1516 en Anatolie, ce qui renforce d'autant l'expansion imputable au XVI<sup>e</sup> siècle sur les cartes ultérieures.



[*recte* Bornu]<sup>16</sup>) ne fait pas forcément du nouvel Empire ottoman un « empire doux ». D'autre part, comment les populations ouvertement (« openly ») pro-ottomanes de l'Afrique (Mombasa et Mogadiscio) et de l'Asie sont-elles censées manifester leur sentiment ? Les sources témoignant d'une semblable perception des Ottomans ne sont pas produites par G. C.<sup>17</sup>. Enfin, le point d'interrogation porté par G. C. pour émettre un doute quant à l'effectivité d'une *khotba* récitée au nom du sultan en Chine ne constitue pas mécaniquement une démonstration de rigueur justifiant l'apposition de croissants islamiques en d'autres points de la carte. Il est bien connu que le prêche n'est récitée au nom du sultan ottoman à Fez qu'à l'été 1576<sup>18</sup>. Les autres croissants semblent devoir leur existence à la seule lettre du sultan d'Aceh implorant l'aide du sultan ottoman face aux Portugais, ainsi qu'à un ordre unique tiré du *Mühimme Defteri*, dont le contenu même est contradictoire non seulement avec la carte ici présentée, mais aussi avec un quelconque projet de califat universel<sup>19</sup>. Ne faudrait-il pas chercher des preuves plus solides, notamment épigraphiques et numismatiques ?

L'auteur écrit que « the grand vizier's most significant and lasting accomplishments came not in the military arena, but in the more mundane realms of trade, finance, and diplomacy ». Passons donc au « Sokollu's greatest single achievement » (p. 140) : la réorganisation du commerce des épices.

Les constructions du livre en matière d'histoire économique n'emportent pas la conviction. Les denrées généralement considérées dans ce type d'historiographie — par exemple,

<sup>16</sup> Il faut sans doute nuancer l'importance que l'auteur attribue aux relations entre les sultans ottomans et les *mai* bornuans, notamment la perception que ces derniers ont des prétentions ottomanes (p. 139) : cf. Dierk LANGE, *A Sudanic Chronicle: the Bornu Expeditions of Idris Alauma (1564-1576), According to the Account of Aḥmad b. Furū, Stuttgart, Franz Steiner, 1988*. En outre, il n'y a aucune mention d'une demande d'armes à feu par les émissaires d'Idris Alavama [*recte* Alauma] dans les documents publiés par Orhonlu auxquels l'auteur se réfère. De même, il est très contestable de proposer pour la provenance des armes à feu en Afrique centrale la voie tripolitaine. Sur le sujet, l'auteur omet aussi un article essentiel de Bernal G. MARTIN, « Mai Idris of Bornu and the Ottoman Turks, 1576-78 », *International Journal of Middle East Studies* III/4, 1972, p. 470-490.

<sup>17</sup> Par exemple, Luis Filipe THOMAZ, « La présence iranienne autour de l'océan Indien au XVI<sup>e</sup> siècle d'après les sources portugaises de l'époque », *Archipel* 68, 2004, p. 59-158.

<sup>18</sup> Tout au long du siècle, même à l'époque d'Abd al-Malik (1576-1578) – ce roi qui serait installé selon l'auteur par des Ottomans (p. 152) – il existe une rivalité ottomano-saadienne pour le monopole du titre califal en Afrique saharienne. Sur ce sujet, on consultera Nabile MOULINE, « Sens et puissance : l'idéologie califale du sultan Ahmad al-Mansur al-Dhahabi (1578-1603) », *Studia Islamica* 102/103, 2006, p. 91-156.

<sup>19</sup> Examinons de près cet ordre unique : « An edict to the Governor-general of Egypt : In times past, one hundred gold pieces [a year] were sent to the mosques of the twenty-seven cities located in the Indian port of Calicut for the Friday sermon. However, it has been reported that for the last few years only fifty gold pieces have been sent, and sometimes not even that amount [...] » (p. 148). D'abord, il est dit que dans une époque lointaine – peut-être avant même le mandat du grand vizir – un subside trop modeste était envoyé à ces villes et qu'il a baissé notablement, peut-être à l'époque même de Sokollu. Deuxièmement, rien ne prouve qu'après l'émission de cet ordre, ces quelques 100 pièces d'or étaient dorénavant envoyées et distribuées régulièrement dans ces villes ! (comparons ce montant modique avec les investissements de même nature d'Akbar dans la même région [p. 153]). Enfin et surtout, rien dans cet ordre du *Mühimme Defteri* ne permet d'affirmer que le prêche était récitée au nom du sultan ottoman.



les quantités de poivre et d'épices exportées — n'apparaissent pas dans le raisonnement de G. C., pas plus que les démonstrations économiques habituelles (qualité de ces produits, circuits de commercialisation) menées à l'appui de sources telles que les registres douaniers ou fiscaux, lesquelles permettent notamment d'évaluer la part des revenus douaniers par rapport aux autres types de revenus. Une démarche comparative exigerait non seulement de comparer l'activité commerciale des différentes provinces de l'Empire, mais aussi de la mettre en perspective avec celle d'autres provinces ou régions en dehors de l'espace ottoman.

L'auteur insiste sur la monopolisation du commerce des épices par Sokollu. La captation d'une ressource économique (notamment de biens de luxe) par l'administration centrale ne constitue pas un phénomène nouveau dans l'histoire de l'Empire ottoman, comme le prouve la littérature sur les *hassa tacirleri* (marchands de la cour) actifs en Europe septentrionale<sup>20</sup>. G. C., qui n'est pas un historien de l'économie, devait justifier davantage ses hypothèses. Le phénomène mériterait par conséquent une mise en perspective historique.

Venons-en à l'administration de la preuve. Outre que l'auteur a une tendance certaine à prendre les rumeurs colportées par les voyageurs occidentaux pour des témoignages fiables (p. 143), on peut surtout regretter les libertés prises avec les ordres du Divan, sources que G. C. infléchit selon son bon plaisir. L'exemple le plus frappant est sans doute un ordre tiré du *Mühimme Defteri* II (en réalité, il s'agit d'un registre de *Tahvil* mal classé) sollicité dans l'objectif de démontrer l'intérêt de Sokollu Mehmed Pacha pour le commerce des épices dès 1554.

Citons d'abord le texte original :

« *Müşārün-ileyh mektüb gönderüp bu bendeleri Yemen'de iken vilâyet-i mezbûre mahsûlinden Muştafâ ile Mışır'a kırk [dört] kîselik bahâr irsâl olunup mezkûr zîkr olunan bahârî satup kırk dört kîselik bahârdan Mehmed Paşa için sekiz yüz altun alup Âsitâneye irsâl idüp [...]* » (p. 236).

Voici la traduction proposée par l'auteur :

« Before Özdemir Pasha left Yemen, he had forty[-four] *kîselik* of spices from the annual revenues of that province sent to Egypt with [his assistant] Mustafa. He sold the above mentioned spices there [in Egypt], and from these forty-four *kîselik* of spices he sent eight hundred gold pieces to the Imperial palace for [Sokollu] Mehmed Pasha [...] » (p. 140).

Le texte ottoman laisse entendre que sur la valeur totale de 44 sacs d'épices, 800 pièces d'or sont prélevées à l'intention d'un certain Mehmed Pacha, tandis que le reste est envoyé à la Porte. L'insertion des crochets portant le surnom de Sokollu au texte est gratuite.

<sup>20</sup> Cf. notamment, Gilles VEINSTEIN, « Marchands ottomans en Pologne-Lituanie et en Moscovie sous le règne de Soliman le Magnifique », *CMRS* 35, 1994, p. 713-738. Quant aux efforts de Rüstem Pacha qui aurait voulu implanter un nouveau régime commercial en défavorisant toute exportation (!) (p. 88 et *passim*) à l'instar de sa politique en mer Noire, cf. Mihnea BERINDEI, « Les Vénitiens en mer Noire, XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles », *CMRS* XXX/3-4, 1989, p. 207-223; Anca POPESCU, « La mer Noire ottomane : *mare clausum* ? *mare apertum* ? », in Faruk BİLİCİ, Ionel CÂNDEA, Anca POPESCU (éds), *Enjeux politiques, économiques et militaires en mer Noire (XIV<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles) : études à la mémoire de Mihail Guboglu*, Braïla, éd. Istros-Musée de Braïla, 2007, p. 141-171.

G. C., soucieux de démontrer l'insertion du troisième vizir dans le commerce indien à un moment où il est l'un des commandants engagés dans l'expédition contre la Perse (1553-1555), ne voit pas que ce Mehmed Pacha est tout simplement le gouverneur d'Égypte, que l'auteur évoque lui-même dans un autre passage (p. 104). Et G. C. d'enchaîner: «The text's explicit reference to Sokollu Mehmed is therefore striking, indicating that he played a leading role in the formulation of this experimental new trade policy from the very beginning» (p. 140).

Quant à la coordination commerciale entre le golfe Persique et la mer Rouge attribuée à Sokollu Mehmed Pacha, les preuves fournies sont légères. Le récit de voyage d'un Anglais et le rapport d'un émissaire portugais suffisent à affirmer que la route de Bassora à Alep est devenue «so popular that not just merchants but even Portuguese officials began to prefer it for their most urgent correspondence» (p. 143). L'insécurité qui affecte la région, du fait des révoltes à Bassora et dans le Croissant fertile (notamment celle d'Abu Riş entre 1571-1578), mais aussi de la guerre ottomano-persane qui a commencé en 1578, n'est pas prise en considération. L'auteur se réfère à un livre de Cengiz Orhonlu pour écrire que «To facilitate this traffic, roads, port facilities, and caravanserais along the way were improved and expanded, ensuring that the journey was fast, safe, and comfortable» (p. 143). Or le propos d'Orhonlu dans l'ouvrage consulté ne porte que sur les éléments de construction de bateaux naviguant sur l'Euphrate (de surcroît, aux XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) et sur la terminologie de ces bateaux.

### Dépasser l'eurocentrisme ?

Peut-être est-il temps, au terme de cette recension critique, de proposer notre point de vue sur la politique ottomane dans l'océan Indien au XVI<sup>e</sup> siècle, qui est en phase avec les conclusions de Svat Soucek et de Gilles Veinstein : après les conquêtes de Selîm I<sup>er</sup>, dans les premières décennies du règne de Süleymân (qui ajoute la prestigieuse capitale abbasside au territoire ottoman), les Ottomans deviennent un acteur important dans cet espace géopolitique. L'intérêt politique (et religieux) de l'expansion ottomane au Proche-Orient et aux rivages occidentaux de l'océan Indien était bien évidemment parallèle à des visées d'expansion économique que les conquêtes ont presque automatiquement entraînés. Si les sultans ottomans ont cherché à être les seuls chefs du monde musulman traditionnel, chefs politiques, chefs religieux par la suite, c'était aussi pour détenir les clés du commerce entre l'Asie et l'Europe en devenant les maîtres des passages terrestres de la mer Rouge et du golfe Persique au Moyen Orient et à la mer Méditerranée. Pour diriger l'activité commerciale, les Ottomans ont repris à leur compte les réglementations locales, notamment dans les échelles. Ce qui rappelle sans doute le premier élan de l'avancée ottomane dans les Balkans. Pour ne pas créer une situation instable, les gouverneurs ottomans ont imposé des droits de douane et des taxes sur les marchandises d'importation et d'exportation, droits et taxes qui existaient du temps de leurs prédécesseurs. Quelques aménagements éventuels ont été apportés, mais dans l'ensemble on peut dire que les modifications sont rares et minimes<sup>21</sup>. Dans ces pays passés sous contrôle et administration des Ottomans, les commerçants et les négociants locaux (arabes, arméniens, juifs, persans et grecs) ont continué leur négoce, en particulier avec l'Asie, à partir de Suez et plus tard à partir de Bassora.

<sup>21</sup> Jean SAUVAGET, Robert MANTRAN, *Règlements fiscaux ottomans : les provinces syriennes*, Damas, Institut français d'études arabes de Damas, 1951.

Mais après la mort d'Ibrahîm Pacha (1536), la Porte mène une politique de moins en moins expansionniste qui aboutit, dans les années 1550, à la « rigidification » des frontières de l'Empire en Europe centrale (face aux Habsbourg), en Anatolie orientale (face aux Safavides) et même en Méditerranée<sup>22</sup>. Ce phénomène traduit, chez les Ottomans, une stratégie plus réaliste du ciblage des champs d'intervention. La flotte de Piri Reis, partie de Suez en 1552, est dispersée par les Portugais à l'entrée du golfe Persique. Celle de Seydi Ali, qui quitte Bassora en 1554, est écrasée devant Mascate. Ces défaites marquent la fin des grandes expéditions navales ottomanes dans l'océan Indien. Les galères du sultan d'Istanbul ne sont parvenues ni à faire sauter le verrou portugais d'Ormuz, ni à prendre pied en Inde, ni même à dominer entièrement le Golfe. Dorénavant, la flotte ottomane s'investira uniquement en Méditerranée.

C'est dans cette perspective que nous interprétons la prise en compte croissante dans les sources des distances géographiques – qui de plus en plus, entrent en ligne de compte dans la décision d'une opération militaire, comme l'illustre l'usage fréquent du terme « grandes distances » (*baid mesafe*) à propos des investissements dans les géographies lointaines dans le langage administratif ottoman<sup>23</sup>. Il est bien clair que l'espace indien n'échappe pas à cette évolution stratégique de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, ce dont témoigne la relégation relative de cette région au sein de la configuration impériale ottomane<sup>24</sup>. Les ordres sont rares, les investissements aussi ; la priorité est donnée notamment à l'administration efficace des Lieux saints : ce qui ne reflète pas nécessairement une vision panislamiste. Remarquons enfin que le califat n'a pas la même valeur conceptuelle qu'à l'époque des Abbasides ou plus tard, à partir du XIX<sup>e</sup> siècle. L'usage gratuit et très fréquent de cette notion tout au long de ce texte constitue sans doute un grand anachronisme pour le XVI<sup>e</sup> siècle<sup>25</sup>.

<sup>22</sup> Gábor ÁGOSTON, « Empires and Warfare in East-Central Europe, 1550-1750: the Ottoman-Habsburg Rivalry and Military Transformation », in Frank TALLETT, David J. B. TRIM (éds), *European Warfare, 1350-1750*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 110-134 ; Mikheil SVANIDZE, « The Amasya Peace Treaty between the Ottoman Empire and Iran (June 1st, 1555) and Georgia », *Bulletin of the Georgian National Academy of Sciences* III/1, 2009, p. 191-196 ; Maria Pia PEDANI, « Beyond the Frontier: the Ottoman-Venetian Border in the Adriatic Context from the Sixteenth to the Eighteenth Centuries », in Almut BUES (éd.), *Zones of Fracture in Modern Europe: the Baltic Countries, the Balkans and Northern Italy*, Wiesbaden, Harrassowitz, 2005, p. 45-60.

<sup>23</sup> Selîm II utilise ces mots à propos d'une demande de Charles IX pour faire une expédition navale franco-ottomane en Méditerranée occidentale : *Mühimme Defteri* XIX, n° 713. La passivité ottomane devant la conquête de Kazan par Ivan IV est aussi justifiée par les « grandes distances » : cf. Alexandre BENNIGSEN, Chantal LEMERCIER-QUELQUEJAY, « La grande horde Nogay et le problème des communications entre l'Empire ottoman et l'Asie centrale en 1552-1556 », *Turcica* VIII/2, 1976, p. 203-236. À propos des demandes des principautés caspiennes et des causes du rejet ottoman, cf. Bekir KÛTÜKOĞLU, *Osmanlı-İran Siyasî Münasebetleri (1578-1612)*, Istanbul, İstanbul Fethi Cemiyeti Yay., 1993, p. 198 sqq. Pour une illustration des périmètres d'action ottomane : Rhoads MURPHEY, *The Ottoman Warfare, 1500-1700*, Londres, Blackwell, 1999, p. xiv.

<sup>24</sup> Déjà au XVIII<sup>e</sup> siècle, Ahmed Resmî Efendi donnait la politique indienne de Süleymân comme l'exemple des politiques ambitieuses futiles : cf. Virginia AKSAN, *An Ottoman Statesman in War and Peace: Ahmed Resmi Efendi, 1700-1783*, Leyde, Brill, 1993, p. 197.

<sup>25</sup> Gilles VEINSTEIN, « Portugais et Ottomans au XVI<sup>e</sup> siècle », *art. cit.*, p. 236.

Les assertions de G. C. à propos d'une domination ottomane dans l'espace indien ne sont pas convaincantes, car souvent fondées sur des preuves controuvées; on rencontre d'ailleurs d'autres erreurs et contradictions manifestes à l'intérieur du livre. Ce qui rend d'autant plus gênant le style hyperbolique qui imprègne la phrase conclusive de l'ouvrage : « the Ottomans were among the most direct beneficiaries of this expansion, and in the end were victims of only one thing : their own success » (p. 203). Concédon's à l'auteur le souci de remettre en cause la vision européo-centrée qui a sans doute conduit les historiens à sous-estimer le rôle de l'Empire ottoman dans la reconfiguration politique de l'espace indien au XVI<sup>e</sup> siècle. Or remplacer cette vision par un ottomanocentrisme forcené ne constitue pas la panacée attendue. Pour rendre compte des actions de l'émir d'Aden qui aurait « stubbornly refused » l'accès du Yémen aux *Rûmî* (p. 44) et qui aurait « scandalously » traité avec les Portugais (p. 48) ou encore pour expliquer la « treacherous battle-field defection » de Bayram (p. 55), sans doute faudrait-il un cadre d'explication plus large que celui apporté par la seule perspective de la Porte. C'est seulement à ce prix-là que l'on s'épargnera des jugements de valeur tels que celui qui conduit G. C. à écrire que le Yémen « sinks back in anarchy » après une première tentative échouée des corsaires *rûmî* de s'installer dans la région (p. 45).

Plus grave : en dépit d'une profession de foi contraire, on ne peut que constater que l'auteur reconduit formellement les catégories routinières à l'aune desquelles se mesure et s'écrit l'histoire de la domination européenne à l'époque moderne. Pour G. C., il s'agit de démontrer que l'Empire ottoman *aussi* a eu ses « grandes découvertes », ce qui le conduit à transférer dans une autre aire culturelle toute une dramaturgie narrative peuplée d'habiles diplomates, de marins au long cours, de grands commerçants, voire d'un sultan « navigateur » (p. 13-33). Le « panislamisme » de Sokollu, en soi parfaitement anachronique, rappelle étrangement l'esprit missionnaire qui anime les propagandistes européens de la foi chrétienne dispersés à travers l'Afrique et l'Asie. En reconduisant des schèmes historiographiques conçus *ex post* par l'historiographie moderne des grandes découvertes, il est permis de se demander si l'auteur ne reste pas enfermé dans une *épistémè* qu'il s'applique à déconstruire.

Güneş İŞIKSEL

Eric R. DURSTELER, *Renegade Women : Gender, Identity, and Boundaries in the Early Modern Mediterranean*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2011, 222 p.

*Renegade Women* est un livre atypique sur bien des aspects : il a la souplesse et la facilité de lecture d'un roman tout en gardant la rigueur scientifique. S'il est rare d'entreprendre les deux, il est encore plus rare d'y parvenir avec succès. Aussi faut-il peut-être commencer par en féliciter E. R. D. De quoi parle le livre ? Il est moins facile de répondre à cette question qu'il n'y paraît, tant les thèmes abordés sont multiples et croisés, ce qui fait, à notre sens, l'un des principaux intérêts de l'ouvrage. Ainsi que son titre l'indique, *Renegade Women* dresse le récit de la vie, ou plus précisément des événements qui ont pu être reconstitués de la vie de femmes à l'époque moderne. L'histoire des quatre principales protagonistes se concentre en fait sur une courte période historique : la fin du XVI<sup>e</sup> et la

première moitié du xvii<sup>e</sup> siècle. Cette caractéristique temporelle présente des avantages : la période montre en effet une certaine homogénéité qui favorise une continuité et une régularité dans le récit.

Ces femmes sont présentées d'entrée de jeu comme des renégates. C'est en effet leur spécificité, le lien qui unit ces histoires les unes aux autres. Ou du moins est-ce l'une des manières de voir les choses. À notre avis, l'élément commun entre chacune de ces femmes n'est pas tant la conversion que l'expérience d'une situation familiale tourmentée. Confrontées à une expérience conjugale négative, ces femmes choisissent de se rebeller, selon un des seuls cadres qui, dans le contexte socioreligieux de l'époque (qu'il soit musulman ou chrétien), leur soient possibles : la conversion à une autre religion. Il nous semble que le mérite de l'auteur réside dans le fait d'avoir mis en perspective ces deux aspects et la logique qui les unissait : la conversion n'est pas le moteur mais le moyen élaboré par ces femmes pour s'affranchir de situations conjugales indésirables. Non pas que la conversion n'existe pas en dehors de ce schéma, ni même que ces femmes n'aient pas réellement aspiré à leur conversion ; mais les élans religieux n'apparaissent pas comme l'unique perspective selon laquelle aborder ces expériences, du moins au vu des exemples présentés par l'auteur.

*Renegade Women* aborde encore une autre thématique : celle de la frontière. Où se plaçait la frontière entre l'Empire ottoman et la République de Venise ? À quelles réalités renvoyait-elle ? De toute évidence, il ne faut pas concevoir la frontière à l'époque moderne comme un espace bien défini et démarqué. D'ailleurs, la frontière était-elle une zone de séparation ou plutôt un espace de contact privilégié ? Ce sont toutes ces questions fondamentales que les récits de vie de ces femmes mettent en exergue. Ils illustrent la perméabilité de la frontière : perméabilité des influences culturelles, mais aussi des réseaux de contact et des mobilités individuelles. Les femmes comme les hommes qui se manifestent tout au long du livre révèlent, de façon parfois surprenante, la facilité des contacts et des passages entre les deux côtés de la frontière. C'est ainsi tout un réseau transfrontalier, transculturel et transétatique que l'auteur met à jour. Les protagonistes passent sans difficulté d'un État à un autre, font appel à des soutiens disséminés des deux côtés de la frontière. Ainsi Elena Civalelli (devenue sœur Deodata), née à Zara (auj. en Croatie) où elle résidait avec ses parents, avant que ceux-ci n'émigrent (dans des circonstances complexes) à Istanbul, où se trouvait déjà son oncle : là voilà qui se retrouve bientôt à Venise, courtisée par Stefan Bogdan, prétendant au voïvodat de Moldavie...

Finalement, la Méditerranée apparaît elle-même comme l'un des sujets d'étude du livre. Une Méditerranée non plus divisée et déchirée entre plusieurs prétendants pour sa suprématie, une Méditerranée qui ne serait plus perçue par petits bouts, selon les découpages étatiques, régionaux ou même religieux, mais au contraire présentée comme un ensemble cohérent, dont chaque partie serait intimement liée aux autres. De fait, E. R. D. réussit à montrer l'imbrication des réseaux de communication, commerciaux, politiques, diplomatiques et surtout – l'un des aspects sur lesquels il insiste particulièrement – culturels. Cependant, une critique pourrait lui être formulée : malgré ses intentions et prétentions à parler de l'ensemble de la Méditerranée comme un tout, force est de constater qu'il est surtout question de la Méditerranée orientale. Et encore, cette Méditerranée orientale n'est-elle pas complète : son pourtour sud est passé sous silence. L'auteur ne disposait peut-être pas du matériel adéquat pour traiter de ces espaces...

Le livre se structure de la sorte : la première partie retrace les péripéties de Beatrice Michiel, issue d'une famille de l'élite vénitienne. Dans l'intention d'échapper à son (second) mariage qui battait de l'aile, Beatrice choisit d'aller rejoindre son frère à Istanbul. Celui-ci se trouve être Gazanfer Aga qui, fait prisonnier au cours d'un voyage en mer lorsqu'il était enfant, était entré dans la maison du prince Selim et avait choisi de devenir eunuque afin de conserver sa proximité, source de pouvoir, avec celui-ci. Gazanfer n'est pas un inconnu des historiens : il compte en réalité parmi les personnages extrêmement puissants sous le règne de Selim II, puis encore sous celui de Murad III et jusque sous celui de Mehmed III. Pour se libérer définitivement de son mari, Beatrice a une possibilité : la conversion (sous le nom de Fatima). Cette conversion se révèle une aubaine : Fatima entre rapidement en contact avec les femmes du harem et épouse un des protégés de son frère, Ali Aga, dont la carrière bénéficiera de ce mariage. Autant de connexions qui lui permettent de jouer un rôle important, pendant de longues années, dans la capitale ottomane, jusqu'à l'exécution de son frère.

Le deuxième chapitre relate la vie de deux jeunes filles, Elena Civalelli et Catterina Satorović, dont les expériences se révèlent similaires. Toutes deux sont confrontées à la volonté parentale de leur imposer un mari contre leur avis. Toutes deux trouvent alors refuge dans la religion (chrétienne en l'occurrence) sous la protection de Venise, prise à partie entre des enjeux divergents. Les difficultés internationales que soulèvent la présence de ces filles à Venise et la protection qui leur est accordée embarrassent la République dans ses relations avec l'Empire ottoman ; mais l'enjeu moral et religieux lui interdit de leur retirer sa protection. Si les affaires sont amenées à prendre un tour politique, elles demeurent l'expression de conflits familiaux et révèlent les limites de la puissance paternelle prônée par ces sociétés méditerranéennes modernes.

Le troisième et dernier chapitre illustre les stratégies d'une mère (Maria Gozzadini) pour conserver la cohésion de sa famille, soit entre elle et ses trois filles (Aissè, Eminè et Catigè). L'aînée s'était vu marier au cadî local, sans que le mariage ait été encore consommé. La situation religieuse de la famille est complexe : musulmanes, elles se présentent comme chrétiennes dans l'âme, n'aspirant qu'à pouvoir pratiquer leur religion pleinement. C'est du moins l'argument formulé pour justifier leur fuite loin de chez elles, sous l'impulsion de la mère. L'affaire met en valeur les difficultés que soulève un tel événement, tant sur le plan diplomatique (l'époux abandonné menace de porter l'affaire en haut lieu) qu'au niveau du droit. Car, de fait, deux conceptions du droit s'opposent et il revient au nouveau baile vénitien, Alvise Contarini, de naviguer entre les deux pour parvenir à une résolution pacifique et privée du conflit.

Pour finir, insistons sur la performance de E. R. D. : ces récits de vies tout à la fois communes et exceptionnelles sont admirablement mis en couleur grâce à une mise en contexte fouillée. Le lecteur perçoit ainsi aisément l'ensemble des réseaux d'interdépendances dans lesquels ces vies s'inscrivent : ceux connus des protagonistes aussi bien que ceux qui les dépassent. Cette qualité, et toutes celles mentionnées précédemment, compensent une certaine tendance à l'extrapolation lorsque l'auteur nous fournit l'explication des motivations personnelles des divers protagonistes, dont il n'est pas toujours très clair si elle se fonde sur des déclarations des intéressé(e)s ou si elle est de son fait.

Michel FONTENAY, *La Méditerranée entre la Croix et le Croissant : navigation, commerce, course et piraterie (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Éditions Classiques Garnier, 2010, 425 p.

Ainsi qu'il le rapporte dans l'introduction de ce volume, M. F. s'est intéressé à l'histoire rurale avant de découvrir bientôt la Méditerranée, puis la riche documentation maltaise. C'est ainsi qu'il devint le grand spécialiste de Malte et de la course chrétienne en Méditerranée aux XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles. Au long des décennies, à l'occasion de congrès et colloques, dans des articles savants, il a présenté le fruit de ses patientes recherches dans de nombreux fonds d'archives, de ses abondantes lectures et de réflexions marquées par un goût de la synthèse toujours fondée sur une grande attention aux détails et aux *realia*. Faute d'un grand livre, c'est donc une œuvre très dispersée que la sienne, dans des publications parfois un peu confidentielles. Il faut donc se féliciter que paraisse aujourd'hui un volume rassemblant certains de ses travaux.

Le livre a une cohérence thématique. Pour reprendre la présentation de l'auteur lui-même, il s'agit d'études sur diverses formes de l'échange entre l'Orient et l'Occident méditerranéen, autour de cinq thèmes principaux : la navigation, le commerce, la croisade, la piraterie et l'esclavage. Un autre thème récurrent, lié aux précédents, serait celui de la montée en puissance en Méditerranée des Nord-occidentaux au détriment des Latins et des musulmans. L'ensemble comporte neuf chapitres répartis en deux parties : « La Méditerranée entre Orient et Occident » (ch. 1 à 4) ; « Entre la Croix et le Croissant : le *corso* méditerranéen » (ch. 5 à 9).

Le premier chapitre (« La Méditerranée des temps modernes : les étapes d'une marginalisation », p. 23-92) est la version française d'un texte paru en 1988. Dans ce vaste tableau braudélien, M. F. relativise l'impact du détournement de la route des Indes et celui de l'afflux des métaux précieux américains et souligne la prospérité méditerranéenne du XVI<sup>e</sup> siècle, pour constater à partir de la fin de ce siècle un phénomène de paupérisation, contemporain de l'explosion de la course. Les causes de la crise du XVII<sup>e</sup> siècle seront à chercher dans un déclin démographique et dans un transfert de l'hégémonie économique vers le nord (Anglais, Hollandais, Français dans une certaine mesure), qui rendra difficile aux Méditerranéens de profiter du rebond du XVIII<sup>e</sup> siècle. Bref, la Méditerranée, d'abord centre d'une économie-monde, avait subi une lente mais sûre périphérisation, avec un Orient musulman de plus en plus à la traîne. Au demeurant, l'auteur nous rappelle qu'avant la révolution industrielle, rien n'était joué. Ajoutons que les ottomanistes ont aujourd'hui une vision moins pessimiste des performances ottomanes au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Les chapitres 2 et 3 sont liés. Le premier (« Naviguer en Méditerranée au XVI<sup>e</sup> siècle : le témoignage d'un pèlerin lorrain en 1531 », p. 93-118), à l'origine contribution à un colloque en 2001, parle peu du pèlerinage de Dom Loupvent, mais fournit un exposé très clair, complet, détaillé, technique mais abordable, des conditions de la navigation en Méditerranée au XVI<sup>e</sup> siècle. Le second (« Du pèlerinage au tourisme : le voyage au Levant du sieur de Villamont (1589-1590) », p. 119-149) traite du même sujet soixante ans plus tard, mais plus que la navigation, il aborde les conditions du voyage, à travers l'analyse des pérégrinations et du récit d'un gentilhomme breton curieux de tout, pour lequel M. F. montre une sympathie que le lecteur se sent tout prêt à partager. Sans négliger les autres aspects du voyage qui tient plus du tourisme que du pèlerinage (malgré la sincère piété de Villamont), l'auteur, toujours intéressé par les rapports entre Occident et Orient, accorde



une attention particulière à la façon dont son auteur aborde le monde musulman, et conclut : « Il incarne parfaitement cette attention passionnée que l'Occident des premiers siècles de la modernité porte à l'Orient, un orient qui est celui des origines religieuses mais qu'il découvre aussi comme un monde en soi, dont la connaissance vaut d'être vécue comme un enrichissement ». Signalons en passant ce passage où Villamont, pour s'attirer – avec succès – les bonnes grâces de ses compagnons de voyage, leur dit : *Franko Turki gardac (Frenk Türki kardeş)* : rares sont les cas où l'on peut mesurer l'effet dans la vie quotidienne, et en dehors des rapports politiques ou marchands, de la politique d'entente franco-ottomane.

Le quatrième chapitre (« Le commerce des Occidentaux dans les échelles du Levant au XVII<sup>e</sup> siècle », p. 151-208), qui reprend une communication de 2006 en y intégrant un texte de 1994, revient de façon plus ciblée sur la thématique du premier chapitre. M. F. brosse un tableau des évolutions du commerce au Levant, où les Vénitiens voient apparaître de nouveaux partenaires : Marseillais apportant le numéraire gagné dans leur commerce avec l'Espagne avant de devoir s'effacer en raison du conflit franco-espagnol puis se réimplanter grâce aux draperies du Languedoc, quand Louis XIV réinstaura une diplomatie conciliante à l'égard de la Porte ; Anglais exportateurs de draps, d'étain et de plomb ; Hollandais vendeurs d'épices et de numéraire acquis par leurs ventes en Espagne... Vient ensuite une étude plus personnelle et pointue, fondée sur l'analyse du rapport rédigé par Étienne Gravier d'Orvières à l'issue de deux missions dans les échelles du Levant en 1686 et 1687, à un moment où la guerre de Morée handicape les Vénitiens au profit des « Francs » provençaux ou nordiques. L'auteur constate d'abord une permanence dans les échanges entre Occident et Orient : commerce concentré dans quelques échelles mais de faible volume ; important en volume ; globalement déficitaire pour les Occidentaux. En revanche de profonds changements ont eu lieu : le commerce de transit n'a plus qu'un second rôle, les Occidentaux achetant surtout des produits locaux (principalement des matières premières pour l'industrie textile) et vendant en échange du plomb, de l'étain des épices, certes, mais surtout des produits manufacturés : verrerie et soierie de luxe vénitiennes, mais surtout draps de laine. Le Levant devient donc un marché d'exportation pour les Occidentaux qui écoulent les produits de leur pré-industrialisation. Quant au numéraire, marchandise comme une autre d'ailleurs, il pouvait offrir d'intéressants gains de change. Enfin M. F. parvient à la conclusion que si les Britanniques dominent en effet le marché, ce sont les Français qui viennent derrière et non les Hollandais comme on l'a écrit. « En somme, conclut-il, les échelles ne sont plus le lieu d'un échange est-ouest fondé sur des besoins et une complémentarité réciproques, mais un creuset où s'expérimente l'exploitation du Proche-Orient et de ses ressources par l'Occident. Progressivement intégré dans le système de division internationale du travail qui s'est instauré au bénéfice de l'Europe du Nord-ouest, l'Empire ottoman commence à voir fonctionner à son détriment les règles de l'échange inégal ». Au demeurant, conscient du caractère schématique de pareille conclusion, l'auteur s'empresse d'ajouter que rien n'est joué et que, du reste, les importations d'Occident sont une goutte d'eau dans la masse de la production locale.

La seconde partie du livre est inaugurée par un cinquième chapitre (« Course et piraterie méditerranéennes de la fin du Moyen Âge au début du XIX<sup>e</sup> siècle », p. 211-275) qui reprend le rapport présenté par M. F. et Alberto Tenenti à San Francisco au XIII<sup>e</sup> congrès d'histoire maritime en 1975. Ce texte majeur fut souvent cité, quoique pratiquement introuvable, puisqu'il n'en circula longtemps qu'une copie dactylographiée avant sa



publication en 2006 dans la *Revue d'histoire maritime*. Il a inévitablement un peu vieilli, mais l'auteur, par fidélité envers A. Tenenti décédé entretemps, a choisi de le republier tel quel, quitte à fournir une utile bibliographie complémentaire.

C'est dans cet article que fut élaboré le concept de *corso*, compromis typiquement méditerranéen entre la piraterie et la course. Comme la première, le *corso*, prolongement de la guerre sans fin entre la Croix et le Croissant, est perpétuel, n'admettant pas la trêve, et total et universel, supportant mal la notion de neutralité. Cependant la raison d'être religieuse de cette activité faisait que pour les contemporains, il ne s'agissait pas de piraterie, mais d'une pratique intégrée aux mœurs et qui ne choquait pas les consciences. Ce concept, qui nourrit toute la réflexion de M. F. sur la course, est assurément fondamental pour comprendre ce qui se passait en Méditerranée. Sans le remettre en cause, il me semble néanmoins que l'on peut y voir pour une part une création de laboratoire. Du reste, l'auteur est le premier à rappeler que la frontière est mince entre *corso* et piraterie, mais aussi que des trêves existaient bel et bien et que certains États, comme la France ou Venise, ont connu de longues périodes d'entente avec l'Empire ottoman, pendant lesquelles les ressortissants des deux parties devaient se sentir à l'abri des corsaires, les États pouvant même collaborer dans la répression. Officiellement tout au moins, le *corso* devenait alors simple piraterie.

M. F. fournit ensuite un inventaire des principaux foyers de la course, particulièrement bien informé pour la partie occidentale. Vient ensuite une analyse des trois principales phases historiques : une phase de transition jusqu'à la guerre d'Eubée ; une phase plus courte d'affrontement direct entre la Croix (l'Espagne) et le Croissant (la Porte) jusqu'aux lendemains de la bataille de Lépante (1571), période où la course s'inscrit dans la continuité de ce combat et dévaste surtout les îles et rivages ; enfin, les deux grands adversaires renonçant à s'affronter, une période où le *corso* prend une importance considérable, d'autant que l'arrivée des Nordiques et de leurs bateaux ronds (*berton*) dans les régences d'Afrique du Nord change la donne. Après une apogée dans les années 1600-1620, le *corso* se maintient jusqu'au dernier tiers du XVII<sup>e</sup> siècle et ne disparaît vraiment qu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Suit un exposé sur les modalités du *corso* : aspects techniques concernant les bateaux et leur évolution ; aspects économiques, passage dans lequel l'auteur insiste sur le fait que le *corso* est lié aux villes et aux structures du capitalisme préindustriel. On n'a pas de place ici pour résumer les très utiles indications sur les différents types de financement, la question de l'approvisionnement, ou celle, fondamentale, du marché des prises, qui exige tout un monde de receleurs et intermédiaires (songeons au rôle de Livourne), quand on ne pratique pas la rançon sur place ou un racket préventif (imposé par exemple aux Grecs des îles). Enfin quelques paragraphes sont consacrés aux aspects sociaux du monde du *corso*, son cosmopolitisme, sa bigarrure sociale, sa marginalité, non sans rappeler qu'il y a cependant des phénomènes de récupération par la société locale. Reste la question de la signification du *corso*. L'idéal de guerre sainte était certainement vivant chez la plupart des acteurs. Il ne s'en agissait pas moins, avant tout, de s'enrichir, ce qui implique d'une part la présence de richesses à piller (donc un commerce actif), d'autre part des laissés pour compte naturellement portés à devenir prédateurs. Quant à l'impact de la course, M. F. et A. Tenenti se montraient – position alors novatrice – réservés : les conséquences économiques à moyen et long terme ne devaient pas être surestimées ; l'impact psychologique en revanche fut lourd et durable. Quant aux vrais bénéficiaires, ce furent, par un apparent paradoxe, les grandes puissances marchandes d'Europe, qui

pratiquaient (à Gênes, à Livourne ou à Marseille) le recel des prises, récupéraient le numéraire des pirates en leur vendant leurs produits manufacturés, s'attribuaient enfin le monopole de fait du commerce au long cours par leur capacité à protéger leur marine marchande mieux que de plus petites puissances.

Les études qui suivent sont toutes des approfondissements des pistes dégagées par cet article fondateur. Tel est le cas du chapitre 6 (« *Le corso* dans l'économie portuaire : l'exemple de Malte et des ports barbaresques », p. 277-317), dont la première publication est de 1988. L'auteur s'y demande dans quelle mesure le *corso* était pourvoyeur d'emplois. De savants calculs l'amènent à déterminer qu'à Malte, en 1590, environ 10 % de la population mâle de plus de quinze ans était employée en mer dans le *corso*, environ 25 % dans la seconde moitié du siècle, sans qu'il soit toujours possible de faire la part des indigènes. Ceux-ci, plutôt terriens, n'étaient pas des marins qualifiés, mais leur proportion augmenta régulièrement, pour devenir notable au XVIII<sup>e</sup> siècle. À Alger, en revanche, où cette part pourrait avoir été d'un quart en 1581, elle avait décliné à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (du fait en partie de l'introduction des *berton*). Du reste, comme à Malte, nombre de ces emplois échappaient aux locaux, au profit des « Turcs » et des « renégats » venus de l'Europe pauvre (Corse, Sardaigne, Calabre...). Quant aux activités induites, les constructions navales avaient peu d'incidence (faible activité à Malte, emploi servile à Alger) ; l'armement, l'approvisionnement, l'équipement, très tributaires des importations, semblent également avoir peu servi les industries locales. En revanche, le *corso* a pu profiter au négoce (import-export, flottilles de ravitaillement...) et, à Malte, au secteur tertiaire (quarantaine, professions juridiques travaillant au tribunal des Armements). Quant au bilan des prises, il est médiocre comparé au chiffre d'affaires des grands ports de commerce, mais sans doute non négligeable dans l'économie d'Alger ou de Malte (où son partage permet d'entretenir beaucoup de monde). Bref, le *corso* a attiré des aventuriers propres à dynamiser l'activité, a provoqué une croissance de la circulation du numéraire, favorisé une certaine accumulation du capital. Il a permis la « fortune » d'Alger, relancé l'échelle de Tunis ; Malte n'existerait pas sans son port, qui n'a pu se développer que grâce à l'ordre de Saint-Jean et au *corso*.

Le chapitre 7 (« Retour sur le corso : course ou piraterie ? », p. 319-356) regroupe trois textes : un article sur les Barbaresques pour un dictionnaire de l'Ancien Régime sous la direction de Lucien Bély ; le texte français d'une communication publiée en espagnol en 2009, faisant un parallèle entre Malte et Alger ; enfin une contribution à un colloque tenu à Saint-Vaast-la-Hougue, sur le vaisseau de ligne. La comparaison entre Malte et Alger (p. 324-339) reprend les grands thèmes développés ailleurs par M. F., avec une insistance particulière sur le fait que la course, plus encore qu'un moyen d'existence, était une raison d'être : à Alger elle était le ciment du groupe social des corsaires, justification de la domination du pouvoir sur les indigènes, garantie d'autonomie par rapport à la Porte ; à Malte, elle légitimait l'Ordre dans sa souveraineté sur l'île, assurait son indépendance face au pape et à son suzerain (le roi de Sicile) et – c'était déjà le cas à Rhodes – justifiait la rente que les chevaliers touchaient en Europe. Mais l'auteur rappelle à juste titre qu'à Alger, le bénéfice économique du *corso* était plus essentiel, qu'il finit par se développer une économie de la rançon, puis que quand les prises baissèrent, on en vint à « vendre de la sécurité », racket sur les puissances commerciales compensant la perte du butin. Du reste, quand ils en trouvaient la possibilité, les Barbaresques préféraient se livrer au commerce : le *corso* était donc bien une activité de gagne-petit, pis-aller moins dicté par la foi que par

la nécessité. Le dernier texte (« Piraterie, course et vaisseau de ligne », p. 340-356) de ce chapitre est comparatif également, mais d'un autre point de vue. Après une comparaison du *corso* méditerranéen à la flibuste des Caraïbes, M. F. s'attache à définir les particularités du bateau de course. Le but étant le seul butin, il s'agit d'éviter les vaisseaux de ligne et de n'attaquer que les bateaux marchands, non pour les couler, mais pour s'en emparer. D'où un portrait-type du navire corsaire, que confirme un tour d'horizon des marines de course : rapide par ses formes et sa légèreté, privilégiant l'abordage au duel d'artillerie et privilégiant donc moins l'importance de l'artillerie que celle de l'équipage, lequel est généralement surabondant. Le bateau corsaire est donc aux antipodes du vaisseau de ligne de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Cependant, dans une phase intermédiaire, la course a largement profité des premiers avatars du bateau rond, navires plus fins, dotés d'une voilure complexe et donc plus maniables. L'introduction en Afrique du Nord du vaisseau nordique de petit tonnage, qui pouvait naviguer par tous les temps, permit une efficace division du travail : été et espace proche pour les bateaux à rame, hiver et expéditions lointaines pour les bateaux à voile. À terme, les puissants vaisseaux des flottes des grandes puissances allaient mettre leurs marines de commerce à l'abri. Mais dans un premier temps, l'introduction du vaisseau rond nordique fut favorable aux prédateurs. L'article s'achève par un aperçu sur la course malouine où, *mutatis mutandis*, l'évolution fut comparable.

Le chapitre 8 (« L'Empire ottoman et le risque corsaire au XVII<sup>e</sup> siècle », p. 357-390), texte d'une communication présentée à Athènes en 1983, est sans doute le mieux connu des ottomanistes. Considérant que l'ottomanisation économique de la Méditerranée s'estompe au XVII<sup>e</sup> siècle, l'auteur en voit une cause majeure dans le développement du *corso*, dont il montre l'incontestable explosion dans les eaux ottomanes, avant que la France n'y mette bon ordre à la fin du siècle afin d'améliorer ses relations diplomatiques et commerciales avec la Porte. Se fondant notamment sur les archives maltaises, M. F. dresse un tableau très éclairant et vivant de la géographie de la course occidentale au Levant, concentrée sur un certain nombre de nœuds des grandes routes de commerce où se font les grosses prises ; les corsaires hivernent dans les Cyclades, domaine du petit brigandage qui ne laisse guère de trace dans les archives, exploitent les insulaires (qui au demeurant peuvent à l'occasion tirer aussi profit de la course et du recel des prises). Avec sagesse, l'auteur se refuse à évaluer précisément l'impact démographique de la course, tout en l'estimant médiocre. Les conséquences économiques et financières lui semblent plus sérieuses. Mais c'est surtout la mise en cause du pouvoir ottoman incapable de protéger ses ressortissants qui lui paraît être le principal impact du *corso*, bien qu'il note les doutes sur ce point des Vénitiens de l'époque. Il souligne le maintien archaïque de la galère désormais mal adaptée au contrôle des eaux, suggère un abandon des ambitions navales ottomanes au profit d'autres domaines. Assurément, les attaques contre la caravane d'Alexandrie et le succès des bâtiments français caravaneurs confortent le sentiment d'une certaine impuissance de la flotte ottomane. Il me semble néanmoins que M. F., sans l'ignorer, sous-estime peut-être les conséquences de la longue guerre de Crète et les efforts sans cesse renouvelés de la Porte, récemment mis en valeur par Daniel Panzac, pour se doter d'une marine moderne.

Le neuvième et dernier chapitre (« Interlope et violence maritime : les eaux grecques au XVII<sup>e</sup> siècle », p. 391-406), texte d'une communication présentée à Palma de Majorque en 1989, reprend ces thèmes en se concentrant sur le cas des eaux grecques, traversées par un trafic majeur, habitées par une population à cheval entre les mondes occidental et

oriental, offrant un milieu géographique favorable à la navigation et aux échanges discrets : bref l'univers rêvé pour la course (sur laquelle je ne reviendrai pas) et le trafic interlope visant à frauder le fisc, mais aussi à exporter des denrées normalement protégées (les grains au premier chef). Les premiers bénéficiaires de cette situation – c'est là un point dont il a déjà été question précédemment – sont les Occidentaux qui ont accepté de payer le prix de leur sécurité et ont conjugué interlope et effets du *corso* pour s'imposer sur les marchés du Levant au détriment des Latins. Mais l'auteur ne manque pas de rappeler que l'Empire ottoman montra au total une bonne capacité de résistance à la pénétration des marchandises occidentales et que certains Grecs surent tirer parti de ces économies parallèles qui animaient nombre de petits ports.

On l'aura compris, M. F. n'est pas seulement un grand spécialiste de la course maltaise et des techniques de navigation, domaine où il est particulièrement passionnant à mon goût. C'est aussi un grand pédagogue et un historien au sens plein, qui sait à merveille replacer les faits dans un contexte plus large, sortir de son étroit domaine de compétence pour mieux le comprendre, théoriser quand il le faut sans jamais oublier d'être concret. Bref, ses travaux ouvrent sur le large. L'ottomaniste pourra trouver, par endroits, sa réflexion un peu occidentalocentrée : il n'aura que plus de profit à le lire.

Nicolas VATIN

Candan BADEM, *The Ottoman Crimean War (1853-1856)*, Leyde-Boston, Brill, 2010, xvi + 432 p. (19 ill. et 3 cartes).

Malgré son influence largement reconnue sur l'histoire militaire, sociale et politique du XIX<sup>e</sup> siècle ottoman, la guerre de Crimée (1853-1856) est toujours très peu étudiée dans le cadre de l'histoire ottomane. Elle occupe en revanche une place importante dans les historiographies anglaise et française, mais les aspects ottomans y sont généralement peu présents et restent toujours lacunaires, notamment du fait de la méconnaissance des archives et sources ottomanes. Issu de sa thèse de doctorat soutenue à l'université Sabanci (Istanbul) en 2007, l'ouvrage de C. B. présente un compte rendu détaillé des aspects ottomans de cette guerre et offre ainsi une contribution originale à l'histoire ottomane du XIX<sup>e</sup> siècle, ainsi qu'à l'historiographie générale de la guerre de Crimée. Le livre s'appuie principalement sur des sources primaires ottomanes (documents d'archive, manuscrits, mémoires et chroniques de la guerre) mais utilise aussi des sources en russe et en anglais et les correspondances politiques et diplomatiques déjà publiées de la France, de la Grande Bretagne, de l'Autriche et de la Prusse.

L'ouvrage s'ouvre par un chapitre introductif (45 p.) qui présente les sources et les études sur la guerre de Crimée en turc, en russe, en anglais, en allemand et en polonais. Le chapitre suivant (52 p.) retrace la scène politique et diplomatique à la veille de la guerre et les développements internationaux qui préparent la guerre. Après un aperçu de l'état actuel de l'Empire ottoman consacré majoritairement à l'armée, l'auteur se penche sur les relations et les tensions internationales de la période en relativisant l'importance de la querelle des lieux saints et en consacrant une attention particulière à la Grande Bretagne et à la Russie, soulignant le rôle du prince Menchikov, l'ambassadeur russe. C. B. se penche aussi sur le positionnement des oulémas et des bureaucrates ottomans durant la

montée des tensions diplomatiques avec la Russie et démontre les limites des dichotomies entre réformateurs et conservateurs, ou entre pacifistes et bellicistes, reflets d'analyses superficielles mais courantes. Le troisième et le plus long chapitre (189 p.) du livre est consacré aux batailles dans lesquelles les Ottomans sont impliqués et aux manœuvres diplomatiques de la Porte à partir de la déclaration de la guerre. En s'appuyant sur les sources ottomanes, russes et britanniques, l'auteur reconstruit la chronologie de chacune des batailles et présente des informations détaillées et précises sur les forces ottomanes et russes, leurs organisation, plans, stratégies et équipements. Il étudie également de près la biographie des commandants de l'armée ottomane et démontre aussi par ce biais les relations et les rivalités entre les commandants, les hostilités entre les jeunes officiers diplômés des écoles militaires et les anciens officiers sortis du rang, enfin la corruption dans l'administration de l'armée. Le quatrième chapitre (39 p.) aborde l'aspect économique de la guerre. C. B. y évoque notamment les solutions recherchées par l'administration ottomane pour répondre à la crise économique aggravée par le conflit (à commencer par les impôts supplémentaires et les emprunts) et présente une histoire détaillée du premier emprunt extérieur souscrit en 1854. Le dernier chapitre (76 p.), consacré à l'impact de la guerre sur la vie politique et sociale dans l'Empire, évoque des thèmes aussi variés que les contacts avec les Européens, la révolte de Yezdanşer, le commerce des esclaves, l'opinion publique ou le patriotisme.

L'attention méticuleuse de l'auteur lui permet de reconstruire une chronologie pointue des faits concernant les aspects ottomans de la guerre et de traiter les thèmes abordés avec de nombreux détails. Cependant, cette passion du détail est aussi l'une des faiblesses de l'ouvrage quand elle conduit C. B. à s'attarder souvent sur les erreurs commises par les études précédentes, au prix de développements fastidieux pour le lecteur. Par exemple, le chapitre introductif, qui introduit et analyse les recherches sur la guerre de Crimée, consacre une attention excessive aux fautes de translittération dans les sources et ouvrages en turc. Des mémoires de master sont même évoqués uniquement pour citer leurs fautes de translittération (p. 25). Cette méticulosité serait moins gênante si elle ne s'accompagnait pas d'analyses parfois faibles, fondées sur des généralisations fautives ou sur des témoignages subjectifs des contemporains. Ainsi, sous-estimant les réformes et les efforts de la bureaucratie ottomane qui visent à reconstruire le système économique et fiscal de l'Empire durant les *Tanzimat*, l'auteur affirme que la seule préoccupation de la bureaucratie ottomane était la collecte des impôts et que les bureaucrates ottomans ne se souciaient que de leur salaire et nullement de l'augmentation des revenus d'impôt de leur pays (p. 289). La conclusion du livre souffre également de cette tendance à la généralisation hâtive, notamment quand C. B. décrit Abdülmeçid par la phrase suivante : « *one thing is certain : he [Abdülmeçid] was mild in character and did not like bloodshed* » (p. 411), reprenant sans nuance l'opinion de Cevdet Paşa<sup>1</sup> sur le sultan. L'exemple évoqué par l'auteur pour illustrer la personnalité pacifique du sultan (« *He even pardoned those who plotted to assassinate him in 1859* ») est peu pertinent : la psychologie d'Abdülmeçid a sans doute moins pesé alors que la conjoncture diplomatique et politique marquée par la pression des ambassades française et britannique et la crainte d'une réaction probable du public. Toujours dans la conclusion, l'auteur affirme que la classe dirigeante ottomane aurait perdu

<sup>1</sup> « *Abdülmeçid Han hazretleri kan dökmeği sevmez* » (Cevdet Paşa, *Tezahir*, éd. Cevdet Baysun, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi 1986, vol. I-II, p. 23).

sa dignité du fait des réformes et de l'occidentalisation (« *A harmful side effect of the reforms and Westernization was that the Ottoman ruling class lost its dignity* » [p. 411]), reprenant un cliché de l'historiographie ottomane traditionnelle.

Malgré ces faiblesses, ce livre reste une précieuse contribution à l'histoire diplomatique et militaire de l'Empire ottoman durant la guerre de Crimée. Il ne fait pas de doute que, par son exploitation méticuleuse des sources ottomanes et russes, étudiées pour la première fois conjointement, le travail de C. B. apportera aussi un éclairage original à la riche historiographie de la guerre de Crimée.

Burak ONARAN

Zorica JANKOVIĆ, *Caru na divan: susreti srpskih vladara i turskih sultana* (Auprès du divan impérial : rencontres entre chefs d'État serbes et sultans turcs), Belgrade, « Beograd », 2008, 375 p.

Cet ouvrage, bien illustré et pourvu de cartes, s'efforce de renouveler la traditionnelle histoire diplomatique étudiant des relations bilatérales, en se focalisant sur les visites officielles rendues par les princes (rois après 1882) de Serbie auprès des sultans ottomans. Ces occasions exceptionnelles constituent des événements très typés, dont le protocole dose soigneusement les honneurs et les gestes d'allégeance. On peut en suivre l'évolution au cours de tout un siècle, car il y en a huit occurrences en tout :

- le prince Miloš Obrenović se rend à Istanbul auprès de Mahmud II en 1835 ;
- son fils, le prince Mihailo Obrenović, se rend à Istanbul auprès d'Abdül Mecid en 1839-1840 ;
- le prince Aleksandar Karadjordjević rencontre Abdül Mecid à Kazanlâk (Bulgarie) en 1846 ;
- le prince Mihailo Obrenović, remonté sur le trône, se rend à Istanbul auprès d'Abdül Aziz en 1867 ;
- son cousin, le prince Milan Obrenović, se rend à Istanbul auprès d'Abdül Aziz en 1874 ;
- Milan Obrenović, devenu roi, rencontre Abdül Hamid à Istanbul en 1889 ;
- son fils, le roi Aleksandar Obrenović, rencontre Abdül Hamid à Istanbul en 1894 ;
- le roi Petar Karadjordjević (Pierre I<sup>er</sup> de Serbie) rencontre Mehmed V à Istanbul en 1910.

Ces jalons successifs dans les relations serbo-ottomanes permettent de récapituler sous un éclairage original les principales phases de l'émancipation politique de la Serbie et de sa vie politicodynamique particulièrement mouvementée, avec l'alternance au pouvoir des deux dynasties rivales des Obrenović et des Karadjordjević.

La rencontre qui est présentée avec le plus grand luxe de détails est celle de 1867. Elle correspond à un épisode que l'historiographie serbe valorise particulièrement : l'abandon par l'Empire ottoman des dernières garnisons qu'il entretenait sur le sol de la principauté de Serbie, au sortir d'une crise fort tendue.

On pourra regretter que, si les évolutions sont bien marquées dans le contexte serbe, le partenaire ottoman soit beaucoup moins individualisé, un peu comme si le sultan était une

entité en soi et non pas un être humain ayant une personnalité. Les importantes évolutions que connaît l'Empire ottoman au long du XIX<sup>e</sup> siècle ne sont pas vraiment prises en compte.

On peut aussi regretter, comme dans beaucoup d'ouvrages balkaniques, une approche exclusivement descriptive, ce que trahit l'absence de toute conclusion dans cet ouvrage.

Bernard LORY

Enes KARIĆ, *Contributions to Twentieth Century Islamic Thought in Bosnia and Herzegovina*, Sarajevo, El-Kalem, 2011, vol. 1, 510 p. (trad. du bosniaque par S. Risaluddin)

Cet ouvrage est à la fois plus qu'un recueil d'articles, mais pas tout à fait une étude complète et synthétisée. Les dix-sept chapitres sont indépendants les uns des autres, mais reliés par une problématique commune qui peut se regrouper autour de trois grands thèmes.

Le premier concerne la *madrasa* de Gazi Husref Bey, important foyer de culture musulmane sous les régimes successifs qu'a connus la Bosnie-Herzégovine : ottoman, habsbourgeois, yougoslave royal, yougoslave communiste. Le ton y est informatif, neutre, un peu terne, sauf pour cette dernière période, laquelle est présentée avec vivacité, car elle est nourrie de témoignages recueillis directement et de souvenirs personnels. On voit alors vivre un établissement d'éducation religieuse musulman dans le contexte *a priori* hostile de la Yougoslavie titiste, en proie aux pénuries de l'après-guerre, puis progressivement plus tolérante et plus prospère. Les débats autour du maintien d'un *wakf* dans l'esprit de son fondateur, alors que les temps historiques évoluent rapidement, sont bien montrés.

La personnalité de Džemaledin Čaušević (1870-1938) constitue un deuxième pôle. *Ra'īs al ulama* de 1914 à 1930, c'est la principale incarnation du réformisme musulman dans la Bosnie-Herzégovine de ces années : il prend position en faveur de l'usage de la langue vernaculaire pour la prédication et l'éducation, proposant d'écrire le bosniaque avec un alphabet arabe modifié, puis avec les alphabets cyrillique ou latin (c'est cette dernière variante qui s'imposera dans l'usage) ; un autre grand débat concerne le voile des femmes et le port du chapeau. Čaušević est le co-auteur d'une des premières traductions du Coran en bosniaque, qui suscita une vive polémique dans le milieu des oulémas yougoslaves. Le personnage n'est pas isolé et E. K. souligne ses liens avec le courant réformiste égyptien, mais n'évoque guère le kémalisme. Un long et riche chapitre est consacré aux débats sur le renouveau et la réforme de l'islam dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Dans le milieu restreint de l'intelligentsia musulmane bosniaque, diverses brochures nourrirent des polémiques parfois assez vives. Des extraits permettent de mesurer le ton et les arguments des uns et des autres. On peut noter au passage que l'auteur, dans l'ensemble bienveillant envers le régime habsbourgeois (1878-1918), se montre fort sévère envers la Yougoslavie royale (1919-1941), régime sous lequel des musulmans bosniaques ont pourtant participé à la plupart des gouvernements, ce qui n'était pas le cas des Macédoniens ou des Albanais, traités alors avec beaucoup plus d'intolérance.

Le troisième volet se concentre sur différentes figures éminentes de la pensée musulmane en Bosnie-Herzégovine, dans les milieux du traditionalisme modéré (Mehmed Han-



džić), du réformisme (Husein Đozo), de l'émigration (Adil Zulfikarpašić), sans oublier quelques *outsiders* tolérés par le régime titiste (Nerkez Smailagić, Mehmed Filipović). Ces portraits n'évitent pas toujours l'écueil hagiographique, E. K. ayant été l'élève de plusieurs des figures présentées. De bonnes études sur la revue *El Hidaje* (1937-1944) et sur les traductions du Coran en Bosnie-Herzégovine complètent le tableau.

L'ouvrage est visiblement destiné à un public d'arabisants (choix des graphies, nombreuses citations en arabe) et cherche à intégrer la petite Bosnie-Herzégovine, région périphérique et peu connue, dans les grands débats du monde musulman au xx<sup>e</sup> siècle. Un second volume est annoncé, qui devra présenter les principaux périodiques, la pensée soufie, le courant des Jeunes Musulmans, etc.

Bernard LORY

Evgenija TROEVA, *Religija, pamet, identičnost: Bălgarite mohamedani* (Religion, mémoire, identité : les Bulgares musulmans), Sofia, Ak. izd. Marin Drinov, 2011, 185 p. (résumé en anglais, p. 180-185)

À la lecture du titre excessivement général de ce petit livre, on pourrait penser qu'il s'agit d'une énième étude sur les Bulgares musulmans ou Pomaks (exonyme que la jeune génération tend à rejeter de nos jours) écrite par un observateur extérieur. C'est en effet le malheur des Bulgares musulmans que d'être sans cesse objets d'étude et de ne pas parvenir à prendre la parole eux-mêmes dans le débat scientifique. Ils occupent, il est vrai, une place-charnière particulièrement inconfortable dans le contexte de « sommation identitaire » (selon l'heureuse expression de Nicolas Trifon) qui caractérise les Balkans depuis le milieu du xix<sup>e</sup> siècle. De par leur appartenance à l'islam, ils se sont longtemps identifiés à l'*umma* musulmane, ce qui dans le contexte ottoman leur permettait de se rattacher à la composante dominante de la société, malgré leur vécu quotidien de montagnards pauvres et isolés. Du fait de leur bulgarophonie, ils sont revendiqués comme membres de la communauté nationale par le discours bulgare, qui est simultanément fort islamophobe. Tout au long du xx<sup>e</sup> siècle, les Pomaks ont été soumis à des pressions importantes pour qu'ils se convertissent ou tout au moins pour qu'ils abdiquent leurs particularités, afin de se conformer à l'image nationale attendue.

L'ouvrage de E. T. ne tombe fort heureusement pas dans ce travers. Son ambition est plus modeste, mais permet d'aller beaucoup plus loin. Elle présente le résultat d'enquêtes anthropologiques menées pendant une quinzaine d'années dans la partie centrale des Rhodopes bulgares, qu'elle sait étayer efficacement d'une approche historique précise et solide. Les enquêtes s'articulent autour d'événements locaux, qui font réagir l'ensemble de la société rhodopéenne. Il s'agit d'abord de la restauration du *tekke* d'Enihan Baba, sur le sommet montagneux Svoboda, et des interprétations divergentes qu'en donnent les médias bulgares ou la population locale, soit chrétienne, soit musulmane. Puis il est question de la fabrication du lieu de pèlerinage chrétien de Krăstova gora, extraordinairement populaire depuis une vingtaine d'années, situé dans la même région et, à nouveau, apprécié de façon différente par les médias ou les acteurs locaux. Enfin la question de la conversion individuelle est abordée, autour du cas de sœur Hristina, Bulgare musulmane convertie à l'orthodoxie, douée d'un charisme de guérison, qui a fondé son propre monastère

sans pour autant s'être soumise aux contraintes d'une vie monastique régulière ; un autre exemple est fourni par une fratrie de Pomaks devenus évangélistes.

Chacune de ces situations est présentée de façon respectueuse, avec une distance scientifique rigoureuse (même quand le lecteur a envie de crier au charlatanisme !). Chaque événement est soigneusement inscrit dans son contexte historique, avec de nombreux retours sur un passé régional, voire microrégional, complexe et souvent mal connu. Les Bulgares musulmans, que la plupart des études tendent à « essentialiser » comme un groupe homogène, sont ici montrés dans leur diversité, selon que leurs villages ont été rattachés à la Bulgarie en 1878 ou en 1912, selon que l'activité minière, importante à l'époque communiste, a modifié les usages traditionnels, ou selon qu'une nouvelle mobilité spatiale « globalisée » modifie les pratiques quotidiennes. Pour enclavés qu'ils soient (ou que l'on se plaise à les présenter), les Rhodopes sont une région en mouvement où les rapports de force se renégocient sans cesse.

La seule critique que l'on puisse formuler, c'est que l'auteur est un peu timide dans ses conclusions, son souci de la nuance l'empêchant de marquer d'un trait ferme les idées importantes qu'elle a contribué à faire émerger.

Bernard LORY

Méropi ANASTASSIADOU, Paul DUMONT, *Les Grecs d'Istanbul et le patriarcat œcuménique au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle : une communauté en quête d'avenir*, Paris, Le Cerf, coll. *L'histoire à vif*, 2011, 311 p. et 16 p. de pl.

Le livre de M. A. et de P. D. oscille entre le travail ethnographique et le témoignage. Comme l'indiquent les auteurs eux-mêmes dans l'introduction (p. 17) et sur la quatrième de couverture, il est « le résultat de plusieurs années d'immersion dans la vie de l'orthodoxie stambouliote » ; il est « fondé sur le partage des moments forts, il se veut surtout témoignage ». De ce point de vue, la mission est accomplie puisque au terme de notre lecture, nous disposons d'un état des lieux complet de la situation de la communauté en question, un état des lieux qui paraît justifier l'urgence du témoignage, tant cette communauté (grecque, *rum* ou grecque-orthodoxe selon les moments) semble, à première vue, vouée à un déclin inexorable et à la disparition.

C'est d'ailleurs par la description de ce déclin que démarre l'ouvrage composé de sept chapitres qui correspondent en réalité à deux grandes lignes directrices de l'ouvrage. Les trois premiers chapitres traitent de la façon ou d'une autre de la question démographique et donc de la faiblesse numérique de la communauté. Les trois chapitres de la fin abordent par contre davantage ce que Maurice Halbwachs appellerait « les cadres sociaux » de la communauté et aussi de sa mémoire, référence d'ailleurs bien utile, sachant que les auteurs insistent sur l'abondance d'un patrimoine mémoriel qui ne peut combler le vide laissé par les hommes. Pourtant sur ces trois derniers chapitres, les auteurs laissent transparaître un certain optimisme, ou en tout cas un espoir quant à l'avenir de la communauté qui au regard des trois premiers chapitres semble bien compromis. La pierre angulaire aussi bien de l'ouvrage que de la communauté, à la fois dans sa relation avec les autorités politiques auxquelles

elle doit faire face (États grec et turc) et dans son rapport à la temporalité (son passé, son présent et son futur) demeure le patriarcat œcuménique d'Istanbul (Constantinople). Le quatrième chapitre, autour duquel sont articulés les deux axes (et six autres chapitres) du livre, lui est consacré et pose les questions essentielles sur l'évolution dans le futur de la relation entre le patriarcat et la communauté au vu du déclin de cette dernière. Mais revenons au constat.

Dans un premier temps, le déclin est abordé sous l'angle d'une présentation de l'historique de « l'effondrement démographique » de la communauté (ch. 1) depuis son ère de gloire durant le XIX<sup>e</sup> siècle. L'historique dressé passe en revue l'évolution de la communauté en insistant sur les deux événements qui l'ont marquée durant le XX<sup>e</sup> siècle : le traité de Lausanne de 1923, signifiant la fin de la guerre gréco-turque, a fixé le sort juridique de la communauté, désormais traitée en tant que minorité dans la nouvelle République turque ; puis, les pogroms de septembre 1955 dont la communauté a été victime ont dramatiquement accéléré un processus d'exode déjà observé. Ce dernier ne pouvait que s'amplifier sur fond d'une crise chypriote qui à la fois envenimait les relations gréco-turques et rendait complexe la place des minorités. Il est d'ailleurs important de noter sur ce point que cet exode se faisait à un moment où Istanbul connaissait une croissance urbaine exponentielle alimentée par l'exode rural caractéristique des pays méditerranéens et postcoloniaux durant les années 1950 et 1960, ce qui rendait la communauté de moins en moins significative en termes démographiques (p. 39). Du coup, la pression socio-économique liée à l'explosion de la demande immobilière est venue s'ajouter aux pressions politiques pour forcer la communauté à ces derniers retranchements. De ces points de vue, il est d'ailleurs intéressant pour le chercheur de noter les différences entre la minorité grecque-orthodoxe d'Istanbul et la minorité musulmane turque de Thrace occidentale. L'une, urbaine, ayant un fort capital social, davantage mobile, confrontée à des pressions de toutes sortes, vivant dans un espace urbain extrêmement recherché, se contraint à l'exode. L'autre, rurale, avec un faible capital social, davantage attachée à un espace inhospitalier et peu recherché (tout au contraire, il est fui par les Grecs durant les années de l'exode rural 1950-1980), se trouve aujourd'hui presque en situation majoritaire dans certaines régions !

Dans leur deuxième chapitre, les auteurs choisissent d'aborder deux types de flux humains liés à la communauté. L'exode, notamment en direction de la Grèce, a alimenté une diaspora qui s'engage à revisiter sa ville d'origine, depuis qu'à la fin des années 1990 les relations gréco-turques ont pris un meilleur tournant. Ces flux demeurent à vocation touristique et ne revitalisent pas démographiquement la communauté, mais contribuent à un entretien de son patrimoine communautaire, d'autant plus essentiel qu'une partie de ce patrimoine est maintenant de nouveau utilisée par des nouveaux membres de la communauté. En effet, à ces flux touristiques s'ajoutent des flux migratoires liés au phénomène de l'exode rural qui, eux, contribuent à cette revitalisation démographique. L'histoire des chrétiens orthodoxes arabophones du Hatay (p. 74-78) qui viennent gonfler les effectifs de la communauté depuis quelques années est de ce point de vue un élément particulièrement intéressant qui rappelle que cette communauté garde une certaine attractivité liée à son illustre passé.

Le réseau scolaire de la communauté, surdimensionné par rapport à ses besoins actuels, est d'ailleurs l'élément le plus ostensible à la fois de cette attractivité et de son lien avec son passé. Les auteurs identifient comment les chrétiens arabophones, à la recherche d'une

meilleure éducation pour leurs enfants, les envoient massivement dans ces écoles plutôt que dans les écoles publiques turques (p. 115). Cette situation n'est pas sans rappeler la manière dont le réseau scolaire grec-orthodoxe s'est développé dans l'Empire ottoman notamment durant et après l'époque des Tanzimat. Créé comme un instrument de fabrication d'une bureaucratie ecclésiastique, le réseau scolaire s'est transformé au XIX<sup>e</sup> siècle en un puissant outil où se rencontraient à la fois le besoin de formation de cadres du plus puissant mécanisme d'intégration des chrétiens orthodoxes au système impérial (le patriarcat œcuménique), la volonté de mobilité sociale des individus et des familles dans le cadre de l'intégration de l'Empire ottoman au système mondial, puis la question de l'uniformisation ou de la différenciation culturelle en lien avec les nationalismes émergents. La méfiance de l'État turc envers les écoles patriarcales est un héritage de cette époque où les querelles nationales ont aussi été des querelles de création et de contrôle de réseaux scolaires. Il s'agit d'une méfiance surannée qui tend souvent à oublier que la première motivation des familles face à l'école reste avant tout la quête d'une « bonne éducation » comme l'indiquent non seulement l'exemple précité des élèves arabophones venant aux écoles patriarcales, mais aussi le fait que les élèves grecs fuient ces dernières pour aller dans des établissements étrangers encore plus prisés (p. 117-119). En effet, la régularité de fonctionnement de ces écoles communautaires étant trop liée à la conjoncture des relations grécoturques (p. 91-96), la Grèce fournissant des enseignants et des manuels, beaucoup de familles de la communauté s'en éloignent. Finalement, l'abondance de bâtiments scolaires vides d'élèves témoigne une fois de plus de la grandeur passée et du déclin.

Cette abondance de structures et de bâtiments, faits pour une époque où les effectifs communautaires le justifiaient, se retrouve dans les chapitres 5 (sur les institutions communautaires) et 7 (sur les monuments). Les auteurs dépeignent avec force détails tous ces cadres qui structurent la communauté. Le chapitre 7 intitulé « Des monuments pour se souvenir » est de loin le plus long du livre, soulignant ainsi sa vocation de témoignage à laquelle les auteurs se montrent si attachés. Se réclamant de la démarche de Pierre Nora, les auteurs identifient tout ce patrimoine immobilier de la communauté (écoles, églises, cimetières) comme autant de « lieux de mémoire » voués aux commémorations en l'absence de véritable fonction réelle par manque d'effectifs humains (p. 205). Cette « patrimonialisation » des bâtiments s'explique également par le changement du regard de « l'Autre » sur la communauté. Le chapitre 6 aborde ce regard et la relation avec ceux que la communauté appelle les « locaux », c'est-à-dire les Turcs, terme original pour qualifier des gens habitant le même lieu que soi-même mais qui signifie davantage une volonté de séparation (p. 179). Alors que la communauté grecque a rétréci au point de devenir numériquement insignifiante, sa « mémoire », alimentée par le réchauffement des relations grécoturques et les voyages de la diaspora, resurgit. Comme l'indiquent les auteurs (p. 192), c'est même devenu « politiquement correct » de parler du passé grec d'Istanbul. On peut se demander si ce sixième chapitre, qui est consacré à la fois aux hommes et aux dynamiques les plus récentes et qui, d'une certaine manière, dialogue avec le deuxième chapitre, n'aurait pas gagné à former une entité à part avec ce dernier.

Nous avons gardé pour la fin le quatrième chapitre. Comme nous l'avons remarqué, il s'agit de la pierre angulaire de l'ouvrage tant il est vrai que le sort de cette communauté fut et demeure lié au patriarcat œcuménique. Les auteurs à la fois soulignent son rôle comme leader de la communauté, identifient la fragilisation croissante de sa situation en

raison du rétrécissement de la communauté et donc de son troupeau de fidèles, et en même temps ne manquent pas de remarquer sa notoriété retrouvée sous le patriarcat de Bartholomée I<sup>er</sup>. Cette notoriété à la fois rejaillit sur la communauté, qui peut se sentir fière d'avoir un leader de carrure internationale, mais en même temps l'inquiète. Faut-il craindre que le Patriarcat se désintéresse du sort d'une communauté locale « vouée » à la disparition en investissant davantage sur son profil mondial ? Il semblerait que non, le Patriarcat ayant tout de même besoin d'une assise territoriale, surtout compte tenu de sa symbolique. De même, le nouveau rôle du patriarcat ne manque pas d'inquiéter d'autres Églises orthodoxes, comme par exemple l'Église de Grèce (p. 150). L'identification et l'analyse de tous les liens, parfois inextricables, entre les différentes Églises orthodoxes, les laïcs et les clercs, auraient mérité probablement un ouvrage à part entière mais force est de constater que ce n'est fait que de façon assez épidermique dans ce chapitre. La littérature sur le patriarcat œcuménique, sur son évolution durant l'époque ottomane et post-ottomane, sur ses rapports avec les autres Églises chrétiennes, sur ses dynamiques internes entre clergé et laïcs, a connu ces vingt dernières années une floraison sans pareille. Il est dommage que cet ouvrage ne dialogue pas davantage avec ces travaux en se limitant toujours aux mêmes références, et pas forcément les plus significatives. Mais en même temps, il est vrai que l'orientation de l'ouvrage, comme nous l'avons indiqué au début, est davantage axée sur le témoignage et sur la sensibilisation quant à l'état des faits concernant la communauté grecque d'Istanbul, alors que cette dernière traverse une fois de plus un moment crucial pour sa survie, et ce, sans prétendre ni au rôle d'ouvrage de travail exhaustif ni à celui d'oracle. De ce point de vue, l'objectif est pleinement atteint.

TASSOS ANASTASSIADIS

Edward TRYJARSKI, *Zapisy Sądu Duchownego Ormian miasta Lwowa za lata 1625-1630 w języku Ormiańsko-kipczackim* (Procès-verbaux du tribunal ecclésiastique des Arméniens de la ville de Lvov pour les années 1625-1630 en langue arméno-kiptchaque), Cracovie, Polska Akademia Umiejętności, coll. *Rozprawy Wydziału Historyczno-Filozoficznego* 111, 2010, 451 p.

Le volume qui fait l'objet du présent compte rendu comprend 93 fac-similés du manuscrit connu sous le nom de « manuscrit d'Abrahamowicz » (du nom de son dernier propriétaire privé, Zygmunt Abrahamowicz, 1923-1990), édité pour la première fois intégralement par E. T. au terme de plus de quatre années d'intenses recherches. Le texte transcrit est accompagné de la traduction en polonais (81 pages) des procès-verbaux dont le premier date du 28 mars 1625, le dernier du 7 octobre 1630. Le lexique des mots arméno-kiptchaques avec leurs équivalents en polonais (il ne prend pas en compte les mots qui apparaissent dans les fragments du manuscrit rédigés en arménien) est suivi de l'index des noms propres et de l'index des ethnies et des toponymes. Dans son introduction enrichie de nombreuses références bibliographiques, E. T. retrace les étapes de ses recherches et de celles de ses collègues, dont il salue le travail, et nous familiarise avec le manuscrit, son histoire, son contenu et sa forme. Établi probablement à Lvov, le manuscrit y demeura près

de 350 ans. Suite aux expulsions des populations polonaises de ces territoires à l'issue de la deuxième guerre mondiale, il arriva finalement à Cracovie et enrichit successivement plusieurs collections privées avant de devenir un bien public accessible à tous. Il est actuellement conservé dans les fonds d'archives de la Science polonaise de l'Académie des sciences de Cracovie, cote n° K III-146, j. 131. Les procès-verbaux sont majoritairement rédigés en arméno-kiptchaque ; quelques-uns sont confectionnés, en partie ou entièrement, en arménien ou en polonais en caractères arméniens. Les caractères de l'écriture arménienne rencontrés dans le manuscrit sont de plusieurs sortes ; d'une part, les variantes bien connues (notrgir, bolorgir, cursive), d'ailleurs souvent difficiles à déchiffrer ; d'autre part, l'écriture spécifique à chaque scribe. L'écrivain – scribe ou secrétaire – qui a enregistré la plupart des procès-verbaux est probablement Misko, fils de Bohdan, secrétaire du tribunal ecclésiastique chargé à la fois d'enregistrer les actes et d'en délivrer les extraits. Si ce nom ne figure pas dans le présent manuscrit, on le retrouve sous forme de signature d'un extrait du 14 avril 1625<sup>1</sup>. Initié au droit, Misko était un habile calligraphe rompu aux pratiques de la chancellerie juridique. Il maîtrisait l'arméno-kiptchaque (écrit et oral), l'arménien, le polonais et, dans une moindre mesure, le latin.

Malgré sa courte durée (cinq ans et sept mois), la période traitée a beaucoup compté dans l'histoire des Arméniens de Pologne, notamment lors de la controverse autour de l'Union des Arméniens de Pologne avec Rome, dans sa phase intense et néfaste, avec comme point culminant l'« affaire Torosowicz », du nom de l'évêque, puis archevêque Mikolaj Torosowicz. Les procès-verbaux abondent en informations concernant cette controverse ainsi que bien d'autres sujets : la structure, l'organisation et le fonctionnement de la juridiction des Arméniens de Lvov, les relations extérieures et les relations au sein de cette communauté, la topographie de la ville, la religion, la vie quotidienne et les us et coutumes des habitants. Les procès-verbaux enregistrent également les événements marquants de la vie de la commune : arrivée des dignitaires, construction des temples, adoption d'un nouveau *yasak* (impôt, contribution), collecte d'argent pour les pauvres, parrainage des prêtres arméniens travaillant à Łuck, construction d'un tombeau, etc. Au plan linguistique, les procès-verbaux constituent une source significative pour l'étude de la langue arméno-kiptchaque de l'époque : ses emprunts au polonais, sa terminologie juridique latine, la slavisation progressive de sa syntaxe, ainsi que le relâchement de ses règles grammaticales. L'auteur examine plus particulièrement les éléments latins, car ceux-ci constituent une composante importante de cette langue. Ce sont, d'une part, les mots latins (plus rares) qui faisaient partie du vocabulaire général utilisé par les couches supérieures de la population de Lvov ; ce sont, d'autre part, bien plus fréquents, les termes et les tournures latines du langage juridique. Si au xvi<sup>e</sup> siècle la quantité d'insertions latines dans les textes juridiques en arméno-kiptchaque est très limitée, leur nombre s'accroît considérablement au xvii<sup>e</sup> siècle, époque de la progression intense du latin en Pologne, où il n'est pas rare de rencontrer des tournures juridiques latines dans les documents rédigés par la chancellerie royale et même dans les journaux de la Diète. Il n'est donc pas étonnant que la « mode » du latin ait gagné aussi les auteurs des textes en arméno-kiptchaque. Les plus fréquents sont dans cette langue les latinismes puisés directement dans la théorie et la pratique juridiques polonaises. L'auteur en cite de multiples exemples.

<sup>1</sup> Cf. Jaroslav. R. DAŠKEVIČ, Edward TRYJARSKI, « Tri armjano-kiptčakskih zapisi l'ovskogo armjanskogo duchovnogogo suda 1625 g. », *Rocznik Orientalistyczny* XLI/1, 1979, p. 57-80.

Le tribunal, dont l'origine remonte selon E. T. au xv<sup>e</sup> siècle, fonctionnait formellement sous la présidence de l'évêque ou de son *awak'êrêc* (archiprêtre). Cependant, en réalité, c'étaient les laïcs (parmi les anciens ou les bourgeois les plus riches, théoriquement élus, mais dont la charge était en fait héréditaire) qui avaient la prééminence au sein de ce tribunal. Celui-ci jugeait aussi bien les affaires civiles que pénales, ces dernières, toutefois, selon le droit coutumier et plus rarement en s'appuyant sur une base juridique solide. Les affaires jugées étaient majoritairement administratives et non conflictuelles (successions, tutelles, donations). Parmi les affaires criminelles (plus rares) figurent, par exemple, l'accusation lancée contre un évêque mis en cause pour un meurtre, ou celle contre un diacre accusé du détournement d'une jeune fille mineure, ou encore la suspicion de *raptus puellae*. Enfin, E. T. ne manque pas de citer cette prérogative quelque peu insolite du tribunal qui consistait à prescrire une punition à tout homme qui se travestirait en femme ou à toute femme qui se déguiserait en homme.

Par la publication du manuscrit d'Abrahamowicz dans son intégralité, E. T. a ouvert de nouvelles perspectives de recherches, d'une part concernant l'histoire des Arméniens de Pologne et d'autre part concernant l'étude de la langue arméno-kiptchaque. Les présents procès-verbaux seront très certainement d'une grande utilité pour étayer, enrichir et éclairer les sources préexistantes et les travaux concernant ces questions, à travers une étude comparative dont la recherche a toujours grandement besoin.

Maryta ESPÉRONNIER

Edward Tryjarski, *Armeno-Kipchak Texts in the Alchemical Treatise by Andrzej Torosowicz (17th Century)*, Varsovie, Elipsa, 2005, 171 p.

Dans cet ouvrage, E. T., éminent spécialiste de l'arméno-kiptchak, réunit pour la première fois la totalité des parties en arméno-kiptchak contenues dans un manuscrit rédigé en langue polonaise qui est aujourd'hui conservé aux archives historiques centrales de Kiev en Ukraine.

Le texte en question, un traité d'alchimie datant de 1626 rédigé par A. Torosowicz, membre d'une famille de marchands arméniens turcophones de Léopol (Lwów en polonais), porte le titre *Secreta z Ogródu Filozowskiego zebrane prawdziwe o Kamieniu Błogosławionim Filozowskim* (Secrets du jardin philosophique, assemblée véritable sur la pierre bénite philosophale). Il a été découvert il y a une vingtaine d'années par un chercheur ukrainien, Alexandre Harkavets. Depuis, les parties en turc ont fait l'objet de nombreuses études et articles, presque tous signés par E. T. Les parties en question consistent soit en paragraphes entiers en arméno-kiptchak, inclus dans le texte principal, soit en notes interlinéaires ou marginales. Elles concernent pour la plupart l'alchimie, la botanique, mais il y a aussi des observations sur le calendrier, ou même des prières composées par Torosowicz lui-même.

Dans la partie introductive de cette publication est présenté A. Torosowicz, descendant d'une illustre famille arménienne. Par la suite, les aspects linguistiques des parties arméno-turques du texte, leurs particularités en termes d'orthographe, de phonologie, de morphologie et de syntaxe sont traitées. Quant au lexique de ces textes, on y constate un nombre considérable de mots empruntés au latin par l'intermédiaire du polonais (ce sont surtout les termes techniques d'alchimie), ainsi que quelques mots d'origines slave (polonais,



ukrainien, russe) et arménienne. Certains de ces mots sont utilisés simultanément avec des mots turcs (p. ex. *tuz* et *sul* « sel », *madan* et *mètal* « métal »). Un petit nombre de mots apparaît, comme le souligne l'éditeur, pour la première fois dans un texte en arméno-kiptchak, y compris des mots turcs comme *bayjahi* « ordinaire ».

Plusieurs pages sont consacrées aux questions ayant trait à l'alchimie, aux symboles et aux abréviations alchimiques (p. 15-18). La partie principale du livre (p. 20-63) comprend l'édition des textes en arméno-kiptchak du manuscrit, avec leur traduction en anglais. Ceux-ci ne consistent parfois qu'en un seul mot. L'édition des textes est suivie d'un index des termes arméno-turcs et des noms propres figurant dans le traité (p. 64-85). L'éditeur a aussi jugé bon d'ajouter un glossaire (anglais-turc) expliquant des termes techniques d'alchimie, avec leurs équivalents arméno-turcs tels que l'on peut les déduire du manuscrit de A. Torosowicz. Ils sont pour la plupart empruntés au polonais ou au latin. La dernière partie de cette publication, un fac-similé des pages du manuscrit contenant des passages en arméno-turc, permettra aux chercheurs un contrôle commode.

Les turcologues doivent savoir gré au professeur Tryjarski de leur avoir rendu accessibles, d'une manière exemplaire, ces textes arméno-kiptchaks, parfois fort originaux. On ne peut que regretter cependant que le texte n'ait pas été contrôlé par un anglophone compétent pour éviter les nombreuses maladroites d'expression, les fautes de grammaire et même d'orthographe. Quant à la question de savoir si l'alchimie a été pratiquée par les Turcs ou les Arméniens (question posée par l'auteur<sup>1</sup>), on pourrait renvoyer au livre classique d'Abdülhak Adnan [Adivar], *La Science chez les Turcs ottomans*, où l'on trouve cette intéressante notice : « Au cours des années 1638-1639, deux alchimistes, dont l'un, une jeune fille (fille d'un seigneur féodal des Druses syriens, Ma'an Oglu) et l'autre, un Maghrébin, qui avaient entrepris de fabriquer de l'or sans succès, furent mis à mort »<sup>2</sup>. La très brève notice bibliographique (p. 18-19) du livre ne contient que les noms de quelques dictionnaires et ouvrages sur l'alchimie en Occident, consultés par l'éditeur. La recherche dans le domaine de l'histoire des sciences a cependant fait d'énormes progrès ces dernières années<sup>3</sup>, qui permettront de situer aussi le traité d'A. Torosowicz dans un nouveau contexte.

Johann STRAUSS

Pierre MARSONE, *La Steppe et l'empire : la formation de la dynastie Khitan (Liao), IV<sup>e</sup>-X<sup>e</sup> siècle*, Paris, Les Belles-Lettres, coll. *Histoire*, 2011, 322 p.

La récente ouverture de la collection *Histoire* des Belles-Lettres au domaine asiatique est une excellente nouvelle pour les historiens travaillant sur l'Orient. P. M. y publie la

<sup>1</sup> « *I have not succeeded in finding out any information on other Armenians, or Turks, practising alchemy* » (p. 14, n. 13).

<sup>2</sup> Abdülhak ADNAN ADIVAR, *La Science chez les Turcs ottomans*, Paris, G.-P. Maisonneuve, 1939, p. 96 ; cf. aussi la version turque : *Osmanlı Türklerinde İlim*, Istanbul, Maarif Matbaası, 1970, p. 114.

<sup>3</sup> Cf., par exemple, Ekmeleddin İHSANOĞLU et al. (dir.), *Osmanlı Tabii ve Tatbiki Bilimler Literatürü Tarihi (History of the literature of natural and applied Sciences during the Ottoman period)*, Istanbul, IRCICA, 2006, 2 vol.).

première étude précise en langue occidentale sur la formation de l'empire khitan qui domina le nord de la Chine, la Mandchourie et une partie de la Mongolie du <sup>x</sup> au <sup>xii</sup> siècle. Comme le souligne l'auteur, l'historiographie traitant des Khitans est l'un des parents pauvres des études steppiques médiévales : après la publication de la monumentale *History of Chinese Society: Liao (907-1125)* en traduction de Karl Wittfogel et Feng Chia-Sheng (Philadelphie, The American Philosophical Society, 1949), le domaine n'avait pas connu le développement des études xiongnu, turques ou mongoles, faute de nouvelles sources. Or plusieurs travaux sont venus renouveler récemment ces thématiques. Ainsi, pour le *surgeon* tardif de l'empire khitan en Asie centrale on notera la publication de Michal Biran, *The Empire of the Qara Khitai in Eurasian History: between China and the Islamic World*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005. Par ailleurs une thèse a été soutenue à l'université de Helsinki, en 2005, sur un thème très proche de celui abordé dans cet ouvrage, mais avec un traitement très différent (Xu Elina-Qian, *Historical Development of Pre-Dynastic Khitan*, accessible à l'adresse : <http://ethesis.helsinki.fi/julkaisut/hum/aasia/vk/xu/historic.pdf>, consultée le 1<sup>er</sup> mai 2012). Surtout, on notera les progrès (contestés) dans le déchiffrement des deux écritures khitanes (sur lesquelles, cf. Daniel Kane, *The Kitan Language and Script*, Leyde-Boston, Brill, 2009), qui permettent pour la première fois de commencer à confronter les sources chinoises et ce que les Khitans disaient d'eux-mêmes. C'est principalement l'historiographie chinoise qui a contribué à renouveler le sujet. P. M. utilise les travaux chinois les plus récents dans le domaine et tout montre qu'il la maîtrise parfaitement. Si la place donnée aux résultats de l'archéologie n'est pas centrale (ce que l'on peut regretter, tant le nombre des découvertes a été multiplié ces dernières années), celle-ci est néanmoins utilisée lorsque ses résultats permettent d'éclairer l'histoire politique. Dans la continuité de ces travaux, l'auteur propose une histoire politique des Khitans, des plus anciennes mentions, en 345, à la mort du fondateur de l'empire, Abaoji, en 926.

Son plan est chronologique : le premier chapitre, après une présentation des sources (p. 17-25), aborde les origines légendaires (p. 25-38). Le deuxième chapitre traite de la période des six dynasties et des Sui, c'est-à-dire des plus anciennes mentions des Khitans (p. 39-44), puis de leur place dans la relation entre la Chine et les Turks (p. 45-68). Le troisième chapitre traite de la période Tang (p. 69-96) et de la place des Khitans entre la Chine, les différents États coréens et les pouvoirs steppiques des Turks puis des Ouïghours. Le quatrième chapitre (p. 97-163) est consacré à l'ascension d'Abaoji, son règne et le déroulement de sa succession. Soixante-quinze pages de notes complètent l'ensemble, avec un index, comportant les caractères chinois, une bibliographie et une carte générale, très sommaire.

Cette maîtrise parfaite des sources et de l'historiographie chinoises a de nombreux avantages – en particulier la fraîcheur des informations – mais aussi quelques inconvénients. Ainsi, le plan, qui reprend la division traditionnelle de l'historiographie chinoise en fonction des dynasties régnantes en Chine, n'est pas sans poser problème : les successions chinoises ne sont pas le facteur déterminant de l'histoire khitane, même si nos sources sont organisées ainsi. D'autres critères auraient pu être utilisés pour organiser la présentation chronologique, en conservant la perspective chinoise (l'implication chinoise au nord-est et en Corée par exemple), ou encore, en adoptant une perspective nomade, l'existence d'un pouvoir fort dans la steppe mongole. Ainsi il y a une continuité de l'implication chinoise au nord-est des Sui, aux Tang, qui ne justifie guère de répartir leur politique dans deux chapitres différents. Plus globalement, l'ouvrage se ressent d'un

manque de distance vis-à-vis des pratiques historiographiques chinoises. P. M. en reproduit parfois de trop près le mode d'écriture et l'on discerne parfois difficilement ce qui est traduction des sources de ce qui est commentaire, une pratique, il est vrai, assez répandue dans le domaine sinologique – le volume de la *Cambridge History of China* consacré aux Tang est bien souvent une simple paraphrase de Sima Guang. On aurait préféré à tout prendre une analyse plus distanciée, complétée par un recueil de récits historiques chinois traduits en fin de volume, à l'instar de ce que propose Xu Elina-Qian. Surtout, l'auteur place les spécialistes occidentaux des mondes steppiques et mandchous devant un portrait étrange de leur propre domaine, tout entier vu à travers les sources chinoises, ce qui est habituel, mais aussi à travers l'historiographie chinoise, ce qui l'est moins. Les ressources des études turques et mongoles en langue occidentales ne sont pas mobilisées – on cherche en vain un certain nombre d'ouvrages du domaine dans la bibliographie – tandis que celles parues en chinois et, dans une moindre mesure, en japonais le sont. Cette méconnaissance de l'historiographie occidentale (et russe) conduit parfois P. M. à quelques erreurs. Ainsi, en se cantonnant aux passages consacrés à la place des Khitans dans le dispositif turk on notera par exemple que :

- p. 25-30 : l'auteur concentre son propos sur un point de toponymie historique, certes intéressant et faisant appel aux travaux les plus récents – ce qui nous vaut une des trop rares cartes de l'ouvrage – mais il aurait également fallu au moins resituer l'exemple khitan dans la série de légendes des origines du domaine turk et mongol. Cette légende des origines khitanes est traitée en détail par exemple dans Jean-Paul Roux, *Faune et flore sacrées dans les sociétés altaïques*, Paris, A. Maisonneuve, 1966.
- p. 44 et n. 35, p. 196 : les Gaoche ne sont pas les ancêtres des Tiele mais une partie de leur confédération et leurs rapports avec les Turks sont loin d'être clairs. Cf. l'ouvrage toujours extrêmement utile de Peter B. Golden, *An Introduction to the History of the Turkic Peoples: Ethnogenesis and State-Formation in the Medieval and Early Modern Eurasia and the Middle East*, Wiesbaden, Harrassowitz, 1992, en particulier p. 93 *sqq.*
- p. 45 : le *qanat* des Turks ne subsista pas deux siècles, sauf à passer sous silence sa disparition totale dans la seconde moitié du VII<sup>e</sup> siècle.
- p. 49 : l'équation Sabiroi – Xianbei n'est nullement certaine : cf. Golden, *op. cit.*, p. 104 *sqq.*
- p. 50 : à propos des Tuyuhun, on utilisera Gabriella Molè, *The T'u-Yü-Hun from the Northern Wei to the Time of the Five Dynasties*, Rome, Istituto italiano per il Medio ed Estremo Oriente, 1970.
- p. 51 : il n'y a pas eu d'alliance entre les Rouran et les Ephtalites à l'occasion de la fuite de ceux-là : l'alliance, matrimoniale, est antérieure.
- p. 92-93 : P. M. est curieusement rapide sur l'implication des troupes khitanes dans la rébellion d'An Lushan, sur laquelle il y aurait beaucoup à dire.
- p. 102 : le terme de Yeluohe a été discuté récemment par l'auteur de ces lignes (*Samarcande et Samarra*, Paris, Association pour l'avancement des études iraniennes, 2007, p. 79-82).

D'autres lacunes bibliographiques sont plus embarrassantes : les articles de Jennifer Holmgren, l'une des rares à avoir travaillé sur le premier système politique khitan, ne sont

pas cités (notamment « Yeh-lü, Yao-lien, and Ta-ho : Views of the Hereditary Prerogatives in Early Khitan Leadership », *Papers on Far Eastern History* 34, 1986, p. 37-81), non plus que l'étude de Christian Lamouroux, « De l'étrangeté à la différence : les relations des émissaires Song en pays Liao (XI<sup>e</sup> siècle) », in Claudine Salmon (éd.), *Récits de voyages asiatiques : genres, mentalités, conception de l'espace, Actes du colloque EFEO-EHESS, 5-7 déc. 1994*, Paris, École française d'Extrême-Orient, coll. *Études thématiques* 5, 1996, p. 101-126, à propos des récits d'ambassadeurs pourtant décrits p. 24.

Ces quelques remarques ne font pas justice à un livre tourné surtout vers les rapports avec la Chine et les tribus voisines et qui reste, dans ce cadre, tout à fait intéressant et même essentiel pour qui veut comprendre la situation politique en Mandchourie entre le IV<sup>e</sup> et le X<sup>e</sup> siècle. Son décalage vis-à-vis des traditions historiographiques occidentales donne à rebours accès à des données et des idées des historiographies chinoises et japonaises bien souvent restées ignorées. L'ouvrage mérite de figurer dans la bibliothèque de tous les spécialistes de l'Extrême-Orient médiéval.

Étienne de LA VAISSIÈRE

Jens WILKENS, *Alttürkische Handschriften 10: Buddhistische Erzähltexte*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, coll. *Verzeichnis der Orientalischen Handschriften in Deutschland*, XIII/18, 2010, in-4<sup>o</sup>, 389 p.

Ce volume prend place dans la série de catalogage systématique des manuscrits en turc ancien conservés à Berlin. Comme on sait, le numéro de ces volumes correspond à un plan général et pas à l'ordre de leur publication. Le présent ouvrage est consacré aux « Textes bouddhiques narratifs ». Il a été préparé dans les mêmes conditions et avec la même excellence philologique que les volumes antérieurs (12 [VOHD XIII/20] et 14 [VOHD XIII/22], recensés par moi-même dans *Turcica* 41, 2009, et 42, 2010, respectivement). Le rédacteur en est le D<sup>r</sup> Jens Wilkens, qui s'est déjà fait connaître par deux monographies sur des textes bouddhiques en turc ancien (édition du 3<sup>e</sup> chapitre de l'*Altun Yaruk Sudur* en 2001 et d'un texte sur la rémission des péchés, *Kšanti Kūlgulug nom bitig*, en 2007) et par plusieurs publications et analyses de fragments bouddhiques et manichéens, à partir de manuscrits qui proviennent de la région de Turfan. Il collabore depuis plusieurs années au programme académique Turfanforschung de l'Académie des sciences de Berlin-Brandebourg (Berlin-Brandenburgische Akademie der Wissenschaften). L'auteur de chaque volume de cette série bénéficie du travail collectif réalisé par ce groupe de recherche depuis plusieurs décennies. Il va de soi que la répartition tient compte aussi des compétences ou des goûts de chaque chercheur. Dans le cas présent, J. W. a effectivement contribué, au cours des années passées, à l'interprétation d'une partie significative des textes en question. Il va sans dire que la littérature du bouddhisme en turc ancien (ouïgour) contient de nombreux textes narratifs, à côté des textes proprement doctrinaux. Ces légendes, qui proviennent du fonds commun du bouddhisme indien, ont été employées à des fins d'édification et de pédagogie, pour propager certaines notions fondamentales de la loi bouddhique. On sait que ce genre littéraire a connu une expansion formidable dans le bouddhisme les deux

derniers siècles av. n. è. et il s'est traduit aussi dans des représentations plastiques. Le terme général pour ces récits est *avadāna* « aventures, exploits » ; les héros en sont le Bodhisattva et des grands saints ou disciples ; de façon plus restreinte, les *jātaka* ont pour thème les vies antérieures du Bouddha, qui l'ont mené à l'éveil par l'accumulation des vertus. Ces deux types de récits comportent des points communs et les limites sont parfois floues, car le héros d'un *avadāna* peut être aussi un futur Bouddha et son aventure illustre l'obtention de telle ou telle perfection. Les fragments catalogués dans ce volume proviennent des trois premières expéditions prussiennes à Turfan (1902-1907) ; ils sont répartis en deux grands ensembles. Le second comprend 55 fragments, sous 45 numéros de catalogue (n<sup>os</sup> 411-455, p. 302-335), qui correspondent à des textes relativement brefs. On reconnaît parmi eux des textes bien connus par d'autres recueils de légendes en sanskrit, *Avadāna-śataka* et autres *Jātaka-mālā*, et pour certains dès le canon pâli : Candraprabha-Avadāna, Araṇemi-Jātaka, « histoire du potier », dont le noyau remonte au *Ghaṭikāra Sutta* (n<sup>o</sup> 81) du *Majjhima-nikāya*, etc. On y trouve aussi un fragment de l'histoire du Bon et du Mauvais Prince, Kalyāṇakara et Pāpaṅkara, parallèle au texte de Dunhuang publié de façon définitive par James R. Hamilton en 1971. Cependant, il reste un nombre significatif de fragments non identifiés, bien que leur appartenance au genre narratif soit assurée. Avec raison, J. W. a exclu (p. 15) de ce volume les récits qui appartiennent à des textes doctrinaux (*sūtra*) plus importants et qui font l'objet d'autres parties du catalogue, déjà publiées. Le premier ensemble, qui fait l'intérêt principal du présent volume, est constitué par les 689 fragments, sous 410 numéros (p. 39-301) qui se rattachent à un seul et même vaste ouvrage, dont le titre sanskrit est *Daśakarmapathāvadānamālā*, « Guirlande de légendes qui se rapportent aux dix chemins de l'acte » (en abrégé *DKPAM*). Le terme « chemin de l'acte » (skr. *karma-patha-*) fait référence à dix normes de comportement, qui consistent en fait à s'abstenir de dix « mauvaises actions » : 1) le meurtre, 2) le vol, 3) la luxure, 4) le mensonge, 5) la médisance, 6) la parole injurieuse, 7) la parole oiseuse (bavardage irréfléchi), 8) la convoitise, 9) la méchanceté, 10) la vue fautive. Ces fautes aboutissent pour celui qui les commet à des destinées mauvaises dans les naissances ultérieures, en premier lieu à des peines dans divers types d'enfers. Ce texte avait été identifié depuis longtemps et des parties en avaient été publiées par Friedrich Wilhelm Karl Müller (1863-1930) et Annemarie von Gabain (1901-1993). L'intérêt a été relancé plus récemment par la publication progressive d'une autre version du même ouvrage, connue par des feuilles en relativement bon état, qui furent découvertes en 1959 par un berger dans la région de Hami (alias Qomul), environ 350 km à l'est de Turfan, sur un site qui relève aussi du bouddhisme ouïgour. Cette trouvaille a révélé simultanément un grand nombre de feuilles et fragments du *Maitrisimit nom bitig* (Texte de la Loi [*sūtra*] sur la rencontre avec Maitreya), qui fournissent une autre version d'un ouvrage aussi important, connu par de nombreux fragments provenant de Turfan et conservés à Berlin et dont le modèle est un texte en tokharien A. L'histoire de la *DKPAM* est en partie parallèle, car ses colophons nous apprennent qu'il fut traduit en turc ancien à partir d'un original en tokharien A (*tohrī tili*), qui avait été lui-même adapté d'un texte antérieur en tokharien B (*uku kūsān tili*). Par conséquent, certaines caractéristiques des légendes compilées dans ce grand ouvrage sont dues à leur rédaction antérieure par des auteurs tokhariens qui s'inspiraient évidemment de textes sanskrits. Cette généalogie complexe rend l'étude de la *DKPAM* à la fois difficile et passionnante pour l'histoire de la première phase du bouddhisme ouïgour (IX<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècle

de l'ère commune). Il est certain en effet que ce livre important, dont la dimension totale peut être estimée à 350 feuilles de format *pustaka*, fut traduit dans une perspective pédagogique, pour inciter à l'observance des « bonnes actions » un public relativement novice en matière de doctrine bouddhique. La version de Hami est en cours de publication, par les soins de Geng Shimin (Pékin) et Jens Peter Laut (Göttingen), avec la collaboration de J. W. Les versions de Hami et de Turfan présentent des différences, notamment en ce qui concerne l'introduction générale, ce qui est dû au fait que les donateurs des manuscrits respectifs étaient différents. De plus, il apparaît qu'il s'agit de deux traductions indépendantes du modèle tokharien et non pas de deux recensions d'une traduction unique en turc ancien à partir du dit modèle, comme pour *Maitrisimit nom bitig*. Une partie des matériaux de la version de Turfan (93 fragments) avait été cataloguée par Gerhard Ehlers en 1987 dans un volume antérieur de la même série : *Alttürkische Handschriften 2: Das Goldglanzsūtra und der buddhistische Legendenzyklus Daśakarmapathāvadānamālā*, *Depositum der Preußischen Akademie der Wissenschaften (Staatsbibliothek Preußischer Kulturbesitz, Berlin)* = *VOHD XIII/10*. J. W., qui a déjà publié plusieurs articles sur des chapitres de la *DKPAM*, a identifié, comme le montre la comparaison des chiffres, un nombre considérable de nouveaux fragments ; il a procédé à la jonction de nombreux fragments, corrigé des identifications antérieures et trouvé aussi des fragments parallèles dans d'autres collections (Saint-Pétersbourg et Kyoto). Par conséquent, la contribution de J. W. est déjà méritoire.

De plus, l'intérêt de la présente publication réside dans une première tentative de restitution de la totalité de la *DKPAM* ; les fragments sont donc classés désormais selon leur place dans l'ouvrage original. Dans l'introduction, J. W. procure (p. 16-30) une première description détaillée du plan de la *DKPAM*, qui se divise en dix chapitres, chacun correspondant à l'une des « mauvaises actions » à éviter, dont la liste a été rappelée plus haut. Pour simplifier, l'ensemble a pour cadre le dialogue entre un maître et un disciple à propos des conséquences inéluctables de telle ou telle mauvaise action. La scène initiale, de manière volontairement sinistre, se déroule dans un cimetière. Ce « dialogue-cadre » sert à introduire la narration des légendes et à ménager des transitions d'une légende à l'autre et d'un chapitre à l'autre ; il permet aussi d'introduire les explications du maître (parfois sous forme de paraboles ou comparaisons), les états d'âme du disciple et la description des châtements encourus par les fautifs dans les enfers. Ce dernier thème était apparemment populaire, parce que plusieurs chapitres de *Maitrisimit nom bitig* (et de son modèle tokharien) sont consacrés aussi à la description de divers enfers. Comme on peut l'attendre, tous les chapitres ne peuvent pas être restitués de manière complète. Néanmoins, il apparaît que chacun comportait plusieurs *avadāna*, dont le rapport avec le thème du chapitre n'est pas toujours évident à nos yeux. La longueur des chapitres ainsi que le nombre d'*avadāna* insérés dans chacun d'eux étaient variables. L'ouvrage a de toute évidence une intention pédagogique : le maître veut provoquer l'effroi de son disciple et, au-delà, des lecteurs devant les conséquences des actes mauvais dans la vie future. J. W. nous donne opportunément des résumés des légendes qui se rattachent aux dix chapitres. En effet, il fait observer (p. 14) que les noms des protagonistes d'une légende donnée ne suffisent pas à l'identifier de manière certaine. Les mêmes noms pouvaient circuler d'une légende à l'autre. De plus, la provenance des récits est très large : en plus des légendes connues par les recueils bouddhiques en pāli ou en sanskrit, on repère des récits provenant

du *Pañcatantra* (recueil de fables) et de la matière épique brahmanique, notamment le *Rāmāyaṇa*. Cela confirme que les littérateurs tokhariens, auprès desquels se sont instruits les rédacteurs ouïgours, ont transmis au monde turc une partie de la culture indobouddhique. De fait, la transmission du corpus bouddhique et de ses instruments philologiques entraînait le transfert des savoirs d'origine indienne, que le bouddhisme du Gandhāra, puis de Kuča, avait intégrés à ses corpus. Ce travail pionnier devra sans doute être révisé et complété. De fait, J. W. nous donne le résumé du contenu de plusieurs *avadāna* qui pour le moment n'ont pas pu être classés dans l'un ou l'autre des chapitres.

D'ores et déjà, le résultat obtenu est très important. La voie est donc ouverte pour la comparaison avec la version de Hami de la *DKPAM* et pour diverses études, notamment sur la terminologie et la phraséologie bouddhique. Un chantier à peine ouvert est l'identification des sources des diverses légendes dans les manuscrits tokhariens. Jusqu'à présent, on n'a pas identifié par un colophon un ouvrage tokharien qui porterait le même titre, à la différence de *Maitrisimit nom bitig*, dont l'original en tokharien A avait pour titre *Maitreyasamīti-Nāṭaka*, « Drame sur la rencontre avec Maitreya » ; en revanche, plusieurs *avadāna* ou *jātaka* connus par des fragments en tokharien A et B peuvent avoir appartenu à des manuscrits plus importants qui de fait constituaient le modèle de la *DKPAM*. Je signale une dimension importante du point de vue turcologique. Le texte de la *DKPAM* est rédigé dans un style vif et direct, moins ampoulé que celui d'autres ouvrages bouddhiques en turc ancien, ce qui fournit un témoignage sur la langue parlée par les Turcs ouïgours. On devra aussi tirer parti de ces matériaux supplémentaires pour la linguistique contrastive entre turc ancien et tokharien. Un trait intéressant et spécifique des manuscrits de la *DKPAM* tient au fait qu'ils sont accompagnés d'illustrations peintes, tout comme les manuscrits manichéens. C'est une différence significative avec les manuscrits tokhariens qui contiennent des textes narratifs, mais qui sont dépourvus d'images. Mon explication personnelle, que je n'ai pas encore publiée, de cette divergence, réside dans le contexte de la production des manuscrits dans les monastères tokhariens, principalement des régions de Kuča et de Yanqi (Agni). Je suppose que ces manuscrits étaient lus et récités à haute voix dans les salles servant à l'enseignement et à la méditation, qui occupaient une partie des monastères rupestres. Or, ces grottes sont couvertes de peintures qui représentent justement les légendes en question. Il existait donc une complémentarité entre le texte manuscrit et la représentation plastique en deux dimensions, que les fidèles et les moines pouvaient contempler simultanément. Cette solidarité a disparu avec l'évolution des procédés d'enseignement et l'évolution de l'art du livre bouddhique, ainsi peut-être que de l'architecture des monastères.

Le présent volume ne laisse rien à désirer. Comme pour d'autres volumes précédents, les reproductions des manuscrits encore conservés, compte tenu des pertes subies lors de la Seconde Guerre mondiale et de ses suites, sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.bbaw.de/forschung/turfanforschung/dta/index.html> (consultée le 1<sup>er</sup> mai 2012). Le système désormais unifié des cotes permet de trouver rapidement les originaux. Ce catalogue, qui donne la description matérielle des fragments, leur identification, des translittérations quand c'est nécessaire, la mention des textes parallèles, est pourvu de toutes les annexes indispensables (bibliographie, concordances). Le rédacteur doit être félicité pour son travail exemplaire.



James A. MILLWARD, Yasushi SHINMEN, Jun SUGAWARA (éds), *Studies on Xinjiang Historical Sources in 17-20th Centuries*, Tokyo, The Toyo Bunko, coll. *Toyo Bunko Research Library* 12, 2010, 317 p.

Contrairement à ce que laisse entendre une introduction excessivement optimiste sur l'accès aux sources et aux terrains du Xinjiang, cette région d'Asie centrale reste en grande partie fermée à la recherche scientifique, en particulier, mais pas seulement, dans le domaine des études islamiques. Nul besoin de rappeler ici les motivations politiques, aussi paranoïaques puissent-elles être, d'une telle fermeture. Seules quelques portes se sont entrouvertes ces vingt dernières années, comme le montrent les différentes contributions du présent livre.

Minoru Sawada inaugure le volume en comparant dix-sept manuscrits d'une hagiographie en principe bien connue des historiens de l'islam au Turkestan oriental. La *Tadhkirat-i Khwâjagân* de Muhammad Sâdiq Kashqarî, écrite en turc chaghatay en 1768-1769, raconte la vie des soufis naqshbandîs appelés *khwâja* à partir de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. L'examen comparatif du chapitre – assorti d'une traduction et de l'édition critique – concernant le principal d'entre eux, Âfâq Khwâja (m. 1694), suggère que les différences entre les nombreuses copies ne sont pas significatives. Amanbek Jalilov et Y. Shinmen présentent une nouvelle source : l'addendum à la traduction chaghatay du *Târîkh-i Rashîdî*. Ce dernier est une histoire de l'Asie centrale méridionale prémoderne écrite en persan par Mîrzâ Muhammad Haydar (m. 1551). La traduction de Muhammad Sharîf, datant des années 1830, contient une suite de la chronique là où elle s'arrêtait, en 1546. Plusieurs enseignements peuvent en être confirmés : les Djoungars n'ont exercé le pouvoir en Kashgarie qu'à partir de 1713 ; la conquête mandchoue a réutilisé un pouvoir régional constitué de hauts fonctionnaires (*beg*, *hâkim beg*) et de roitelets (*wang*) dont la loyauté était hautement variable ; le *hâkim beg* Zuhûr al-Dîn apparaît comme l'homme fort de la région de Kashgar au cours de la décennie de 1830. Timur Beisembiev introduit le *Tuhfat al-tawârikh-i khânî* de Mullâ 'Attâr Khûqandî, composé au début des années 1870. Ce manuscrit chaghatay permet de compléter les données historiques sur trois points : les détails militaires de la révolte dite des « Sept Khwâjas » en 1847 ; le raid de Wali Khân Tura sur Yarkand en 1857, y compris ses détails les plus cruels ; un portrait ambigu de Ya'qûb Beg, tout au long de sa campagne d'invasion du Turkestan oriental entre 1864 et 1866.

Hodong Kim analyse en détail sept décrets royaux (*yarligh*) du XVII<sup>e</sup> siècle conservés dans le fond Jarring de la bibliothèque de l'université de Lund en Suède. Ce matériel, ici transcrit, traduit et publié en fac-similé, indique clairement que le khanat chaghatayide du Turkestan oriental maintenait des pratiques de chancellerie identiques à celles de l'empire mongol gengiskhanide et de ses États successeurs. La titulature administrative corrobore cette thèse. J. Sugawara décrit une collection de documents légaux du Xinjiang produits entre 1884 et 1955, collectée par lui-même à Kashgar en 2003. Il s'agit de 629 documents non seulement turco-islamiques mais également chinois dont une grande partie touche aux questions de propriétés terriennes, ce qui n'est guère surprenant dans une région aussi rurale que le Xinjiang méridional. Peut-être moins attendu est le fait que le système légal islamique s'avère encore solide à cette époque, même si des procédures chinoises font leur apparition. Thierry Zarcone présente des archives privées ainsi que des publications officielles appartenant à des groupes naqshbandîs toujours en activité. Généalogies spirituelles, certificats d'autorité, manuels techniques et vade-mecum – tous méconnus des

rares spécialistes de l'islam turkestanais – nous font pénétrer dans la vie, ou la survie, des soufis du Xinjiang contemporain.

Laura Newby défend le recours aux sources mandchoues pour l'histoire du Xinjiang sous les Qing. Tandis que certaines sont à l'origine même des publications en chinois, d'autres représentent une masse documentaire unique dans la mesure où le Xinjiang fut une enclave administrative mandchoue et non han jusqu'en 1877. Conservées aux archives historiques de Pékin et dans quelques autres fonds, ces sources encore peu exploitées permettent de préciser les jeux complexes de négociation entre factions khwâjas, ou entre begs et autorités impériales, également entre le Xinjiang et le khanat de Kokand. Enfin, elles donnent à voir un peu de la vie sociale de la région. Takahiro Onuma explore lui aussi des documents mandchous, plus exactement un petit ensemble d'édits en mandchou et en chaghatay du *hâkim beg* de Kashgar datant de 1801. Ici encore reproduits en fac-similé, transcrits et traduits, ces textes illustrent les techniques administratives introduites par les Qing dans le Xinjiang récemment conquis. Ils éclairent aussi l'évolution de la situation fiscale durant cette période. Li Hua étudie le cas des immigrés hui venus des provinces de l'est de l'Empire, à travers une source sinomandchoue, le *Manwen lufu*. Ce large recueil de mémoires officiels comprend une section consacrée au Xinjiang, notamment les cas de justice impliquant des immigrés hui : trafic de jade, meurtres divers et mouvements de révolte à l'instigation des soufis naqshbandîs jahriîs.

Ildikó Bellér-Hann ouvre la perspective d'une anthropologie historique des Ouïgours du Xinjiang à l'aide de deux types de sources. Le premier est composé de matériaux recueillis par des ethnographes européens dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, de manuscrits rédigés par des auteurs ouïgours au début du XX<sup>e</sup> siècle et de traditions orales. Le second comprend une variété de rapports d'expédition publiés par des voyageurs, des géographes, des archéologues et des orientalistes. Ces sources délicates à manier ont valeur de témoignage des phénomènes sociaux, comme par exemple la pauvreté endémique et son traitement. Ablet Kamalov analyse un genre de source jusqu'ici négligé pour l'histoire de la République du Turkestan oriental (1944-1949), à savoir les mémoires des acteurs eux-mêmes. Citons entre autres Zunun Teipov, Sabit Abdurahman Uyghuri, Abdurauf Mâkhsûm. Le caractère nécessairement orienté de ces textes en fait précisément la force, mettant à nu les intrigues politiques et l'ambiguïté des idéologies. J. A. Millward conclut l'ouvrage en proposant une histoire environnementale du Xinjiang sur la longue durée, fondée sur diverses sources textuelles, essentiellement chinoises ici, et techniques, obtenues par les technologies géographiques modernes. Les caractéristiques naturelles et leurs interactions avec la société, à travers notamment le problème de l'eau, dessinent pour l'historien un arrière-plan prometteur.

Alexandre PAPAS

Arnaud RUFFIER, *Samarcande : identités et espaces festifs en Ouzbékistan*, Tachkent-Paris, Institut français d'études sur l'Asie centrale-Aux Lieux d'être, 2007, 235 p.

Ce livre est issu d'une thèse soutenue en 2003, sous la direction de Gilles Veinstein. Ce volume se divise en deux grandes parties : la première porte sur le contexte sociopoli-

tique et les pratiques festives observées, la seconde sur les fêtes ouzbèkes comme espace de construction de la réalité sociale.

La question de départ est la suivante : comment saisir l'évolution des pratiques de la politique en Ouzbékistan depuis la période prérévolutionnaire jusqu'à celle du parti unique en passant par le régime soviétique ? Pour y répondre, A. R. prend pour objet la fête, ceci pour construire une anthropologie politique des solidarités partisans. Les raisons de son choix reposent d'abord sur un accès au terrain. C'est là un des seuls moyens d'enquêter sur la partisanerie en politique, sujet interdit pour les Ouzbeks. Dans un contexte d'insécurité et de censure politique, la fête semble un lieu d'observation intéressant pour voir comment des individus, afin d'assurer leur survie sociale, sont amenés à développer des réseaux familiaux et amicaux pour construire une solidarité, cela par le biais d'échanges de dons.

Dans une première partie, l'auteur dresse le contexte sociopolitique des pratiques festives. Il commence par revenir sur les identités perçues, leur territorialisation en quartier (*mahalla*) et leurs relations avec les spécialisations économiques, bien que les dynamiques migratoires aient changé la donne, notamment au niveau de Samarcande.

Avant la période soviétique, trois grands types d'appartenances pouvaient se distinguer. En premier lieu, il y avait le système tribal (*urug'* : tribu). À cela s'ajoutaient l'appartenance religieuse et celle à l'émirat, autorité politique temporelle qu'incarnait l'émir. Ces trois appartenances, la tribu, la religion et l'émirat, étaient sources de conflits d'autorité. Chacune de ces sphères reposait sur des logiques internes, parfois rivales entre elles, et défendait son autonomie et ses prérogatives.

Avec la soviétisation se met en place une territorialisation des identités communautaires et la construction d'un système totalitaire. Cette soviétisation s'opère d'abord par l'élimination des opposants et par la création d'une nouvelle élite. Cela passe aussi par une adhésion de la population aux valeurs et aux normes comportementales soviétiques. L'identité tribale ne peut plus être revendiquée publiquement. D'une façon générale, la partisanerie est niée ; la nature des liens de solidarité permettant d'accéder au pouvoir est soigneusement dissimulée.

En apparence, deux types de légitimité semblent apparaître comme rivaux : le premier est issu des institutions soviétiques, le second serait la légitimité traditionnelle s'épanouissant dans le cadre des *to'y*, des *gap* et des *ziyofat*. A. R. montre dès lors que les deux systèmes se sont mutuellement servis, en raison de la soviétisation des communautés et de l'instrumentalisation du « tribalisme clientélaire » par l'État soviétique et postsoviétique.

Dans ce contexte, une forme de sociabilité apparaît comme remarquablement efficace : l'*ulfat* (groupe d'amis). Cette affiliation amicale permet aux individus de constituer un groupe d'action politique qui traverse les appartenances communautaires diverses. Elle est la « cellule opérationnelle de conquête du pouvoir » (p. 57). L'exemple le plus frappant est donné par le président Karimov et ses amis « samarcandais ».

Le terme utilisé en ouzbek pour nommer un groupe d'hommes au pouvoir est celui de *klan*. Ce mode clientéliste, bien que désavoué par la population, reste le mode dominant de la politique ouzbèke. Pour les Ouzbeks, ce *klan* s'apparente à la mafia, notamment par les modalités d'entrée, à cette différence près, et de taille, que le klan de Karimov « n'est pas une mafia puisqu'il est l'État » (p. 65).

Les conséquences de la soviétisation sont des transformations de l'organisation de la parenté, notamment par la déségmentation en milieu urbain. L'identification à l'*urug'*

tend à disparaître. Seule subsiste la conscience d'appartenir à un *avlod* – une lignée patrilinéaire – et à un *ajdod*, groupe d'ascendants indifférenciés, à l'intérieur desquels l'individu peut d'ailleurs choisir de privilégier telle ou telle branche de sa parentèle (*qarindosh*). Il y a donc une plus grande plasticité dans l'usage des réseaux. Un individu peut modifier les composantes de son réseau familial lors du mariage de ses enfants ; c'est d'ailleurs la fonction première du mariage en Ouzbékistan que de recomposer la structure familiale de la parentèle sur la base du choix des parents des époux.

Pour les hommes, cette plasticité va jusqu'à la possibilité de passer du côté du groupe des parents issus de l'ascendance maternelle, alors que la logique de la patrilinéarité l'interdit. Ce passage est pourtant envisageable du fait de l'absence de nom de famille hérité. Pour ce faire, l'individu déclare tout simplement appartenir au côté de sa mère et pourra totalement se détacher du côté de son père en fondant lui-même sa propre ligne. Il cesse dès lors également de se référer à un ancêtre patrilinéaire ; il devient alors le fondateur d'une nouvelle ligne.

À noter cependant que ces transformations ne se répartissent pas de façon homogène sur le territoire puisque l'*urug*' semble se maintenir dans les zones rurales. Non pas que Samarcande fasse figure d'exception, mais elle ne saurait constituer un paragon.

Le deuxième aspect du travail de l'auteur est d'analyser comment les habitants de Samarcande affirment symboliquement leurs identités et solidarités. Il s'agit dès lors de s'intéresser à l'un des temps de la vie sociale : celui des fêtes. La fête est en effet le moment de « faire de la politique » : en nourrissant des invités, les Ouzbeks nourrissent des liens partisans, dans une société où la partisanerie est une pratique illégitime mais nécessaire à la survie de chacun.

A. R. plante le décor en rappelant qu'il n'y a pas de distinction entre les fêtes dont le sujet est l'individu et les fêtes collectives. D'ailleurs, le mot « fête » lui-même est peut-être à interroger, puisqu'il ne trouve pas d'équivalent dans la langue ouzbèke. D'un point de vue émique, les ouzbeks distinguent les *bayram*, les *to'y*, les *ziyofat* et les *gap*.

Les *bayram* désignent les grandes fêtes « officielles » comme la fête du sacrifice ou celle du printemps (Navro'z). Elles sont souvent l'objet d'une récupération par l'État qui tient à les contrôler.

Les *to'y* sont un ensemble de fêtes qui marquent les grandes étapes de la vie d'un individu : la naissance, la circoncision, le mariage, etc. Lors de ces manifestations où il faut remplir le ventre des invités (le terme de *to'y* vient du verbe *to'ymoq* remplir), le statut social change tant pour le bénéficiaire que pour l'organisateur. Ainsi, le *to'y* de naissance est important pour la mère, celui de la circoncision concerne plutôt le père qui devient membre de plein droit de la communauté : il devient l'organisateur alors que jusqu'alors il n'avait été que l'objet ou l'invité, même s'il est aidé par son père. Pour le mariage de ses enfants, il est alors le seul organisateur, son père ne l'aidant plus du tout.

Le *to'y* ne peut se comprendre qu'en relation avec le système de don (*Toyona*) qui l'accompagne. L'importance du don est particulièrement observable dans le *to'y payg'amber oshi*, *to'y* que l'on célèbre lorsqu'un individu atteint l'âge de 63 ans, âge de la mort du Prophète. Il marque le passage de relais entre le père et le fils. C'est une occasion pour l'organisateur d'inverser la logique de don prévalant lors des *to'y*. Le protagoniste se retirant du jeu, on ne pourra pas lui rendre les invitations qu'il donne. Cela constitue un futur capital d'invitations et de dons pour ses descendants. Le père les inscrit ainsi dans un système d'obligations où ils prennent une position de force. La question de l'argent

demeure centrale : il existe des livres de comptes pour s'y retrouver. Cependant nous ne sommes pas dans une logique de thésaurisation. Cette dernière paraîtrait illégitime, raison pour laquelle l'auteur rapproche le *to'y* du potlatch.

Dans un *to'y* organisé par un homme puissant se met en place une concurrence dans les dons. Le bénéfice espéré est que l'homme d'autorité interfère en faveur du donneur. Ce dernier aura cependant intérêt à diversifier les personnes « courtisées ». En effet, un retournement politique est vite arrivé : il s'agit de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier.

Les *gap* et *ziyofat* sont des fêtes liées davantage à l'affirmation d'amitiés et solidarités partisans. Pour les *ziyofat*, les prétextes peuvent être multiples comme célébrer une rencontre inhabituelle, l'achat d'une maison ou d'une voiture. La règle du retour d'invitation n'est pas obligatoire. Les *ziyofat* ont pour but de rassembler autour d'une même personne l'ensemble des connaissances que celle-ci a pu rencontrer dans d'autres occasions.

Les *gap* sont réguliers et ne concernent qu'un collectif d'amis (*ulfat*). Il n'est plus question de famille ou de clan, de tribus mais uniquement d'amitié (*dostlik*). Il faut pour cela une égalité symbolique strictement respectée. La règle du retour d'invitation y étant obligatoire, il faut donc bien choisir ses amis avant car il s'agit ensuite d'honorer les dépenses. Les *gap* ont tendance à se reproduire de génération en génération. Les enfants fréquentant les *gap* de leurs pères, ils lient des liens d'amitiés qui donnent naissance à d'autres *gap*.

Les *gap* sont le lieu d'une socialisation politique importante. Ils peuvent servir de base pour « monter un coup », ou prendre le pouvoir. L'exemple le plus connu reste celui du *gap* « samarcandais » qui dirige la ville. Il rassemble une trentaine d'hommes qui contrôlent l'ensemble des postes administratifs et politiques de la ville. Tous sont des fidèles de Karimov.

En conclusion, à travers cette lecture anthropologique politique des fêtes, A. R. nous livre un éclairage remarquable sur la vie partisane en Ouzbékistan. Dans un système qui empêche toute liberté de la représentativité politique, elles permettent d'exprimer un choix partisan. Non pas que ce soit là le lieu où se développent ou s'expriment des idées politiques, mais c'est le lieu d'une action politique : se rendre à un *to'y* et soutenir tel leader plutôt que tel autre, non pour les idées politiques qu'il pourrait avoir, mais pour ses qualités de négociateur avec l'administration et l'État central, constitue l'un des rares actes partisans possibles.

Ce travail, remarquable par son ethnographie et le cadre théorique original qu'il utilise, se prête néanmoins à quelques critiques de forme. Outre le titre qui ne semble pas vraiment correspondre au livre – la ville de Samarcande n'est pas l'objet de l'ouvrage – on pourra critiquer une mise en forme susceptible d'être parfois améliorée. Sans doute en raison de la volonté de condenser au maximum, certains passages sont difficilement compréhensibles, voire elliptiques. Le lecteur comprendra qu'il a devant lui un ouvrage d'anthropologie politique, exigeant quelques connaissances tant dans cette discipline que sur l'Ouzbékistan, même si le glossaire est un outil remarquable pour s'y repérer. Certaines « évidences », notamment concernant le contexte politique général de l'Ouzbékistan, sont parfois bonnes à rappeler : elles éclairent un propos qui risque, sans elles, de paraître obscur. Ces quelques points ne doivent cependant pas cacher l'essentiel, à savoir que nous avons là un livre important et original pour l'anthropologie politique et les études sur l'Asie centrale.

Svetlana JACQUESSON, *Pastoréalismes: anthropologie historique des processus d'intégration chez les Kirghiz du Tian Shan intérieur*, Wiesbaden, Dr. Ludwig Reichert Verlag, 2010, 281 p.

S. J. est l'une des anthropologues occidentales qui connaît le mieux le Kirghizstan; j'en veux pour preuve indirecte le fait qu'elle ait été la seule ethnologue étrangère à participer à un ouvrage collectif kirghiz centré sur la culture matérielle, publié il y a quelques années à Bichkek (A. J. Japarov, *Nasledie material'noj i duxovnoj kul'tury kirgizstana*, Bichkek, Nacional'naja Akademija Nauk K'irg'izskoj Respubliki, 2005). L'ouvrage qu'elle nous propose aujourd'hui, basé sur plus d'une décennie d'enquêtes de terrain, constitue donc un jalon important dans l'approche et la compréhension du pastoralisme kirghiz.

Le point de l'auteur est une vision assez sombre de la réalité villageoise kirghize de la fin des années 1990: «Les gens paraissent se cacher dans des maisons toutes pareilles» (p. 1), doublée d'une découverte de l'importance extrême de la généalogie: «J'ai donc vu dans la descendance un moyen pour pénétrer la communauté locale» (p. 1). De fait, tout le monde connaît le célèbre dicton kirghiz, maintes fois rapporté par les voyageurs du XIX<sup>e</sup> siècle: «Qui ne connaît pas le nom de ses sept ancêtres est un traître».

S. J. va chercher à répondre à trois interrogations théoriques: 1. quelle est la spécificité du groupe de descendance et du pastoralisme kirghiz? 2. comment descendance et pastoralisme interagissent-ils? 3. quel rôle jouent ces deux systèmes dans les processus d'intégration? (p. 3).

Le premier chapitre (p. 1-21), qui sert d'introduction, constitue la boîte à outils méthodologique de l'ouvrage et présente un certain nombre de généralités sur le phénomène pastoral et la descendance. À partir du chapitre 2 intitulé «Les références du passé» (p. 23-79), nous entrons dans le vif du sujet avec une analyse des *sanjira* «généalogies». J'ai toujours considéré qu'il y avait là un domaine d'études particulièrement révélateur, ce que j'avais cherché à synthétiser dans un article – qui semble avoir échappé à l'auteur puisqu'elle ne le mentionne pas – intitulé «Dire l'histoire en l'écrivant: un fragment de *sanjira* kirghize», *Turcica* 31, 1999, p. 489-508, écrit en collaboration avec Japar Kenčiev, généalogiste kirghiz, et Gundula Salk, qui préparait sous ma direction un doctorat sur la *sanjira*.

Les liens généalogiques permettent de mettre en évidence l'existence de deux groupes à partir de la légende étiologique de Dolon: l'aile droite (*oŋ kol*) et l'aile gauche (*sol kol*). Ultérieurement s'ajoute, avec un statut inférieur, un troisième groupe: les *Ičkilik* «ceux qui ont intégré» (historiquement on sait que c'est ce qui se passe après une défaite), que S. J. laisse judicieusement en dehors de son étude, car leur zone de peuplement (Chine, Afghanistan, Ouzbékistan) ne relève pas immédiatement de son terrain d'enquêtes (p. 24, n. 5). Les généalogies, assez rébarbatives à lire dans leur version kirghize, sont ici très bien présentées et illustrées par des schémas clairs. Elles vont servir de point de départ à une présentation des relations politiques entre groupes et à un portrait excellemment brossé de la principale figure de pouvoir, le *manap* (p. 41-47).

Le système pastoral kirghiz est décrit (p. 52-79) avec une emphase particulière sur la catégorisation et l'organisation du bétail. En ce qui concerne les stations pastorales, je propose une normalisation du vocabulaire concernant les quatre étapes du parcours annuel kirghiz: le vernage (pâturages de printemps), l'estivage (pâturages d'été), l'automne

(pâturages d'automne), l'hivernage (pâturages d'hiver). Comme le remarque l'auteur, la nomenclature kirghize ne fournit pas d'indices sur leur disposition géographique (p. 54). Par exemple chez les Kirghiz du Pamir la migration est altitudinale, alors qu'elle peut être circulaire au Kirghizstan. On aurait aimé avoir une caractérisation de tous les types de vallées où les Kirghiz établissent leurs campements et pas seulement des « vallons » (*kolot*). Le cheptel kirghiz comprend cinq espèces d'animaux domestiques : ovins, caprins, bovins (bovidés et bovinés ; le terme générique pour désigner le yak est *topoz* dans les parlers nord et *kotoz* dans les parlers sud), camélidés, équidés. Il existe des regroupements de type *bodo mal* « gros bétail » (bovins, équidés, camélidés) et *mayda mal* « petit bétail » (ovins et caprins). L'espèce préférée est bien sûr le cheval qui joue un rôle central dans la société kirghize. Je trouve un peu surprenant que S. J. s'abstienne de toute référence aux travaux de Carole Ferret, qui fait autorité pour ce qui concerne le cheval en Asie centrale ; je signale donc ici : « De l'attache des chevaux à la fécondation des femmes en passant par la cuisine : quelques pistes pour l'exploration des notions altaïques de chaud et de froid », *Études rurales* 171-172, 2004, p. 243-270 ; et surtout : *Une civilisation du cheval : les usages de l'équidé de la steppe à la taïga*, Paris, Belin, 2009. L'auteur traite de façon cursive les usages des animaux : animaux à monter, à charger, à traire, à dépecer, à abattre ; on aurait aimé qu'elle s'attarde un peu plus, car on est là au centre de la problématique de l'élevage.

Visiblement S. J. a hâte de passer de l'ethnographie à l'anthropologie et le lecteur ne s'en plaindra pas trop, car le chapitre 3, intitulé « Inclusion au système colonial russe » (p. 81-114), est tout à fait passionnant. On a là pour la première fois une vision claire et documentée de cette période de transition, sur un territoire précis du Tian-Shan. L'emprise colonialiste russe se manifeste par des tentatives de désunir les *rod* (groupes de descendance), qui sont crédités par l'administration de toutes les difficultés auxquelles se heurte le gouvernement territorial. Cette lecture de la dynamique politique est « biaisée » (p. 86) et ne tient pas compte des divergences d'adaptation locale au nouveau système administratif. Les terres des nomades deviennent propriété d'État et sont redistribuées par l'administration : « Chaque Kirghiz avait le droit de construire des maisons ainsi que des étables sur la parcelle d'hivernage qui lui était attribuée par la *volost*. Ce terrain bâti pouvait se transmettre en héritage aussi longtemps que les bâtiments y existaient ; lorsque les bâtiments tombaient en ruines, le terrain rejoignait le fond communal » (p. 92). L'échec de la *volost* est mis sur le compte des *manap* par l'administration, prétexte commode pour dédouaner les autorités tsaristes des défauts des statuts coloniaux. L'auteur met en évidence deux phases de colonisation : une expérimentation prudente de 1876 à 1905, suivie d'un changement de cap (1905-1916) : on passe d'un essai d'intégration des nomades dans la modernité à une volonté d'intégrer des colons dans une colonie. Les masques tombent : la réalité de la colonisation apparaît. S. J. va en suivre le détail dans trois *volost* du Tian-Shan en 1913. Grâce à des tableaux et à des cartes très lisibles, on peut voir le passage des *ayıl* (unités territoriales) aux *obščina* (unités économiques). Les conflits entre nomades kirghiz et colons russes se multiplient jusqu'en 1916, date de la grande révolte kirghize, qui sera matée dans le sang et verra l'exil d'une grande partie de la population vers le Sinkiang chinois. Il aurait fallu, je pense, mentionner le nom donné par les Kirghiz à cette période très douloureuse de leur histoire : *Ūrkün*, le sursaut d'angoisse.

Le chapitre 4, intitulé « Fromatage soviétique » (p. 115-143), éclaire d'un jour nouveau l'avènement des soviets et la mise en place de la république kirghize. C'est une période trouble et mal connue. Après les exactions des troupes tsaristes suite à *Ūrkün*, les ravages



de la guerre civile, les ultimes soubresauts des *basmachi*, les Kirghiz sont anesthésiés et ne réagissent guère à la mise en place d'un nouveau modèle de développement économique, restructurant l'espace sous forme d'oblasts rationalisés. Pour ce faire, la politique va s'appuyer sur la science : le *Kirgizskij Oblastnyj Komitet* (organe exécutif) commande d'importantes expéditions scientifiques (comprenant plusieurs centaines de chercheurs) qui vont décrire la situation sociale et économique (milieu des années 1920). Il en ressort notamment que les *manap* (figures d'autorité locales) sont le principal obstacle à la mise en place de la nouvelle politique. Ils seront éliminés, de même que les « personnes rétrogrades » (en gros leurs parents, amis et connaissances, c'est-à-dire beaucoup de monde), permettant ainsi la campagne stalinienne de sédentarisation-collectivisation. Grâce aux entretiens réalisés par l'auteur, on comprend mieux les réactions locales au remembrement des fermes et du foncier pastoral : des tableaux associés à des cartes permettent de visualiser l'usage du foncier pastoral en 1926 dans trois *volost*. S. J. remarque très justement (p. 139) : « L'absence de résistance s'explique aussi par le fait que la collectivisation est si brusque qu'elle n'est qu'imparfaitement comprise. Les décisions centrales sur les types d'unités économiques qui doivent être créées changent et se succèdent à une vitesse qui échappe à toute prise de conscience (...) ». La conséquence est une chute spectaculaire du cheptel kirghiz qui passe de 6 800 000 têtes en 1930 à 2 000 000 en 1934 (p. 140). Il faudra attendre le milieu des années 1950 pour voir une réorganisation des kolkhozes qui marque la véritable sédentarisation des Kirghiz.

L'auteur traite ensuite « Du pastoralisme à l'élevage soviétique » (p. 145-176). C'est l'occasion de présenter les relations entre kolkhozes et sovkhoses kirghiz, mais S. J. ne donne pas la définition de ce que doit être idéalement un sovkhose, ce qui pour un lecteur non averti pose problème. La soviétisation du cheptel marque un tournant dans l'élevage kirghiz. La dévaluation du cheval s'accompagne de l'exaltation du mouton : « Le mouton fut au Kirghizstan ce que le coton fut à l'Ouzbékistan » (p. 153). Plaignons les yaks et les chameaux qui firent les frais de cette monoculture ! Les bergers expérimentés s'occupent des brebis, les débutants des moutons ; ils sont choyés par les autorités (1950-1980), jusqu'à ce qu'ils soient voués aux gémonies, quand les cours de la laine s'effondrent : « On attribua aux bergers tous les maux : le passéisme, l'inertie, la paresse, le manque total de compétence » (p. 165). Le désenchantement des bergers transparait au travers des nombreux entretiens réalisés par l'auteur.

La suite de l'ouvrage (p. 177-250) est consacrée à l'étude locale de la décollectivisation et à la marginalisation progressive de l'élevage. Deux types de fermes sont comparés : le kolkhoze « Togolok Moldo » et le sovkhos « Songköl ». Le pastoralisme traditionnel est supplanté par l'émergence des exploitations agricoles et l'apparition de propriétaires terriens, avec la bénédiction des autorités qui considèrent le secteur agricole comme un secteur « moderne » (p. 217).

Les transformations structurelles de la gestion des pâturages ont déclenché un mouvement d'individualisme, une volonté d'obtenir des droits exclusifs sur les parcelles, bref un début de passage à ce qui va ressembler de plus en plus à une économie de marché. Cela génère également un exode rural dont S. J. ne parle pas, mais pour lequel on peut se reporter à l'enquête de Matthias Schmidt et Lira Sagynbekova qui porte sur 500 foyers entre 2005 et 2007 : « Labour Migration as a Livelihood Strategy in Rural Kirghizstan », in « Migration Past and Present : Changing Patterns in Kyrgyzstan », *Central Asian Survey* 27/2, juin 2008, p. 111-127.

En conclusion, tant par ses analyses que par les documents qu'il présente et ordonne, le livre de S. J. se signale particulièrement à l'attention de l'anthropologue turcologue; non pas seulement, je crois, au spécialiste du Kirghizstan, mais bien à tous ceux qui s'intéressent à l'Asie intérieure. Bien présenté<sup>1</sup>, clair, agréablement illustré de cartes et schémas, *Pastoralismes* est un ouvrage qui fait date dans l'analyse théorique des processus d'intégration chez les Kirghiz du Tian Shan.

Rémy DOR

Rufat SATTAROV, *Islam, State and Society in Independent Azerbaijan: between Historical Legacy and Post-Soviet Reality with Special Reference to Baku and its Environs*, Wiesbaden, Reichert Verlag, coll. *Kaukasienstudien – Caucasian studies* 11, 2009, xxix-[1]-366 p., 13 ill. h. t.

L'une des questions auxquelles cet ouvrage s'attache à répondre est en quoi se distinguent les mutations du champ religieux observées en République d'Azerbaïdjan depuis la dernière décennie de la période soviétique. Pour ce faire, l'auteur a concentré son attention sur les institutions et organisations confessionnelles de la ville de Bakou et de sa périphérie rurale immédiate. Le principe central de sa recherche a été le primat de l'« islam organisé » (*organised Islam*), avec un intérêt particulier pour la phase de massification caractéristique selon Miroslav Hroch (*Social Preconditions of the National Revival in Europe: a Comparative Analysis of the Social Composition of Patriotic Groups among the Smaller European Nations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985) de la période avancée du renouveau des « petites nations » européennes. De ce point de vue l'ouvrage paie une dette aux travaux des historiens occidentaux de l'identité azerbaïdjanaise (Adam, Altstadt, Auch, Bennigsen, Karpat, Swietochowski, Zenkovsky), cités dans de nombreux chapitres de l'ouvrage. Celui-ci, centré sur la première décennie d'indépendance, jusqu'aux lendemains du 11 septembre, achève de relativiser l'importance de cette date comme tournant historique, un retour aux méthodes soviétiques dans la répression de l'islam politique étant observé dès 1995.

Ouvert par un chapitre sur l'histoire de l'islam sur le territoire de l'Azerbaïdjan actuel, le livre s'attarde pour l'époque moderne sur la création des dignités de *şeyxülislam* (pour les chiites) et de *müfti* (pour les sunnites) par les autorités tsaristes en 1823 et 1832, puis sur le réformisme islamique du début du xx<sup>e</sup> siècle (à travers les travaux de chercheurs occidentaux). La période soviétique (p. 44-70) est traitée elle aussi par des sources secondaires,

<sup>1</sup> Je donne ici la liste des coquilles relevées, qui n'est sans doute pas exhaustive : p. 2, « corrélation entre les. », rajouter « deux » avant le point / p. 83, n. 60, « et, assez souvent de la famille nucléaire », rajouter « , » après « souvent » / p. 88, « l'introduction des éleveurs désert l'administration », bien lire « dessert » / p. 94, « en cas du décès », bien lire « de » / p. 115, « évènement », bien lire : « événement » / p. 120, tabl. 2, « ukrainien », bien lire « ukrainien » / p. 125, « immobilisation complète », séparer les deux mots / p. 138 : « ce kolkhoze a été créée », bien lire : « créé » / p. 225 et p. 226, « réparties », bien lire : « réparties ».

par les variations de la politique religieuse de l'URSS. R. S. évoque les tentatives du pouvoir bolchevique de tirer parti des dissensions entre majorité chiite et minorité sunnite, ainsi que les essais de certains leaders religieux musulmans de rapprocher les deux communautés. Les répressions des années 1920-1930 apparaissent dans leur dimension communautaire, l'auteur évoquant (p. 50) le poids des Arméniens et des Russes dans les jeunesses communistes et dans l'Union des Sans-Dieu (*Soiuz bezbozhnikov*), active en Azerbaïdjan à partir de 1925. Les principales charnières chronologiques retenues pour la période soviétique sont : la campagne contre l'islam de 1926 ; la création en 1944 de l'Administration spirituelle des musulmans de Transcaucasie (ZMRĪ en azerbaïdjanais), avec à sa tête un *seyxülislam* désormais secondé par un *müfti* placé en situation d'infériorité hiérarchique ; le lancement par l'administration Khrouchtchev d'une nouvelle politique anti-religieuse en novembre 1954 ; enfin les impacts de la révolution iranienne de février 1979 et de l'invasion soviétique de l'Afghanistan en décembre de la même année.

Des impacts que l'auteur tend à relativiser, préférant s'étendre sur des faits propres à l'espace soviétique comme le conflit du Qarabagh à partir de 1988, présenté comme phase d'une lutte nationale n'ayant pas donné lieu, du côté azerbaïdjanais, à une instrumentation politique de la religion. La période Gorbatchev, elle, est vue comme moment d'expansion du rôle de l'intelligentsia d'académie, des orientalistes en particulier, dans la reformulation d'un discours public sur l'islam. L'auteur en donne pour exemple la figure très controversée de l'académicien Ziya Büniyadov (1921-1997), historien nationaliste et anti-arménien, spécialiste du Caucase médiéval, traducteur du Coran en azerbaïdjanais, avocat du retour à l'alphabet arabe pour la notation de cette langue. Un autre arabisant notoire, Nâriman Qasimoğlu, tête pensante du Front populaire depuis la fin des années 1980, apparaît comme promoteur d'un « islam coranique » supraconfessionnel, rassemblant chiïtes et sunnites dans l'invocation d'une tradition religieuse proprement azerbaïdjanaise. La brève période Mütällibov (1990-1992) est caractérisée par la libéralisation de la législation sur la pratique religieuse. Tandis que les rangs de l'élite politique azerbaïdjanaise s'ouvrent à l'*establishment* religieux, on assiste par réaction à l'émergence d'un islam politique ouvertement hostile à la ZMRĪ.

Un islam politique dont les racines historiques dans l'*underground* soviétique sont largement passées sous silence. Le sous-chapitre (p. 202-212) consacré au Parti islamique d'Azerbaïdjan (AĪP) depuis sa création par deux natifs du village et lieu saint chiite de Nardaran, à la périphérie de Bakou, n'évoque qu'en passant l'activité clandestine de cette organisation depuis le milieu des années 1970. L'auteur décrit plus longuement la reconversion du parti, entre 1998 et 2005, en défenseur de la démocratie et des droits de l'homme, puis de l'« azerbaïdjanité », dans le cadre de coalitions successives avec le parti Mûsavat, d'abord, puis avec le Parti social-démocrate et le Vâhdät de Tahir Kârimli. Plusieurs sous-chapitres monographiques, dans la seconde moitié de l'ouvrage, traitent d'un large éventail d'organisations : partis politiques ; associations (comme Tövbe [Repentance] qui rassemble dès 1985 de jeunes intellectuels dans la lutte gorbachévienne contre l'alcoolisme) ; communautés locales de croyants (avec un intérêt pour le village de Nardaran, foyer historique de l'AĪP, dominé par ses familles de *seyid* et son Conseil religieux collectant les aumônes légales en toute indépendance de la ZMRĪ) ; enfin ONG chiïtes et sunnites avec leurs clientèles respectives (telle la Fondation de l'aide à la jeunesse sunnite de la ville de Zaqatala et ses sympathies soufies turques parmi les disciples du penseur Osman Nuri Topbaş).

Le manque de familiarité de R. S. avec les aspects non institutionnels de l'histoire contemporaine de l'islam dans le Caucase méridional apparaît dans les chapitres consacrés à la période de l'indépendance. Comme dans le traitement d'Äbülfâz Elçibây, abordé à travers un petit nombre de déclarations officielles pendant son éphémère présidence (1992-1993). Cette brève période de transition est traitée principalement à travers la multiplication des périodiques traitant de l'islam et la libéralisation de la législation sur les activités religieuses, au détriment de l'autorité de la ZMRİ. Ouvrant la voie au financement d'institutions religieuses depuis l'étranger, la nouvelle réglementation est créditée de l'irruption du Türkiye Diyanet Vakfı, de ses imams et de sa faculté de Théologie créée de l'université de Bakou en 1992-1993, et de l'apparition concomitante d'un premier réseau d'écoles religieuses chiites financées par l'Iran. Le chapitre consacré à la décennie Heydâr Äliyev (1993-2003) signale un tournant important avec le lancement en 1995 d'une première campagne contre les partis politiques islamistes et les missions musulmanes étrangères. Tournant conclu l'année suivante par l'installation de la nouvelle Administration des musulmans du Caucase (QMİ, successeur de la ZMRİ) comme instance de contrôle des organisations confessionnelles islamiques du pays. L'adhésion de l'Azerbaïdjan à la coalition antiterroriste de 2001 et la répression d'organisations comme le Ceyşullah (Armée de Dieu) ou la branche locale du Hizb al-Tahrir apparaissent dans le prolongement logique de cette involution entamée bien avant le 11 septembre 2001.

L'accent est mis pour cette période sur le rôle de la QMİ, ainsi que du Comité d'État pour le travail avec les associations religieuses (ADDK, créé en juin 2001) dans la reprise en main graduelle du champ religieux par l'État azerbaïdjanais. Innovation géopolitique de taille : cette fois l'islam essentiellement piétiste patronné par la QMİ reçoit l'appui des puissances occidentales. Ces dernières, après avoir longtemps vu dans l'islam politique le levain de possibles soulèvements contre le pouvoir soviétique, ont adopté après le 11 septembre 2001 une vision hostile à toute forme de politisation de l'islam et arment les régimes en place contre les formes les plus diverses de pratique publique de cette religion. Il est vrai que la décennie Heydâr Äliyev se distingue aussi comme celle du retour en Azerbaïdjan d'une génération de responsables religieux formés à l'étranger, parmi lesquels deux figures du tout début du XXI<sup>e</sup> siècle : Qamät Süleymanov, imam de la mosquée sunnite dite Äbu-Bäkr dans le district Nârimanov de la capitale, formé à Médine, et İlqar İbrahimoglu, formé à Qazvin en Iran, chef de la communauté chiite de la Grande Mosquée de la vieille ville de Bakou. Opposée à l'autorité de la QMİ, la Grande Mosquée chiite a davantage maille à partir avec le pouvoir politique (qui la fait fermer en 2008) que la mosquée sunnite Äbu-Bäkr (à laquelle son piétisme n'épargne pas d'être interdite, la même année, sous l'accusation de « wahhabisme »).

Tout au long de l'ouvrage des sous-chapitres sont dévolus aux relations de l'Azerbaïdjan avec l'Iran et la Turquie. Le sujet aurait gagné à faire l'objet d'un chapitre distinct, tant l'auteur y souligne les oscillations dans le temps des relations de Bakou avec Ankara et Téhéran : une période pro-turque, de l'indépendance à la chute d'Elçibây en 1993, suivie par un rééquilibrage sous Heydâr Äliyev vers la Russie et, plus brièvement, vers l'Iran. En même temps l'auteur souligne les nombreux paradoxes de ces relations : Äbülfâz Elçibây paraissant vite excessivement panturc aux yeux des milieux d'affaires d'Ankara, tandis que dix ans plus tard un leader religieux chiite comme İlqar İbrahimoglu défend un modèle de démocratie à l'occidentale peu apprécié de Téhéran. Ici comme ailleurs dans son ouvrage, c'est aux acteurs institutionnels, voire étatiques (le Türkiye Diyanet Vakfı et

ses réseaux d'imams ou le mouvement néo-nurcu de Fethullah Gülen et ses réseaux d'écoles ; le Comité d'aide Imam-Khomeyni et le réseau d'éditeurs religieux al-Hoda), que l'auteur s'est intéressé. Les mosquées tiennent aussi une place importante, comme celles tenues à Bakou jusqu'en 2008 par Süleymanov et İbrahimov, ou les congrégations apparentées à telle ou telle minorité ethnique (lèzgue et tate, en particulier). Côté turc, la permanence d'un tropisme linguistique est soulignée, ainsi que son impact dans le domaine éducatif ; côté iranien, le rôle de la télévision hertzienne en azerbaïdjanais dans les districts méridionaux de la République d'Azerbaïdjan (avec des chaînes comme *Azərbaycan TV* et *Cənub TV*). Par contre l'*underground* islamique caucasien est évoqué de manière elliptique, ainsi l'activité du Hezbollah dans les régions de Länkəran et d'Astara, frontalières de l'Iran, jusqu'aux campagnes d'arrestations de l'année 2001 (p. 143-145). Un « facteur arabe » est rapidement mentionné pour l'impact des flux financiers en provenance du Golfe sur le développement des institutions confessionnelles musulmanes jusqu'aux fermetures de la fatidique année 2001.

Un autre fil rouge important, quoique discontinu, du récit de R. S. est constitué par son évocation du rôle de l'intelligentsia laïque, surtout des spécialistes des études orientales, dans la production d'un discours public sur l'islam depuis la fin de la période soviétique. L'auteur évoque d'abord la découverte par nombre d'intellectuels musulmans du Coran à travers les traductions russes d'orientalistes comme Ignatii Krachkovskii (p. 269). Outre Büniyadov, Qasimov et leur islam à la fois « coranique » et national, R. S. s'attarde sur le rôle des intellectuels d'académie au sein d'institutions de la période Heydar-Əliyev. Parmi ces derniers figurent les membres de l'ADDK et le combat qu'ils mènent, dans le sillage de Büniyadov et de Qasimov, pour un islam réunissant chiites et sunnites contre la QMİ, laquelle anathémise ces intellectuels en les dénonçant comme « wahhabites », contribuant ainsi à flouter les termes du débat. La présence des orientalistes dans les partis politiques de la perestroïka et de l'indépendance est largement évoquée : ainsi du spécialiste du persan Zərdüşt Əlizadə au Parti social-démocrate d'Azerbaïdjan (p. 195-196) et de Sabir Həsənlı, longtemps cadre de la ZMRİ, puis à partir de 1991 recteur de l'université Islamique de Bakou, fondateur en octobre de cette année-là d'un Parti islamique du progrès d'Azerbaïdjan (p. 212) dans lequel d'aucuns continuent de voir une création du parti communiste et du KGB pour contrecarrer l'AİP.

Comme dans une majorité de la littérature produite sur l'islam dans l'ex-URSS, peu d'attention est portée aux évolutions de la période soviétique, si ce n'est de brèves allusions aux origines de l'AİP et aux échanges entre le Nakhitchevan et l'Iran dans les années 1970 (p. 111). Par ailleurs la restriction du cadre géographique de l'étude à Bakou et sa périphérie prive l'auteur d'information sur les changements profonds et anciens d'autres régions, en particulier à la périphérie méridionale du pays (Nakhitchevan, Länkəran, Astara...), au contact immédiat de l'Iran. L'auteur admet certes, en préambule à son ouvrage (p. XIX), avoir délaissé l'islam « populaire » pour se concentrer sur les interactions entre État et société. Cette approche, si elle offre au lecteur un panorama précis des acteurs institutionnels des mutations du champ religieux en République d'Azerbaïdjan, laisse dans l'ombre des pans entiers de l'histoire sociale et politique de l'islam en Azerbaïdjan, pour ne rien dire de... l'histoire religieuse proprement dite, à peine abordée dans le livre.

Il est d'ailleurs surprenant que dans un livre sur l'islam et l'État dans une société postsoviétique, les convergences entre intelligentsia d'académie, militants islamistes et

police politique ne fassent pas l'objet d'une grande attention, à un moment où les historiens de l'orientalisme académique en URSS ont fait la lumière sur ces convergences. Inversement, l'*underground* et les sociabilités religieuses traditionnelles, notamment soufies, ont été oubliés : tout juste la voie Naqshbandiyya est-elle admise à figurer comme canal de l'influence turque sous la présidence de Turgut Özal. Si l'ouvrage permet donc un premier très utile repérage institutionnel, il constitue aussi une excellente invitation à approfondir cette exploration, en direction de la période soviétique, en direction aussi d'autres régions de l'Azerbaïdjan et du Caucase méridional, enfin vers une sociologie des acteurs de la réislamisation contemporaine, parmi lesquels la région offre également une galerie très méconnue de protagonistes régionaux et ruraux.

Stéphane A. DUDOIGNON

Korkut BUĞDAY, *The Routledge Introduction to Literary Ottoman*, trad. Jerold C. Frakes, Londres-New York, Routledge, 2009, xx + 226 p.

Cette introduction à l'« ottoman littéraire » est la version anglaise d'un ouvrage paru d'abord en allemand (*Osmanisch-Lehrbuch: Einführung in die Grundlagen der Literatursprache*, Wiesbaden, Harrassowitz, 1999) issu des cours de turc ottoman donnés par l'auteur à l'université de Hambourg. On doit la version anglaise de cet ouvrage à Jerold C. Flakes, professeur d'anglais à l'université de Buffalo de la State University of New York.

Depuis l'introduction de l'alphabet latin en Turquie en 1928, les étudiants de textes et de documents ottomans avaient le choix, pour en apprendre la langue, de se servir soit de recueils de textes<sup>1</sup>, soit de méthodes anciennes reflétant plus ou moins l'état de la langue à la fin du XIX<sup>e</sup>-début du XX<sup>e</sup> siècle. Pour les germanophones, la *Türkische Konversations-Grammatik* du consul autrichien Henry Jehlitschka, parue pour la première fois en 1895 chez Julius Groos à Heidelberg, était, comme Korkut Buğday l'observe dans sa préface (p. xii) l'œuvre pionnière. Elle a été suivie d'un très grand nombre de manuels et de méthodes parues à l'époque de la première guerre mondiale en Allemagne<sup>2</sup>, dont on trouve les traces encore dans le livre de Buğday. Les anglophones disposaient de l'excellent manuel de Vahan Hovhannes Hagopian, professeur d'ottoman à l'Anatolia College de Merzifon, publié par le même éditeur allemand (*Ottoman-Turkish Conversation-Grammar: a Practical Method of Learning the Ottoman-Turkish Language*, Heidelberg, J. Groos, 1907), qui est à maints égards supérieur à l'ouvrage de Jehlitschka. Pour les francophones, il existait une foule de méthodes, publiées à Istanbul depuis le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. Parmi ces ouvrages, devenus introuvables pour la plupart, il y a de fort bons, qui pourraient

<sup>1</sup> En Allemagne, on s'est servi pour l'étude de l'ottoman au niveau universitaire de la *Osmanisch-türkische Chrestomathie*, datant de 1965, un très bon choix de textes, admirablement bien imprimé, réuni par le regretté Richard F. Kreutel (1916-1981).

<sup>2</sup> Cf. la bibliographie dans le catalogue de l'exposition *Germano-Turcica: zur Geschichte des Türkisch-Lernens in den deutschsprachigen Ländern*, Bamberg, Die Bibliothek, 1987.

<sup>3</sup> Cf. les listes bibliographiques dans Jean DENEY, « L'osmanli moderne et le türk de Turquie », in Jean DENEY, Kaare GRØNBECHE, Helmuth SCHEEL, Zeki Velidi TOĞAN (dir.), *Philologiae Turcicae Fundamenta I*, Wiesbaden, F. Steiner, 1959, p. 224-225.

encore rendre service aujourd'hui, telle la *Méthode théorique et pratique pour l'enseignement de la langue turque* de Moïse Dalmédico (2<sup>e</sup> éd. complètement refondue, Constantinople, imprimerie V. & H. Der-Nersessian, 1908).

En Turquie, le nombre de méthodes publiées pour l'apprentissage de l'ottoman (en turc moderne) ou pour apprendre à lire le turc en alphabet arabe ne cesse de s'accroître depuis la classique introduction du regretté Faruk Timurtaş (1925-1982) (*Osmanlı Türkçesine Giriş I: Eski Yazı – Gramer – Aruz – Metinler*, 1962), utilisée pour les cours universitaires, que l'on a régulièrement rééditée (23<sup>e</sup> éd., Istanbul, 2000). Un excellent manuel pratique, plus récent, est le « Guide du turc-ottoman » de Hayati Develi (*Osmanlı Türkçesi Kılavuzu*, 2 vol., Istanbul, Bilimevi, 2000-2001 ; plusieurs réimpr.).

L'*Introduction* de Korkut Buğday ressemble à ces méthodes. Divisée en 20 leçons (« chapitres »), elle traite tous les aspects de la grammaire turque, arabe et persane concernant l'ottoman. La grammaire arabe, en particulier, y est traitée dans tous ses détails. Les textes de lecture contenus dans les 20 « chapitres » sont très variés et remontent à toutes les époques, de l'époque classique et post-classique (extraits du *Tacü t-tevarih* de Hoca Saadeddin, de l'*Asafname* de Lutfî Pacha, de Matrakçı Nasuh, du *Seyahatname* d'Evliya Çelebi, de la chronique de Naima ; mais aussi des textes non narratifs comme la *Sened-i ittifak* jusqu'à l'époque moderne (par exemple, le récit de voyage d'Ahmed Midhat Efendi, *Avrupa'da bir cevelan : 1891-1892*). Plusieurs textes ont été repris des anciens manuels d'ottoman allemands de Németh et de Willy Bolland<sup>4</sup>. Les textes sont suivis d'exercices pratiques (transcriptions, traductions, analyses grammaticales, questions et réponses etc.). À la fin du volume on trouve la transcription et traduction anglaise des textes, un corrigé des exercices, un index des termes grammaticaux et un glossaire. La bibliographie de la version allemande a été adaptée aux besoins des lecteurs anglophones. Soulignons que la méthode de Buğday permet une étude de la langue sans aide d'un professeur, ainsi qu'à des étudiants peu ou pas du tout familiers du turc moderne.

La paléographie n'est pas traitée dans cet ouvrage, à l'exception d'une brève présentation des caractères *rik'a*, avec des exercices, au début (p. 5-9). Il en va de même de la diplomatique, domaine dont on ne saurait sous-estimer l'importance, en particulier pour les historiens travaillant sur des documents d'archives. Vu les difficultés résultant de l'emploi de différents alphabets, de signes diacritiques pour l'alphabet de transcription (utilisé tout le long de l'ouvrage) etc., le livre est imprimé avec beaucoup de soin. Les fautes d'impression sont extrêmement rares. On regrettera cependant l'emploi des caractères arabes d'ordinateur car ceux-ci ne sont guère capables de donner à l'étudiant une idée des valeurs esthétiques de cette écriture, ni de certaines conventions calligraphiques courantes. Les anciennes méthodes et même la *Chrestomathie* de Kreutel étaient plus authentiques à cet égard. On se demande pourquoi l'auteur parle de *ağlât-ı meşhûre* (p. xvi) au lieu du plus courant *ğalatât-ı meşhûre* ou si des paradigmes comme *Türküme* « Je suis Turc » etc. (p. 24) et *Türk degiliz* (p. 30) – *Türk* y est écrit sans *vâv* – puissent vraiment illustrer un usage « ottoman ». Ceci n'enlève bien sûr rien aux qualités de ce manuel qui pourra rendre, dans sa version anglaise, les plus grands services à l'enseignement et à l'étude du turc-ottoman.

Johann STRAUSS

<sup>4</sup> Cf. *Routledge Introduction*, op. cit., p. 20 (Németh < Kreutel), p. 31, p. 37 (Willy Bolland).



Mark KIRCHNER (dir.), *Geschichte der türkischen Literatur in Dokumenten : Hintergründe und Materialien zur Türkischen Bibliothek*, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag (coll. Mîzân – Studien zur Literatur in der islamischen Welt 15)

Ce recueil de textes était destiné à l'origine à accompagner la « Bibliothèque turque » (*Türkische Bibliothek*, Unionsverlag, Zurich) dirigée par Erika Glassen et Jens Peter Laut (2005-2010). Cette collection de traductions en allemand d'une vingtaine d'œuvres considérées comme marquant un tournant (*Meilensteine*) de la littérature turque, de 1900 à nos jours, de Halid Ziya Uşaklıgil jusqu'à Ayşe Kulin, représente un des projets les plus ambitieux de faire connaître la littérature turque moderne à un public lecteur occidental.

Dans le livre édité par Mark Kirchner, professeur de turc à l'université Justus-Liebig de Giessen, une centaine de documents datant des cent cinquante dernières années est réunie, de Namık Kemal à Elif Şafak. Il s'agit pour l'essentiel d'essais, d'interviews, d'extraits de mémoires et de journaux, d'études littéraires, de comptes rendus publiés dans des revues littéraires et d'articles parus dans des périodiques, qui illustrent le mouvement d'idées ou l'atmosphère politique des périodes respectives. Les sept chapitres portant des titres évocateurs comme « Orient et Occident », « République et nation », « Progrès et socialisme », « Sexe et psyché », « Pluralité et différence » etc. suivent plus ou moins un plan chronologique. L'éditeur a pris soin d'y couvrir le spectre le plus large possible des différents courants littéraires et tendances idéologiques pendant cette période. Toutes les voix y sont représentées : les intellectuels de l'extrême droite (Nihal Atsız) aussi bien que les écrivains vivant dans l'émigration. Le livre s'achève par une orientation bibliographique (dix-sept titres en allemand, en anglais et en français) et une liste de traductions de la littérature turque en allemand (une vingtaine).

Les traductions en allemand contenues dans ce volume sont dues à différents traducteurs et traductrices. Leur qualité varie selon les cas. Elles ont été réalisées en général pour être incluses dans ce volume. Les textes turcs publiés avant 1928 en caractères arabes ont été traduits à la base des éditions en caractères latins et/ou adaptées au turc moderne (par exemple l'« Histoire des jeunes ottomans » – *Yeni Osmanlılar Tarihi* – de Ebuzziya Tevfik). Les textes les plus anciens ont été modifiés et révisés en plus par l'éditeur « afin de les rendre plus lisibles » (*lesbar*). On se demande cependant comment il a été possible de traduire le titre d'une comédie du « Directeur » Âli Bey, *Kokona yatıyor* (« Madame est encore au lit ») par « *Die Cochonne im Bett (Kokana [sic] Yatıyor)* » (p. 25). Puisque le livre s'adresse surtout à un public de non-turcologues, ceci justifie, selon l'éditeur, la limitation des notes à « l'essentiel ». Si c'est vraiment le cas, il me semble que des lecteurs non initiés doivent avoir droit à un traitement plus généreux à cet égard. Les remarques introductives aux différents chapitres ne peuvent orienter le lecteur que d'une manière très approximative. On regrettera aussi l'absence d'un index.

Ceci dit, il faut savoir gré à l'éditeur et aux traducteurs et traductrices d'avoir réuni un corpus de textes très riche et varié qui permettra à tous ceux qui s'intéressent à la littérature turque moderne de mieux saisir son arrière-plan social, historique et politique.

Johann STRAUSS